

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN  
Hôtel de la Communauté  
1171 Avenue du Mont Ventoux  
CS 30085  
84203 CARPENTRAS Cedex  
Tél. 04.90.67.10.13 - Fax. 04.90.60.59.09

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



1<sup>er</sup> SEMESTRE 2016

# DÉLIBÉRATIONS

1<sup>er</sup> SEMESTRE 2016

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2016 – 1<sup>er</sup> semestre

## TABLE DES MATIÈRES DES DÉLIBÉRATIONS

### Conseil de communauté du 8 février 2016

N°	Direction d'origine	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
1-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Présentation du rapport Développement Durable 2015	08/02/2016	11/02/2016
2-16	Direction des Ressources et Moyens	Autorisations de programme	08/02/2016	09/02/2016
3-16	Direction des Ressources et Moyens	Autorisations d'engagement	08/02/2016	09/02/2016
4-16	Direction des Ressources et Moyens	Taux 2016 de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier non bâti et de la taxe sur le foncier bâti	08/02/2016	09/02/2016
5-16	Direction des Ressources et Moyens	Taux 2016 de la cotisation foncière des entreprises	08/02/2016	09/02/2016
6-16	Direction des Ressources et Moyens	Taux 2016 de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères	08/02/2016	09/02/2016
7-16	Direction des Ressources et Moyens	Rapport sur l'état et l'évolution de la dette	08/02/2016	12/02/2016
8-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget principal	08/02/2016	09/02/2016
9-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget annexe camping	08/02/2016	09/02/2016
10-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget annexe régie du marché gare	08/02/2016	09/02/2016
11-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget annexe ZAE	08/02/2016	09/02/2016
12-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget annexe ZAE Venasque	08/02/2016	09/02/2016
13-16	Direction des Ressources et Moyens	Budget Primitif 2016 : budget annexe ZAE Bellecour 3	08/02/2016	09/02/2016
14-16	Direction des Ressources et Moyens	Attribution de compensation prévisionnelle 2016	08/02/2016	11/02/2016
15-16	Direction des Ressources et Moyens	Dispositif de conditionnement de la garantie d'emprunt accordée aux bailleurs sociaux, à l'intégration d'une clause d'insertion dans les marchés	08/02/2016	11/02/2016
16-16	Direction des Ressources et Moyens	Garantie d'emprunt accordée à l'Office Public de l'Habitat de la Ville d'Avignon : résidence Les croisières à Carpentras	08/02/2016	11/02/2016
17-16	Direction des Ressources et Moyens	Conventions de groupements de commandes avec les communes membres dans divers domaines	08/02/2016	11/02/2016
18-16	Direction de la Cohésion Sociale	Crèches de la CoVe - Équipement 2016 : demande de subvention auprès de la CAF pour l'équipement des huit crèches de la CoVe	08/02/2016	11/02/2016
19-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Modification du subventionnement pour la production de logements locatifs sociaux « Ilot Mouton » à Carpentras suite à la modification du programme	08/02/2016	11/02/2016
20-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat multisites - Subventions pour la réhabilitation d'un logement	08/02/2016	22/02/2016
21-16	Direction générale des services techniques	Fourrière animale : convention avec la S.P.A. vauclusienne	08/02/2016	11/02/2016
22-16	Direction générale des services techniques	Recouvrement des frais de mise en fourrière animale	08/02/2016	11/02/2016
23-16	Direction générale des services techniques	Subvention Téléthon – Collecte 2015	08/02/2016	22/02/2016
24-16	Direction générale des services techniques	Renouvellement de la convention Adivalor pour l'évacuation et la revalorisation des films agricoles usagés	08/02/2016	16/02/2016
25-16	Direction générale des services techniques	Revalorisation du coût de traitement des films agricoles usagés non recyclables	08/02/2016	11/02/2016

26-16	Direction générale des services techniques	Modification de l'annexe tarifaire de la redevance spéciale	08/02/2016	11/02/2016
27-16	Direction générale des services techniques	Convention cadre relative à la gestion des déchets issus de la voirie et des marchés forains des communes membres	08/02/2016	11/02/2016
28-16	Direction générale des services	Modification de la délégation d'attributions du Conseil au Président	08/02/2016	09/02/2016

## Conseil de communauté du 18 avril 2016

N°	Direction d'origine	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
29-16	Direction générale des services	Attribution des subventions 2016 aux associations et organismes	18/04/2016	22/04/2016
30-16	Direction des Ressources et Moyens	Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de La Roque Alric	18/04/2016	22/04/2016
31-16	Direction des Ressources et Moyens	Convention de partenariat avec le CIE 84 pour la mise en œuvre des clauses d'insertion	18/04/2016	22/04/2016
32-16	Direction des Ressources et Moyens	Financement du relais assistants maternels par la Caisse d'allocations familiales : renouvellement du conventionnement	18/04/2016	22/04/2016
33-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Demande de subvention auprès de la DRAC pour des actions de valorisation du patrimoine	18/04/2016	22/04/2016
34-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Subventions pour la réhabilitation de 14 logements privés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat multisites sur l'ensemble du territoire de la CoVe	18/04/2016	22/04/2016
35-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique pour les logements et les locaux professionnels du territoire (FttH)	18/04/2016	25/04/2016
36-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Gestion différenciée des espaces verts des communes : demande de subvention auprès de l'Agence de l'eau	18/04/2016	22/04/2016
37-16	Direction générale des services techniques	Demandes de subvention pour les travaux de modernisation de la déchèterie de Caromb	18/04/2016	22/04/2016
38-16	Direction générale des services techniques	Revalorisation de la marge sur la fourniture des carburants aux aéronefs	18/04/2016	22/04/2016
39-16	Direction générale des services techniques	Aménagement d'une voie de bus sur une partie de l'avenue Clemenceau à Carpentras : convention avec la ville de Carpentras et le Conseil départemental de Vaucluse	18/04/2016	22/04/2016
40-16	Direction des Ressources et Moyens	Avenant à la délégation de service public du réseau de transport en commun	18/04/2016	12/05/2016
41-16	Direction des Ressources et Moyens	Convention type de mise à disposition des services de la CoVe auprès de ses communes membres	18/04/2016	25/04/2016
42-16	Direction des Ressources et Moyens	Désignation du représentant de la CoVe à la commission d'appel d'offres des groupements de commande avec les communes membres dans divers domaines	18/04/2016	22/04/2016
43-16	Direction des Ressources et Moyens	Cession à la Ville de Carpentras d'un fourgon équipé d'un nettoyeur haute pression appartenant à la CoVe	18/04/2016	22/04/2016
44-16	Direction des Ressources et Moyens	Cession d'un camion Ampliroil Renault RVI de la CoVe à un tiers, suite à vente aux enchères	18/04/2016	22/04/2016
45-16	Direction Générale Des services	Demande de subvention 2016 pour le poste de chef de projet politique de la ville	18/04/2016	26/04/2016
46-16	Direction des Ressources et Moyens	Transfert d'un agent de la commune de Mazan auprès du service commun d'instruction des autorisations du droit des sols de la CoVe	18/04/2016	22/04/2016
47-16	Direction des Ressources et Moyens	Modification du tableau des effectifs	18/04/2016	22/04/2016
48-16	Direction Générale Des services	Actualisation de la composition des commissions thématiques de la CoVe	18/04/2016	27/04/2016



## Conseil de Communauté du 27 juin 2016

N°	Direction d'origine	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
49-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget principal	27/06/2016	04/07/2016
50-16	Direction des Ressources et Moyens	Affectation du résultat 2015 : Budget principal	27/06/2016	04/07/2016
51-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget annexe Camping	27/06/2016	04/07/2016
52-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget annexe ZAE	27/06/2016	04/07/2016
53-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget annexe ZAE de Venasque	27/06/2016	04/07/2016
54-16	Direction des Ressources et Moyens	Affectation du résultat 2015 : Budget annexe ZAE Venasque	27/06/2016	04/07/2016
55-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget annexe ZAE de Bellecour III	27/06/2016	04/07/2016
56-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte administratif 2015 : Budget annexe de la régie du marché gare	27/06/2016	04/07/2016
57-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de gestion 2015 : Budget principal	27/06/2016	01/07/2016
58-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de gestion 2015 : Budget annexe Camping	27/06/2016	01/07/2016
59-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de gestion 2015 : Budget annexe ZAE	27/06/2016	01/07/2016
60-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de gestion 2015 : Budget annexe ZAE de Venasque	27/06/2016	01/07/2016
61-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de Gestion 2015 : Budget annexe ZAE de Bellecour III	27/06/2016	01/07/2016
62-16	Direction des Ressources et Moyens	Compte de gestion 2015 : Budget annexe de la régie du marché gare	27/06/2016	01/07/2016
63-16	Direction des Ressources et Moyens	Bilan des acquisitions et des cessions foncières 2015	27/06/2016	01/07/2016
64-16	Direction des Ressources et Moyens	Décision Modificative n°1 : Budget principal	27/06/2016	01/07/2016
65-16	Direction des Ressources et Moyens	Décision modificative n°1 : Budget annexe camping	27/06/2016	01/07/2016
66-16	Direction des Ressources et Moyens	Décision modificative n°1 : Budget annexe ZAE Bellecour III	27/06/2016	01/07/2016
67-16	Direction des Ressources et Moyens	Décision modificative N°1 : Budget annexe de la régie du marché-gare	27/06/2016	01/07/2016
68-16	Direction des Ressources et Moyens	Répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales 2016	27/06/2016	01/07/2016
69-16	Direction des Ressources et Moyens	Attribution des fonds de concours 2016 aux communes	27/06/2016	01/07/2016
70-16	Direction des Ressources et Moyens	Dotation de solidarité communautaire 2016 à la Communauté de communes Ventoux Sud	27/06/2016	01/07/2016
71-16	Direction des Ressources et Moyens	Exonération de cotisation foncière des entreprises et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en faveur des Caisses de crédit municipal	27/06/2016	01/07/2016
72-16	Direction des Ressources et Moyens	Pacte financier et fiscal	27/06/2016	04/07/2016
73-16	Direction des Ressources et Moyens	Demande de subventions à l'État dans le cadre du soutien à l'investissement public local	27/06/2016	01/07/2016
74-16	Direction des Ressources et Moyens	Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Saint-Didier	27/06/2016	01/07/2016
75-16	Direction des Ressources et Moyens	Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de Saint Pierre de Vassols	27/06/2016	01/07/2016
76-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Transfert de la compétence tourisme : instauration d'une taxe de séjour intercommunale sur l'ensemble du territoire	27/06/2016	01/07/2016
77-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Tarifs pour la saison 2017 du camping intercommunal Le Brégoux	27/06/2016	01/07/2016
78-16	Direction de la cohésion sociale	Extension de l'intérêt communautaire en matière d'accueil de la petite enfance	27/06/2016	01/07/2016

N°	Direction d'origine	Objet	Date de création	Date du visa Préfecture
79-16	Direction des Ressources et Moyens	Transfert de personnels lié à l'extension de la définition de l'intérêt communautaire dans le domaine de la petite enfance	27/06/2016	01/07/2016
80-16	Direction des Ressources et Moyens	Dispositif indemnitaire	27/06/2016	01/07/2016
81-16	Direction des Ressources et Moyens	Modification du tableau des effectifs	27/06/2016	01/07/2016
82-16	Direction des Ressources et Moyens	Présentation du rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés et assimilés	27/06/2016	01/07/2016
83-16	Direction générale des services	Désaffectation d'une partie du site du marché-gare	27/06/2016	01/07/2016
84-16	Direction générale des services	Déclassement d'une partie du site du marché-gare	27/06/2016	01/07/2016
85-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Désaffectation des bâtiments et dépendances de l'ancienne gare de Loriol-du-Comtat	27/06/2016	01/07/2016
86-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Déclassement des bâtiments et dépendances de l'ancienne gare de Loriol-du-Comtat	27/06/2016	01/07/2016
87-16	Direction de la cohésion sociale	École intercommunale des sports (EIS) : modification des tarifs	27/06/2016	01/07/2016
88-16	Direction de la cohésion sociale	Écoles intercommunales (RPI): modification des tarifs de cantine et de garderie	27/06/2016	01/07/2016
89-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Appel à candidature de l'ARPE PACA pour la mise en place d'une restauration durable et en circuits courts de proximité	27/06/2016	06/07/2016
90-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Festival « les Soirées d'Automne » 2016 : convention de partenariat avec l'association Des Deux Mains	27/06/2016	01/07/2016
91-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Demande de subvention auprès de la Région PACA dans le cadre du CRET pour les veillées musicales itinérantes "Les Soirées d'automne" 2016	27/06/2016	01/07/2016
92-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Gratuité des animations culturelles de la CoVe pour tous les jeunes du territoire	27/06/2016	01/07/2016
93-16	Direction générale des services techniques	Soutien financier d'Adelphe pour la revalorisation de l'acier : avenant n°3	27/06/2016	01/07/2016
94-16	Direction générale des services techniques	Demande de subvention auprès de la Région et de l'ADEME pour la mise en place d'une prestation de broyage de végétaux	27/06/2016	01/07/2016
95-16	Direction générale des services	Convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur le patrimoine bâti dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec Grand Delta Habitat	27/06/2016	06/07/2016
96-16	Direction générale des services	Convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur le patrimoine bâti dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'Office Public d'Habitat Mistral Habitat	27/06/2016	06/07/2016
97-16	Direction générale des services	Financement de trois actions de santé développées dans le cadre de l'Atelier Santé Ville	27/06/2016	01/07/2016
98-16	Direction générale des services	Rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville pour l'année 2015	27/06/2016	06/07/2016
99-16	Direction des Ressources et Moyens	Garantie d'emprunt votée pour l'OPH de la ville d'Avignon : opération Les croisières – Carpentras – 148 logements	27/06/2016	01/07/2016
100-16	Direction des Ressources et Moyens	Convention de garantie d'emprunt passée avec l'OPH de la ville d'Avignon : opération Les croisières – Carpentras – 148 logements	27/06/2016	01/07/2016
101-16	Direction des Ressources et Moyens	Garantie d'emprunt au profit de Grand Delta Habitat : opération Les jardins de la fontaine – Carpentras – 28 logements	27/06/2016	01/07/2016
102-16	Direction des Ressources et Moyens	Convention de garantie d'emprunt avec Grand Delta Habitat : opération Les jardins de la fontaine – Carpentras – 28 logements	27/06/2016	01/07/2016
103-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Subventions pour la réhabilitation de logements dans le cadre de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain du centre ancien de Carpentras	27/06/2016	01/07/2016
104-16	Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire	Participation au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement	27/06/2016	01/07/2016
105-16	Direction générale des services techniques	Modification de la grille tarifaire des transports	27/06/2016	01/07/2016

106-16	Direction générale des services techniques	Avenant à la convention CoVe/Conseil départemental organisant le partenariat financier du service de transport de voyageurs	27/06/2016	01/07/2016
107-16	Direction générale des services techniques	Mise en accessibilité des arrêts de bus « Gandié » à Carpentras : convention avec la commune	27/06/2016	01/07/2016
108-16	Direction générale des services techniques	Mise en accessibilité des arrêts de bus « La Mède » à Aubignan : convention avec la commune	27/06/2016	01/07/2016
109-16	Direction générale des services	Désignation d'un délégué de la CoVe au Syndicat Intercommunal d'Accueil des Gens du Voyage (SIAGV)	27/06/2016	01/07/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016

Date de convocation : 02 février 2016

Affiché le : 11 février 2016

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°1-16**

Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service environnement et énergie

**Objet** : Présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°1-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service environnement et énergie**

**Objet : Présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu la loi du 12 juillet 2010, dit Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement,**

**Vu le décret du 17 juin 2011, relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 50 000 habitants,**

**Vu le rapport sur le développement durable préalable au vote du budget primitif 2016 de la CoVe, annexé à la présente délibération,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,**

**Après en avoir débattu,**

**Article unique : PREND ACTE de la présentation du rapport annuel 2015 Développement durable de la CoVe.**

**Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 11 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 11 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*





**Rapport annuel 2015**

# **RAPPORT ANNUEL 2015**

## **sur le développement durable**

**En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2**

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



## RAPPORT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA COVE 2015

La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, introduit l'obligation d'un rapport relatif au développement durable. Ce rapport précisé dans le décret du 17 juin 2011 soumet les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le vote du budget, d'un « rapport sur leur situation en matière de développement durable ».

Le territoire intercommunal doit être apte à agir et à anticiper les mutations de la société, le développement durable doit se trouver ainsi au cœur des réflexions des projets de l'EPCI afin d'optimiser son fonctionnement.

Les bénéfices immédiats se retrouvent au niveau de la mobilité durable de la population, l'optimisation de la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire, la croissance de l'économie locale, la lutte contre la pollution, le développement d'actions culturelles ou encore des propositions pour l'insertion sociale.

Le rapport est présenté suivant les **5 finalités du développement durable** élaborées par le Ministère du développement durable dans le cadre de référence des projets territoriaux et des agendas 21.

- 🌍 la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère
- 🌍 la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources
- 🌍 la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations
- 🌍 l'épanouissement de tous les êtres humains
- 🌍 la dynamique de production et de consommation responsable



## LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHERE : LA MOBILITÉ DURABLE

L'année 2015 a permis de renforcer l'offre de transports publics sur le territoire avec l'arrivée du train et la mise en service du PEM à Carpentras. Ce pôle d'échange multimodal a été créé afin de favoriser les échanges entre les différents modes de transport, améliorer la qualité de vie des usagers et des riverains. En effet, 77 ans après la fermeture de la ligne Carpentras-Avignon, la réouverture de la ligne en avril 2015 a permis de réorganiser le système de mobilité du territoire.

La CoVe a également mis en cadencement son nouveau réseau de bus en lien avec l'arrivée du TER :

- + d'amplitude horaire de 6h10 à 20h17, + d'offre de transport, + de correspondances :
- + 23,5 % de km /réseau 2014
- + 5% de de voyageurs (environ 800 000) pour 850 000 km de réseau
- 36 véhicules dont une majorité d'euro 6 (norme environnementale de transport)
- + 40 arrêts équipés en PMR (25 arrêts en 2014)



Le TER : 16 allers/retours quotidiens  
+ 200 000 voyageurs entre Avignon et Carpentras depuis avril

Par ailleurs, la nouvelle gare de Carpentras s'est vue décerner le Grand Prix du bâtiment durable, un projet porté en partie par la CoVe.

**La navette « Carpentras - le Ventoux » fonctionne en saison hivernale : 6 006 voyages soit + 92%/ 2014 sur 20 jours**



## LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, DES MILIEUX ET DES RESSOURCES : LA GESTION DES DÉCHETS ET LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE

### 1. Cadre stratégique de la CoVe

Le Grenelle 2 a fixé des objectifs pour 2015 de réduction des ordures ménagères (- 7 %), de recyclage des emballages ménagers (+ 75 %) et de réduction des quantités incinérées ou stockées. La loi de Transition énergétique de juillet 2015 a confirmé cette volonté de valoriser les biodéchets.

#### Indicateurs phares sur le territoire

Quantité de déchets recyclables collectés : 3 423,6 tonnes soit -3% par rapport à 2014

Tonnage d'ordures ménagères/habitant : 18 150 tonnes soit 265.30 kg/hab (pour 68 412 hab) soit -7.8 % par rapport à 2014

Tonnage du verre : 2 173 tonnes, soit +7.4 % par rapport à 2014

### 2. Optimisation de la collecte des déchets et mise en place des opérations de qualité dans les villes et villages de la CoVe

La CoVe a modifié ses modalités de collecte des déchets pour répondre aux objectifs du Grenelle 2 et aux besoins des habitants.

La collecte du tri en porte à porte a été mise en place en décembre 2013 pour favoriser le tri sélectif. En 2015, les médiatrices du tri ont mené sur 13 communes un suivi qualité pour vérifier que les consignes de tri sont bien assimilées et également réduire le coût de la collecte.

Avec le suivi qualité, on est passé de 7,75% de poubelles de tri « scotchées » donc refusées à 4,24% (moyenne sur les 13 communes) après avoir sensibilisé les habitants.

Cette opération a permis de développer la sensibilisation et la communication auprès des habitants pour les aider à améliorer le tri et sensibiliser les habitants. Cette action vise d'une manière générale à favoriser la collecte sélective pour développer son recyclage, réduire les pollutions et la consommation d'énergie.

## LA RÉDUCTION DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES DANS LES ESPACES VERTS

### 1. Cadre stratégique de la CoVe

De nouvelles obligations réglementaires concernant la gestion des espaces verts s'imposent aux collectivités territoriales en supprimant l'ensemble des produits phytosanitaires, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ces produits ont des impacts non négligeables sur la santé des agents et des habitants, sur les finances avec l'achat des produits (pesticides, herbicides...), ainsi que sur la pollution des sols et de l'eau.

### 2. La réduction des produits phytosanitaires dans les espaces verts des communes et de la CoVe

Le Service environnement et énergie de la CoVe s'est ainsi engagé pour accompagner les communes dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

En 2015, la CoVe a travaillé en collaboration avec les étudiants en licence pro paysages du CFPPA de Carpentras qui ont élaboré un pré-diagnostic sur les pratiques des 25 communes. Réalisé au printemps, ce pré diagnostic a confirmé que les 25 communes avaient déjà commencé à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires et que 8 n'utilisent plus du tout de produits phytosanitaires.

Un programme de formation a été proposé aux agents des communes par le SMAEMV, en collaboration avec la CoVe, sur les nouvelles techniques d'entretien. Plus de 130 agents sur les 48 communes du SMAEMV ont ainsi participé à des formations. En effet, des techniques nouvelles existent comme la gestion différenciée des espaces verts afin de mettre en œuvre un programme d'entretien adapté à chaque type d'espace, des matériels innovants de désherbage ou encore des manières de concevoir les espaces différemment (plantes couvre sols, réduction de l'arrosage, plantes davantage méditerranéennes...).

En 2016, le Service environnement et énergie de la CoVe va poursuivre cette action pour accompagner les communes vers la mise en œuvre des pratiques de gestion différenciée des espaces verts en permettant la suppression complète des produits phytosanitaires ayant un impact non négligeable sur la qualité de l'eau et de l'air ou la santé des agents.



## PERMETTRE L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS : L'ANIMATION CULTURELLE

### 1. Cadre stratégique : Pays d'Art et d'Histoire

Le ministère de la Culture attribue l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Il garantit la compétence des guides-conférenciers et des animateurs du patrimoine et la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XX<sup>ème</sup> siècle, les villes et pays mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Ainsi, la CoVe a obtenu le label en 1998 et s'est vue ainsi confier l'animation et la coordination de toutes les actions relatives au Pays d'art et d'histoire.

#### Indicateurs phares du territoire

Nombre de manifestations proposées sur le territoire : 376 soit + 25% par rapport à 2014

Nombre de personnes présentes : 4 964 personnes individuelles et 162 groupes dont 14 pour un public RSA

Nombre de guides vacataires en 2014 : 11

### 2. Projet de territoire : l'animation culturelle du territoire

De nombreuses visites guidées, coordonnées par le Service culture et patrimoine, ont lieu tout au long de l'année sur le territoire de la CoVe. Ainsi, 4 964 personnes individuelles et 162 groupes ont suivi différentes visites guidées, participé à des ateliers et des conférences. Un certain nombre de visites ont été adaptées : en anglais, en allemand, et pour les personnes porteuses de handicap et/ou public titulaire du RSA.

Les journées du patrimoine ont accueilli près de 8 000 personnes sur le territoire dont 1 254 pour les animations CoVe.

Le CIAP a accueilli 5 expositions temporaires, 750 personnes et une dizaine de classes de lycée au centre de documentation.

Les ateliers 6/12 ans ont accueilli près de 120 enfants.

Les Soirées d'automne ont accueilli près de 3 000 personnes sur 6 soirées adultes et 3 après midi jeunes et 211 personnes pour les entrées cinéma.



### 3. Zoom sur le réseau des bibliothèques

Les actions du réseau s'articulent, à ce jour, autour de la rencontre de différents publics : la petite enfance, l'enfance, l'adolescence et tout public.

Les actions se déroulent au sein des bibliothèques ou « Hors les Murs » pour aller à la rencontre des publics là où ils sont.

Ces actions sont coordonnées par le réseau et développées par les bibliothécaires, en partenariat avec les acteurs du livre et de la culture sur le territoire et en région, mais également avec des acteurs sociaux du territoire.

Des rencontres d'auteurs/illustrateurs ont permis la tenue de plus de 40 ateliers/temps de rencontre sur l'année.

La programmation culturelle du réseau des bibliothèques « Monts et Merveilles » a proposé un spectacle par bibliothèque de novembre à avril ; les thèmes choisis étaient la musique et l'Italie. Quinze spectacles ont ainsi eu lieu réunissant près de 800 personnes.

Le Groupe « Petite Enfance et Bibliothèques » initié en janvier a été animé par le réseau des bibliothèques et le Service Petite Enfance de la CoVe. Ce travail a été labellisé « Première Page » par le ministère de la Culture et de la Communication. Ce projet a permis de mener les actions suivantes :

- des rencontres trimestrielles entre les personnels « Petite Enfance » et personnels des bibliothèques autour de la lecture aux tout-petits,
- des formations des personnels Petite Enfance et bibliothèques,
- des rencontres « parents-enfants » autour des livres et de propositions artistiques et culturelles.

### 4. Les démarches internes

Le COS (Comité des Œuvres Sociales) permet aux 295 agents actifs et retraités de la CoVe de bénéficier d'avantages sociaux proposés par le Comité National d'Action Sociale (le CNAS). Ainsi, 50 716€ ont été versés en 2015 en prestations sociales et avantages divers.

L'Amicale des agents de la CoVe a pour but d'organiser des loisirs pour développer le lien social (sorties à Cassis, à la Bambousseraie, visite de la caverne du Pont d'Arc, organisation du Noël de la CoVe, sortie en kayak...). Il a réuni 62 adhérents et mis en place 5 animations avec près de 300 participants. Il permet également aux sportifs de profiter du prêt du gymnase des pompiers pour faire du sport durant la pause méridienne et ce, deux fois par semaine (badminton, boxe...).



### 1. La petite enfance

La compétence petite enfance a été prise par la CoVe en 2004. À ce jour, 13 structures multi-accueil existent sur le territoire proposant 435 places d'accueil collectif par les différents gestionnaires. La CoVe gère en direct 4 structures multi-accueil intercommunales (crèche de Caromb, de Saint Didier, d'Aubignan et de Loriol du Comtat) et participe au financement de 4 structures associatives.

Sur le territoire, il existe également une offre privée d'assistants maternels (642 places proposées) ou micro crèches (20 places).

La CoVe a en 2015 accompagné la structure « Les P'tits Mousses » du centre social Villemarie de Carpentras pour élargir ses horaires afin de faciliter l'accès à un mode de garde aux familles disposant d'une activité professionnelle à horaires atypiques. Ainsi les nouvelles plages horaires sont 5h45 – 21h15.

## 2. L'accompagnement des 25 communes

Créé en avril 2013, le Service constructions publiques a pour mission de conduire les projets de bâtiments et de voirie des services de la CoVe. Il assiste également, via une convention d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage, les communes qui en font la demande dans leurs projets publics de bâtiments ou de voirie.

Les missions proposées vont de la programmation des opérations au choix d'un maître d'œuvre, le suivi de sa conception et le suivi des prestataires d'études connexes jusqu'à la réalisation des travaux.

Le Service assiste également les donneurs d'ordre à l'élaboration des plans de financement et à diverses démarches administratives nécessaires au bon avancement des projets (modification d'urbanisme, étude de sols, diagnostics...). Enfin il bénéficie du soutien des nombreux autres services spécialisés de la CoVe (commande publique, environnement, subventions...). Voici quelques exemples de réalisations pour 2015 :

### CoVe – Réalisation du Pôle d'Echange Multimodal de Carpentras





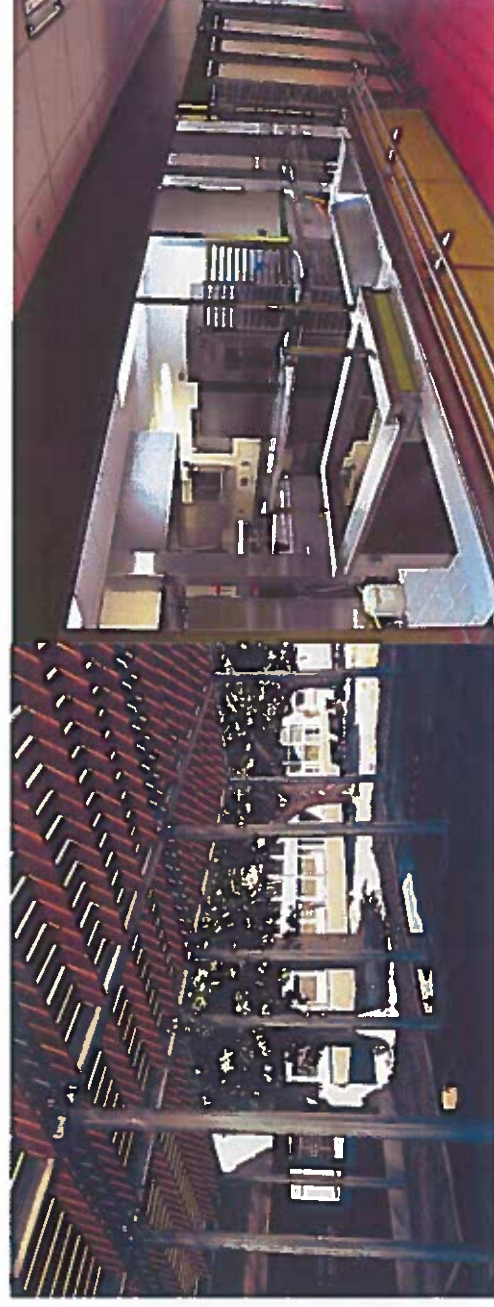
**CoVe Rénovation et mise en accessibilité  
de l'arrêt de bus de l'hôpital de Carpentras**



**Venasque – Renforcement du mur de l'esplanade des Tours**



**Mazan – Réception de la 2<sup>ème</sup> tranche de l'école de la Condamine : extension , préau et nouvelle cantine**



**CoVe – relocalisation du marché floral**



**Aubignan – Rénovation du plateau sportif des écoles**



#### **Assistance pour les communes**

- **Beaumes-de-Venise** – Étude de faisabilité de la nouvelle bibliothèque
- **Venasque** – Étude de faisabilité de la mise en accessibilité de l'école communale
- **Venasque** – Programme de mise en accessibilité de la mairie



## LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES

### 1. L'aménagement de zones d'activités labellisées « ÉCOPARC »

Le Service développement économique gère plusieurs zones d'activités dont le marché-gare et la zone d'activités Bellecour III qui ont été labellisés « Écoparc » en 2015. Pour obtenir ce label les parcs d'activités doivent répondre à plusieurs thèmes principaux : être accessibles (ex : proximité des axes routiers, transports collectifs, panneaux d'information, parkings...), bénéficier d'une attractivité fonctionnelle et paysagère (ex : plantations, intégration dans le site existant...), avoir une gestion environnementale et énergétique (ex : maîtrise de la consommation énergétique, protection de la ressource en eau, gestion des déchets, matériaux de construction...) et enfin proposer des animations et des services aux entreprises et aux salariés.

Cet engagement de la CoVe permet ainsi de proposer aux entreprises souhaitant s'installer une qualité de zone et d'implantation qui favorise son attractivité.

Ensuite l'élaboration d'un règlement de zones particulièrement axé sur l'impact énergétique des bâtiments et leur qualité architecturale a permis d'élaborer des projets innovants en proposant aux porteurs de projets un accompagnement dans la phase de validation des avant-projets architecturaux.

Enfin, la mise en place d'un groupe de travail sur l'économie circulaire entre la CoVe et l'association de zone Carpensud a permis d'accompagner les entreprises sur les questions de valorisation des déchets (ex : cartons, palettes, pneus, cagettes...).

### 2. Démarche interne : les achats responsables

Le Service de la commande publique s'est ainsi engagé dans une démarche d'optimisation de l'utilisation des deniers publics en matière d'achat, avec l'accompagnement du Service environnement énergie.

La commande publique constitue, en effet, l'un des principaux leviers sur lesquels repose une politique d'éco-responsabilité pour une administration/collectivité.

En achetant responsable, les pouvoirs publics assument un rôle de précurseur et influent sur les opérateurs économiques répondant aux marchés en les incitant à proposer des prestations ou des fournitures susceptibles de répondre à certaines exigences sociales ou environnementales. Cette politique porte également une notion d'exemplarité et vise à sensibiliser les citoyens par des achats plus responsables.



Ainsi, en 2015, la CoVe a lancé 48 consultations qui ont abouti à l'attribution de 84 marchés (la différence entre le nombre de consultations et le nombre de marchés étant liée aux lots) dont 44,05% % intègrent des critères environnementaux.

Fin 2015, l'arrivée dans les locaux de la CoVe d'un facilitateur de clauses d'insertion, porté par le CIE 84 (Collectif Insertion Emploi) va permettre d'améliorer la recherche de solutions d'insertion sociale et professionnelle sur le territoire du Vaucluse et notamment de la CoVe, en encourageant les maîtres d'ouvrage à mettre des clauses sociales dans leurs marchés publics.

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°2-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service financier**

**Objet** : Autorisations de programme

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°2-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Autorisations de programme**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L 2311-3 et R 2311-9, autorisant le recours aux autorisations de programme et aux crédits de paiement,**

**Considérant l'intérêt pour la CoVe d'utiliser cette procédure pour ses programmes d'investissement pluriannuels les plus importants, dans l'objectif d'une gestion plus efficace des crédits,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1: D'APPROUVER les autorisations de programme ainsi que la répartition prévisionnelle des crédits de paiement, telles que détaillées dans le tableau joint en annexe.**

**Article 2: DE CLOTURER l'autorisation de programme « extension crèche de Mazan », l'opération étant entièrement achevée.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*



**CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 8 FEVRIER 2016**  
**DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**  
**BUDGET PRINCIPAL**

AP gérées en TTC

	Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme inscrite en € TTC	Montant des dernières actualisations avant la présente vote en € TTC	Date de mise à jour	Montant du programme actualisé en € TTC	CP mandats										Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement			
							2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL		
Léon Lacroix Aigron-Carpentier (participation de Communauté de communes)	619AP1	08/02/10	7 500 000	7 887 000	08/02/16	7 887 000	561 000,00	35 875,00	1 552 806,70	3 358 967,80	1 077 570,30	373 785,44	928 994,70						7 887 000,00	
Programme 2010-2014 d'aide à la réalisation de logements sociaux	625AP1	08/02/10	4 200 000	4 500 000	08/02/16	4 500 000	35 688,84	0,00	4 750,52	58 773,65	103 343,40	54 263,30	951 394,69						4 000 000,00	
Programme 2010-2014 d'aide à la réalisation de logements publics sociaux	72AP01	08/02/10	832 500	1 524 000	08/02/16	1 524 000	0,00	0,00	0,00	12 800,00	253 500,00	167 000,00	150 700,00						1 524 000,00	
Programme 2010-2016 d'aide à la réalisation de logements sociaux (avance région incluse)	72AP02	08/02/10	400 000	683 100	08/02/16	683 100	0,00	0,00	6 022,11	24 362,51	130 579,13	209 665,64	270 000,00	30 000,00	12 470,61				683 100,00	
Pôle d'échange multimodal de Carpentier	619AP2	26/03/12	1 273 700	5 432 800	08/02/16	5 354 290	0,00	0,00	0,00	1 097 079,79	2 177 215,71	1 565 010,06	514 894,44						5 354 290,00	
Modernisation des accueil gers du voyage	624AP2	25/03/13	1 100 000	1 050 000	08/02/16	930 900				0,00	31 278,27	658 855,00	59 868,73						930 000,00	
Travaux Ecole RPI Suzelle	213AP1	25/03/13	279 000	284 000	08/02/16	284 000				107,84	17 968,24	14 113,63	231 810,49						284 000,00	
Programme 2010-2016 d'aide à la réalisation de logements - aide préférentielle énergétique (avance région incluse)	630AP1	30/04/14	165 000	165 000	08/02/16	280 900						49 591,01	160 000,00	40 000,00	10 408,99				280 000,00	
Travaux accessibilité et toiture Ecole de St Pierre	212AP1	30/04/14	316 000	538 000	08/02/16	538 000					816,00	221 750,63	315 433,37						538 000,00	
Programme 2015-2017 d'aide à la réalisation de logements publics sociaux	72AP03	16/02/15	900 000	900 000	08/02/16	900 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	100 000,00	100 000,00	40 000,00			900 000,00	
Aide à la réalisation d'équipements sportifs communaux	410AP2	16/02/15	1 200 000	1 200 000	08/02/16	1 200 000						0,00	500 000,00	300 000,00	100 000,00				1 200 000,00	
Fonds d'investissement exceptionnel	01AP1	16/02/15	522 278	522 278	08/02/16	522 278						88 024,78	134 254,27	100 000,00	100 000,00	100 000,00			522 278,00	
Déchetière de Carpentier	6125AP1	08/02/16	1 400 000	1 400 000	08/02/16	1 400 000						0,00	420 000,00	980 000,00	0,00				1 400 000,00	
Fonds d'investissement	6121AP1	08/02/16	200 000	200 000	08/02/16	200 000						0,00	55 000,00	145 000,00	0,00				200 000,00	

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

AP gérée en HT et en TTC

Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiée en € *	Montant dernière actualisation en € *	Date de mise à jour	Librement de l'autorisation de programme actualisée en € *	CP mandatisés						Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement					
						2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
	06/02/10	3 000 000	12 561 000	06/02/16	12 547 109,57	0	10 274,42	106 566,74	10 194 517,47	2 218 660,57	18 348,46	513,99					12 547 109,57
Nouveau Pôle Horricole Premium	06/02/10	3 000 000	12 561 000	06/02/16	12 547 109,57	0	10 274,42	106 566,74	10 194 517,47	2 218 660,57	18 348,46	513,99					12 547 109,57

en € TTC jusqu'au 02-04-2013, en € HT après cette date

AP gérée en HT

Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiée en € HT	Montant dernière actualisation en € HT	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € HT	CP mandatisés						Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement					
						2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Travaux Marché Gare	30/04/14	1 500 000	750 000	06/02/16	750 000	0	0,00	0 00	0,00	3 660,00	187 977,20	558 372,60					750 000,00
	12/10/15	1 200 000	1 200 000	06/02/16	1 200 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 128,00	700 000,00	344 872,00			1 200 000,00
Pépière marché gare	12/10/15	1 800 000	1 800 000	06/02/16	1 800 000	0	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	392 128,00	1 261 247,00	137 127,00			1 800 000,00

BUDGET ANNEXE CAMPING

AP gérée en HT

AP 2016 001 01		Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiée en € HT	Montant dernière actualisation en € HT	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € HT	CP mandatisés							Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement				
								2010	2011	2012	2013	2014	2016	2018	2017	2019	2020	TOTAL	
Budget annexe camping - rénovation sanitaires camping blocs B et C		BATAP1	18/04/11	225 000	261 623,63	06/02/16	261 623,63	0	0	81 055,77	892,56	179 674,76	0,00	à clore				261 623,63	
Budget annexe camping - rénovation sanitaires camping bloc A		BATAP2	30/04/14	138 500	151 500	06/02/16	151 500					4 503,76	144 167,72	2 828,53				151 500,00	

AP clôturée

AP clôturée		CP mandatisés										Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement										
Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiée en € HT	Montant dernière actualisation en € HT	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € HT	CP mandatisés										Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement						
						2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL					
Participation Voie de contournement sud-ouest de Carpentras	06/02/10	2 200 000	2 200 000	16/02/15	Clôturée	0	700 000	750 000	750 000	0	0	0	0	0	0	0	2 200 000,00					
Extension Orche de Mazan	27/09/10	843 000	857 152,77	16/02/15	Clôturée	1 459,12	75 590,26	732 057,20	46 037,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	857 152,77					
Pépinières/stations relais Carpentras	26/03/12	3 525 000	0	12/10/15	Clôturée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 9 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°3-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet** : Autorisations d'engagement

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°3-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Autorisations d'engagement**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L 2311-3 et R 2311-9,**  
**autorisant le recours aux autorisations d'engagement**

**Considérant l'intérêt pour la CoVe d'utiliser cette procédure pour ses projets pluriannuels de fonctionnement les plus importants, dans l'objectif d'une gestion plus efficace des crédits,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'APPROUVER les autorisations d'engagement ainsi que la répartition prévisionnelle des crédits de paiement, telles que détaillées dans le tableau ci-annexé.**

**Article 2 : DE CLOTURER l'autorisation d'engagement « étude densités et formes urbaines », l'opération n'étant plus programmée sous cette forme.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

**Fait les jour, mois et an ci-dessus**  
**Pour extrait certifié conforme**

**Le Président,**

**Francis ADOLPHE**



**En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.**

**Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 8 FEVRIER 2016**  
**DETAIL DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**  
**BUDGET PRINCIPAL**

	Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme inscrite en € TTC	Montant dernière actualisation avant le présent vote en € TTC	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € TTC	CP mandatés							Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
							2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								

**AE clôturées**

AE COURSES																		
	Code	Date du vote initial	Montant de l'autorisation de programme inscrite en € TTC	Montant dernière actualisation avant le présent vote en € TTC	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € TTC	CP mandats							Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement				
							0 clôturée					0	0	0	0			0,0
Etude d'aménagements et formes urbaines	820AE1	30/04/14	35 000	35 000	05/02/16	35 000												0,0

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°4-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet** : Taux 2016 de la taxe d'habitation, taux de la taxe sur le foncier bâti, taux de la taxe sur le foncier non bâti

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°4-16**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**

**Objet : Taux 2016 de la taxe d'habitation, taux de la taxe sur le foncier bâti, taux de la taxe sur le foncier non bâti**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu les articles 1636 B sexies à 1640 C du Code Général des Impôts,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Président,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : DE FIXER le taux de la taxe d'habitation sans augmentation par rapport à 2015 à 8,31 % pour l'année 2016.**

**Article 2 : DE FIXER le taux de la taxe sur le foncier bâti à 0,00 % pour l'année 2016.**

**Article 3 : DE FIXER le taux de la taxe sur le foncier non bâti sans augmentation par rapport à 2015 à 2,73 % pour l'année 2016.**

Transmis en Préfecture le : **09 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **09 FEV. 2016**

Exécutoire le : **09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016**

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°5-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service financier**

**Objet : Taux 2016 de la cotisation foncière des entreprises**

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°5-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Taux 2016 de la cotisation foncière des entreprises**

Le Conseil de Communauté,

Vu les articles 1636 B sexies à 1640 C du Code Général des Impôts,

Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article unique : DE FIXER le taux de la cotisation foncière des entreprises sans augmentation par rapport à 2015 à 35,49 % pour l'année 2016.**

Transmis en Préfecture le : **09 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **09 FEV. 2016**

Exécutoire le : **09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Airic : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°6-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet** : Taux 2016 de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°6-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Taux 2016 de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe définissant la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés »,**

**Vu les articles 1520 et suivants du Code Général des Impôts,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Président,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**


**Article unique : DE FIXER le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 11,01% pour l'année 2016, sans augmentation par rapport aux années précédentes.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°7-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet** : Rapport sur l'état et l'évolution de la dette

*Acquitté en PREFECTURE le 12/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°7-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet : Rapport sur l'état et l'évolution de la dette**

Comme cela avait été fait lors du vote des trois derniers Budgets Primitifs, et conformément aux recommandations de la circulaire n° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010, il est rendu compte au Conseil de communauté des opérations effectuées en matière de gestion de la dette à travers la présentation d'un bilan détaillé des actions de l'année et de l'évolution envisagée.

Le présent rapport retrace donc les opérations effectuées en 2015, présente un point sur l'état de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et décrit les perspectives pour l'année 2016.

➤ Bilan des actions menées en 2015 en matière de gestion de la dette

Au niveau du contexte général, l'année 2015 est marquée par le niveau particulièrement bas des taux d'intérêt.

En ce qui concerne le besoin de financement, les dépenses d'équipement de l'année 2015, après une année 2013 record (19,3 millions d'euros), et une année 2014 d'un niveau assez élevé (8,6 millions d'euros), ont accusé une baisse certaine avec un montant de 5,9 millions. Ainsi, compte tenu d'un autofinancement brut dégagé sur l'exercice de 5,7 millions d'euros, ce sont au final seulement 23 052 € d'emprunts qui ont été mobilisés au cours de l'année 2015 pour couvrir ce besoin de financement sur le budget principal, auquel il faut rajouter 184 000 € sur le budget annexe du camping.

La politique de financement poursuivie les années précédentes s'est prolongée en 2015 : alternance de durées d'emprunt (15, 20 ou 30 ans en fonction des offres proposées par les banques et de la nature des opérations financées), alternance de taux fixes et révisibles, dans un souci d'équilibre d'ensemble au regard du stock de dette existant.

En février 2015, la CoVe a mobilisé pour son budget annexe du camping du Brégoux un emprunt à taux fixe réalisé auprès de la Caisse d'Épargne dans les conditions suivantes :

-Montant : 184 000 €

-Durée : 20 ans

-Taux fixe trimestriel : 2,69 %

En novembre 2015, dans le cadre d'un dossier de demande de subvention auprès de la CAF pour des dépenses d'équipement sur nos crèches intercommunales, une partie de l'aide a été octroyée par la CAF sous forme de prêt à taux zéro :

-Montant : 23 052 €

-Durée : 10 ans

➤ Analyse de l'état de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2016

Cette analyse porte sur le budget principal de la CoVe. En effet, à l'exclusion d'un emprunt de 184 000 € contracté en 2015 sur le budget annexe du camping du Brégoux, l'intégralité des financements s'est opérée jusqu'alors sur le seul budget principal.

L'encours de dette s'élève au 1/1/2016 à 18 023 753,90 € soit 257 € par habitant contre 226 € pour la moyenne des communautés d'agglomérations de même strate si l'on prend en compte le seul budget principal, mais qui s'élève en moyenne à 368 € budgets annexes compris - chiffre 2011. Le

*Acquitté en PREFECTURE le 12/02/2016*



ratio dette sur épargne brute au 31/12/2015 s'élève à 3,2 contre 2,9 pour la moyenne des CA de même strate (données 2011). On peut donc considérer, comme l'an passé, que la CoVe conserve une capacité à mobiliser des emprunts nouveaux dans les années à venir, mais que celle-ci est fortement limitée par la baisse tendancielle du niveau d'épargne, telle que prévue pour l'avenir du fait de la forte chute des dotations de l'État.

La répartition par prêteur est équilibrée avec dix financeurs différents. La Caisse des dépôts et consignations, le groupe La banque postale/SFIL/Dexia, le groupe Crédit Agricole et Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, sont les principaux prêteurs de la CoVe.

**Récapitulation par établissement prêteur du 01/01/2016 - Budget primitif (état prévisionnel)**

Récapitulation par établissement prêteur	Dette en capital		Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
	à l'origine	au 01/01/2016		Intérêts	Capital
ARKEA	4 000 000,00 €	3 199 999,99 €	391 788,87 €	125 120,00 €	266 668,87 €
Crédit agricole	2 600 000,00 €	2 188 647,54 €	216 096,80 €	74 760,12 €	141 336,68 €
Crédit agricole CIB	2 500 000,00 €	1 500 000,00 €	125 000,00 €	0,00 €	125 000,00 €
CAF	103 337,58 €	41 485,30 €	10 332,60 €	0,00 €	10 332,60 €
Caisse des dépôts et consignations	5 746 372,00 €	5 443 093,50 €	249 163,80 €	73 312,88 €	175 850,72 €
Caisse d'épargne	288 200,71 €	172 019,78 €	30 823,35 €	6 738,11 €	24 085,24 €
CREDIT MUTUEL	1 000 000,00 €	528 490,52 €	74 345,98 €	21 524,82 €	52 821,34 €
DEXIA CL	500 000,00 €	358 288,84 €	15 732,07 €	812,30 €	14 919,77 €
SFIL CAFFIL	6 593 690,83 €	3 684 400,82 €	528 666,20 €	126 821,76 €	401 844,44 €
Société Générale	1 300 000,00 €	907 327,51 €	99 337,80 €	40 745,51 €	58 592,29 €
<b>total</b>	<b>24 631 601,12 €</b>	<b>18 023 753,90 €</b>	<b>1 741 287,05 €</b>	<b>489 835,38 €</b>	<b>1 271 451,75 €</b>

Les emprunts à taux fixes (19 contrats) représentent la part prédominante de l'encours (61 %) avec un taux moyen d'intérêt de 3,81 %, dont 6 emprunts sans intérêt contractés auprès de la CAF.

Les emprunts à taux variable (hors livret A) crédit revolving compris, comprennent 4 lignes : 3 indexées sur euribor et 1 en multi-index (TAG, euribor). Ils représentent 23 % de l'encours avec un taux moyen de 0,72 %.

Enfin les emprunts à taux révisable indexé sur livret A représentent 3 lignes : soit 16 % de l'encours et un taux moyen de 1,75 %.

Le taux d'intérêt moyen pour l'ensemble de la dette s'élève à 2,73 %.

La durée de vie résiduelle moyenne de l'ensemble de la dette s'établit à 16 ans et 9 mois.

**Etat par catégorie de dette du 01/01/2016 au 31/12/2016 - Budget primitif (état prévisionnel) principal**

Date d'annulation	Organisme prêteur	Dette	Taux				Péri. du rém.	Dette en capital au 01/01/2016	ICME de l'exercice	Annuité à payer au cours de l'exercice		Annuité à payer dans l'exercice
			PRV	Index	Marge	Ant.				Intérêts	Capital	
14/12/2001	SFL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 4,00 %	0,0000%	4,00%	T	67 648,27 €	0,00 €	1 878,85 €	57 848,27 €	90 323,22 €
01/05/2003	SFL CAFFIL	20,00	F	Taux fixe à 4,00 %	0,0000%	4,00%	T	837 800,00 €	6 203,24 €	41 963,13 €	125 000,00 €	185 363,13 €
30/04/2004	LINEON ALUZE	20,00	F	Taux fixe à 4,23 %	0,0000%	4,23%	T	828 480,52 €	3 353,47 €	21 524,82 €	52 821,34 €	74 346,98 €
01/11/2002	SFL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 4,47 %	0,0000%	4,47%	A	30 254,55 €	148,93 €	1 754,88 €	10 988,17 €	70 852,85 €
22/05/2004	CE	12,00	F	Taux fixe à 4,31 %	0,0000%	4,31%	T	8 654,70 €	0,00 €	187,17 €	8 854,70 €	8 841,87 €
28/10/2004	DEHA CL	30,00	V	Euribor 12 M + 0,00	0,0000%	0,2000%	A	264 284,04 €	97,21 €	812,30 €	14 919,77 €	15 732,07 €
20/12/2005	SG	20,00	F	Taux fixe à 3,817 %	0,0000%	3,8741%	T	129 088,83 €	143,08 €	4 908,54 €	8 543,36 €	14 541,02 €
20/12/2005	SG	20,00	F	Taux fixe à 3,817 %	0,0000%	3,8741%	T	322 871,85 €	357,84 €	12 408,33 €	23 858,51 €	30 354,84 €
24/03/2006	CA	20,00	F	Taux fixe à 4,97 %	0,0000%	4,97%	T	375 000,00 €	0,00 €	10 987,12 €	30 000,00 €	40 987,12 €
27/10/2006	SG	20,00	F	Taux fixe à 5,2 %	0,0000%	5,20%	T	458 587,03 €	2 808,82 €	23 250,84 €	25 180,40 €	40 441,04 €
10/12/2012	ARKEA	14,00	F	Taux fixe à 3,91 %	0,0000%	3,91%	A	3 190 000,00 €	0 557,78 €	125 178,00 €	285 808,67 €	301 788,67 €
20/04/2013	CDC	30,00	V	Euribor 03 M + 1,42	1,4200%	1,38%	T	1 205 917,44 €	3 407,85 €	15 192,09 €	36 280,72 €	53 487,60 €
05/07/2013	CDC	30,00	V	Euribor 03 M + 1,3	1,3000%	1,28%	T	1 309 026,52 €	3 324,08 €	14 808,51 €	41 038,70 €	56 078,21 €
09/12/2013	CDC	30,00	V	Libor A + 1	1,0000%	1,75%	T	1 208 038,85 €	1 171,14 €	17 788,15 €	37 537,22 €	55 333,37 €
18/12/2013	SFL CAFFIL	15,00	F	Taux fixe à 3,18 %	0,0000%	3,18%	T	2 650 000,00 €	10 261,08 €	81 885,00 €	200 000,00 €	281 885,00 €
02/04/2014	CA	15,00	F	Taux fixe à 3,26 %	0,0000%	3,26%	T	1 813 647,54 €	0,00 €	57 773,00 €	111 338,08 €	180 111,08 €
03/10/2014	CDC	31,00	V	Libor A + 1	1,0000%	1,75%	T	1 137 312,88 €	1 100,81 €	16 782,33 €	38 878,08 €	55 641,41 €
03/11/2014	CDC	31,00	V	Libor A + 1	1,0000%	1,75%	T	985 000,00 €	908,28 €	8 622,81 €	30 000,00 €	38 622,81 €
03/07/2014	CE	9,00	F	Taux fixe à 4,01 %	0,0000%	4,01%	A	183 385,08 €	3 542,83 €	6 530,94 €	13 430,54 €	21 961,48 €
								10 482 288,98 €	84 872,83 €	488 835,30 €	1 138 198,15 €	1 688 854,48 €
07/12/2007	CACB	18,00	V	TAO 03 M + 0,1	0,1000%	0,00%	-	1 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €
								1 688 988,88 €	8,88 €	8,88 €	125 008,88 €	125 008,88 €
05/09/2007	CAF	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	8 849,80 €	0,00 €	0,00 €	3 324,90 €	3 324,90 €
01/09/2008	CAF	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	1 044,00 €	0,00 €	0,00 €	1 044,00 €	1 044,00 €
01/09/2008	CAF	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	1 820,00 €	0,00 €	0,00 €	1 820,00 €	1 820,00 €
01/09/2008	CAF	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	853,80 €	0,00 €	0,00 €	853,80 €	853,80 €
31/03/2014	CAF	8,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	7 085,90 €	0,00 €	0,00 €	885,10 €	885,10 €
15/10/2015	CAF	10,00	F	Taux fixe à 0 %	0,0000%	0,00%	A	23 052,00 €	0,00 €	0,00 €	2 308,00 €	2 308,00 €
								41 486,38 €	8,88 €	8,88 €	10 332,88 €	10 332,88 €
								18 823 758,98 €	84 872,83 €	488 835,30 €	1 379 481,78 €	1 741 897,68 €

Enfin notons que l'ensemble des emprunts contractés par la CoVe est rangé dans la catégorie A1 de la classification officielle incluse dans la charte de bonne conduite, soit la catégorie la moins risquée.

IV - ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE							A2.9
REPARTITION DE L'ENCOURS (TYPOLOGIE)							
Structures		(1) Indice en euros	(2) Indice Inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indice hors zone euro et écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Indices sous-jacents</b>							
(A) Taux fixe simple, Taux variable simple, Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement, Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sans unique), Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits	27	-	-	-	-	-
	% de l'encours	100,00%	-	-	-	-	-
	Montant en euros	18 823 754 €	-	-	-	-	-
(B) Barrière simple, Pas d'effet de levier	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(C) Option d'échange (swapdon)	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-
(F) Autres types de structures	Nombre de produits	-	-	-	-	-	-
	% de l'encours	-	-	-	-	-	-
	Montant en euros	-	-	-	-	-	-

Taux de change réél.

Etat généré au 01/01/2016

Acquitté en PREFECTURE le 12/02/2016

➤ Perspectives pour 2016

Le projet de budget primitif 2016 s'équilibre sans emprunts nouveaux, mais avec 3 074 000 € d'emprunts prévus en 2015, non réalisés et réinscrits sur l'exercice 2016. Ce chiffre représente toutefois un montant plafond. Comme pour les années passées le rythme de réalisation des dépenses d'investissement, ainsi que l'évolution du solde de notre compte au trésor seront surveillés de près afin d'être en mesure de déclencher le moment venu la mobilisation d'un ou de plusieurs emprunts. Une ou plusieurs consultations seront donc susceptibles d'être organisées, mais pas avant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, compte tenu que deux emprunts déjà contractés seront mobilisés en février 2016 (1 million d'euros sur le budget principal et 185 000 € sur le budget camping, tous les deux à taux fixe auprès du Crédit Agricole).

La CoVe dispose d'un contrat d'assistance à la gestion de la dette auprès de la société Finance Active, ce qui permet de disposer d'une expertise pointue, sollicitée systématiquement lors de l'analyse des offres reçues.

L'objectif à fin 2016 en matière d'équilibre de l'encours de dette par type d'emprunt s'établit comme suit :

- emprunt à taux fixe : entre 55 % et 70 % de l'encours
- emprunt à taux variable ou révisable : entre 30 % et 45 % de l'encours

Enfin, comme les années précédentes, il est envisagé pour 2016, si un volume suffisamment conséquent d'emprunt est finalement mobilisé, de mixer des emprunts à durée longue (30 ans) en utilisant l'offre de la CDC, avec des emprunts à durée plus courte (15 ou 20 ans) pour lesquels l'offre bancaire est la plus fournie.

**Le Conseil de communauté,**

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

**Article unique : PREND ACTE de la présentation de l'état et de l'évolution de la dette.**

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le :

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services,

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 12/02/2016*





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°8-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service financier**

**Objet : Budget Primitif 2016 - Budget Principal**

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°8-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget Principal**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L 1612-1 et suivants,**

**Vu l'instruction comptable M 14,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Président,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique : D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget Principal de la CoVe tel qu'annexé à la présente délibération.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**


**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016**

# SYNTHESE BUDGET PRIMITIF 2016

01/02/2016

en k€	BP 2015	CA 2015	BP 2016	évol BP16/BP 15
Charges de personnel	11 336	11 274	11 780	3,9%
Contingent incendie	2 384	2 384	2 384	0,0%
Attribution de compensation ( <b>nette</b> )	9 706	9 612	9 484	-2,3%
Fonds de concours aux communes (part voirie)	486	486	494	1,6%
Fonds de concours aux communes (ex DSC)	2 477	2 547	2 547	2,8%
Dotation de solidarité communautaire (part ventoux sud)	162	162	162	0,0%
Réseau Trans'CoVe	4 054	4 050	4 191	3,4%
Autres dépenses courantes	10 695	9 793	10 787	0,9%
<b>TOTAL DEPENSES REELLES COURANTES</b>	<b>41 300</b>	<b>40 308</b>	<b>41 829</b>	<b>1,3%</b>
Dotation globale de fonctionnement (dot intercommunalité)	2 107	2 107	1 258	-40,3%
Dotation de compensation (suppression part salaires)	4 808	4 775	4 670	-2,9%
CFE	6 146	6 391	6 647	8,2%
CVAE	2 253	2 409	2 467	9,5%
TASCOM	749	701	837	11,7%
IFER	260	278	275	5,8%
Taxe d'Habitation	8 431	8 524	8 476	0,5%
Foncier non bâti +taxe additionnelle	165	166	168	1,8%
DCRTP + FNGIR	1 300	1 300	1 300	0,0%
FPIC	421	514	619	47,0%
TEOM	8 641	8 674	8 818	2,0%
Rôles supplémentaires fiscalité		1 048		#DIV/0!
Réseau Trans'CoVe	2 922	2 986	2 966	1,5%
Loyer marché gare	100	100	100	0,0%
Autres recettes courantes	6 086	6 556	6 024	-1,0%
<b>TOTAL RECETTES REELLES COURANTES</b>	<b>44 389</b>	<b>46 529</b>	<b>44 825</b>	<b>0,5%</b>
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>3 089</b>	<b>6 221</b>	<b>2 797</b>	<b>-9,5%</b>
Charges financières	658	521	542	-17,6%
Produits financiers	0	0	0	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-658</b>	<b>-521</b>	<b>-542</b>	<b>-17,6%</b>
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>2 431</b>	<b>5 700</b>	<b>2 255</b>	<b>-7,3%</b>
Charges exceptionnelles	15	4	22	46,7%
Produits exceptionnels	7	60	1 772	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-8</b>	<b>58</b>	<b>1 750</b>	
<b>SOLDE SECTION FONCTIONNEMENT (mvts réels)</b>	<b>2 423</b>	<b>5 758</b>	<b>4 005</b>	<b>65,3%</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

<i>en k€</i>	<b>BP 2015</b>	<b>CA 2015</b>	<b>BP 2016</b>	<b>évol BP16/BP 15</b>
Rembt capital de la dette (hors revolving)	1 358	1 248	1 351	-0,5%
Avance Budgets annexes Zones activités	0	0	0	
Fonds de concours exceptionnel	122	103	134	9,8%
Dépenses d'équipement	9 988	5 926	9 435	-5,5%
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors réinscriptions pour les colonnes BP)</b>	<b>11 468</b>	<b>7 277</b>	<b>10 920</b>	<b>-4,8%</b>
Emprunts (hors revolving)	2 936	25	0	-100,0%
FCTVA	1 005	1 007	863	-14,1%
Rembt. avance Budgets annexes Zones activité	1 237	200	1 759	42,2%
Autres recettes d'investissement	1 865	1 375	1 383	-25,8%
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors réinscriptions pour les colonnes BP)</b>	<b>7 043</b>	<b>2 607</b>	<b>4 005</b>	<b>-43,1%</b>
<b>SOLDE SECTION D'INVESTISSEMENT (mvts réels)</b>	<b>-4 425</b>	<b>-4 670</b>	<b>-6 915</b>	<b>58,3%</b>
<b>SOLDE DE L'EXERCICE</b>	<b>-2 002</b>	<b>1 086</b>	<b>-2 910</b>	
<b>SOLDE APRES REPRISE DU RESULTAT</b>	<b>888</b>	<b>3 927</b>	<b>1 017</b>	
Restes à réaliser dép. d'investissement (N-1)	978		1 214	
Réinscriptions dépenses d'investissement	2 620		3 077	
Restes à réaliser rec. d'investissement (N-1)	811		1 376	
Réinscriptions recettes d'investissement	1 899		1 899	
<b>SOLDE GLOBAL CUMULE</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
<i>Dette au 01/01</i>	<b>19 248</b>	<b>18 024</b>	<b>18 024</b>	
<i>Dette au 01/01 sur épargne brute</i>	<b>7,9</b>	<b>3,2</b>	<b>8,0</b>	

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

**BP 2016 - Détail des dépenses d'équipement - Budget Principal**  
en k€ TTC

version au 15/01/2016

Commissions thématiques	Restes à réaliser de 2015	Réinscriptions de crédits	Crédits nouveaux 2016	Total budget 2016
<b>VOIRIE</b>				
Remplacement camion grue voirie		106		106
programme réfection voirie intercommunale (y compris ZAE existantes)	16		40	56
maintenance / renouvellement matériel	1		5	6
<b>sous-total voirie</b>	<b>17</b>	<b>106</b>	<b>45</b>	<b>168</b>
<b>GESTION DES DECHETS</b>				
uptmsb	1		90	91
Déchetterie Carpentras (+ plateforme attennante)			420	420
Programme remplacement Benne	558		555	1 113
Acquisition compacteur de déchets (+porteur)				0
Remplacement chargeur		153	10	163
Remplacement cribleur composterie			170	170
Programme sécurité déchetteries	54	447	200	701
Aide à l'équipement en conteneurs enterrés			55	55
maintenance / renouvellement matériel	63	28	283	373
<b>sous-total gestion des déchets</b>	<b>675</b>	<b>628</b>	<b>1 783</b>	<b>3 086</b>
<b>ENVIRONNEMENT - PROPRETE URBAINE</b>				
aide précarité énergétique - subventions logements sociaux (prog 2010-2016)			160	160
maintenance / renouvellement matériel	0		4	4
<b>sous-total environnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>164</b>	<b>164</b>
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (hors régie marché gare et zones d'activités )</b>				
Marché gare Carpentras (foncier+études+travaux carreau)			1	1
Marché gare - programme 2015-2019			558	558
Pépinière d'entreprise du Marché gare			115	115
Atelier relais marché gare			392	392
Acquisitions foncières		454		454
ZA du PIOL		920	80	1 000
Ancienne Gare de Carpentras		405	30	435
petites opérations / maintenance / renouvellement matériel	108		116	224
<b>sous-total développement économique hors ZAE</b>	<b>108</b>	<b>1 779</b>	<b>1 292</b>	<b>3 179</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016



Commissions thématiques	Restes à réaliser de 2015	Réinscriptions de crédits	Crédits nouveaux 2016	Total budget 2016
<b>ACTION EN MILIEU SCOLAIRE</b>				
travaux nouvelle école RPI (Suzette)			232	232
mise en accessibilité école St Pierre (+ logement) et modène			315	315
maintenance / renouvellement matériel école RPI+cantine	7		112	119
maintenance / renouvellement matériel sport scolaire			25	25
maintenance / renouvellement matériel éveil musical			15	15
<b>sous-total action en milieu scolaire</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>699</b>	<b>706</b>
<b>TRANSPORT</b>				
PEM Carpentras			513	513
Liaison ferroviaire Avignon Carpentras (AP)			929	929
Aménagement transport en commun Bd Clémenceau			79	79
Programme accessibilité arrêts bus	14		90	104
études diverses/maintenance / renouvellement matériel	99		30	129
<b>sous-total transport urbain</b>	<b>113</b>	<b>0</b>	<b>1 641</b>	<b>1 754</b>
<b>URBANISME ET HABITAT</b>				
Subventions logements locatifs privés (prog 2010-2016)			270	270
Subventions logements locatifs publics (prog 2010-2014)			920	920
Subventions logements locatifs publics (prog 2015-2017)			200	200
Réserves foncières		207	3	210
Participation doublement voie contournement sud-ouest Carpentras			750	750
petites opérations / maintenance / renouvellement matériel	11	19	77	107
<b>sous-total urbanisme et habitat</b>	<b>11</b>	<b>226</b>	<b>2 219</b>	<b>2 457</b>
<b>AERODROME</b>				
maintenance / renouvellement matériel	6		68	73
<b>sous-total aéroport</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>68</b>	<b>73</b>
<b>EQUIPEMENTS SPORTIFS</b>				
Equipements sportifs de proximité			500	500
maintenance / renouvellement matériel	0		2	2
<b>sous-total équipements sportifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>502</b>	<b>502</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

Commissions thématiques	Restes à réaliser de 2015	Reinscriptions de crédits	Crédits nouveaux 2016	Total budget 2016
<b>ACTION SOCIALE / PETITE ENFANCE</b>				
<i>maintenance / renouvellement matériel</i>	14	26	170	210
<b>sous-total action sociale / petite enfance</b>	14	26	170	210
<b>AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE / SECURITE</b>				
<i>modernisation aire accueil Carpentras</i>	0		59	59
<b>sous-total aire d'accueil / sécurité</b>	0	0	59	59
<b>CULTURE</b>				
<i>Graineterie Roux</i>			147	147
<i>CIAP</i>	12		18	30
<i>Villa des Bruns</i>		35		35
<i>maintenance / renouvellement matériel</i>	7		25	32
<b>sous-total culture</b>	19	35	190	244
<b>TOURISME</b>				
<i>Piatrières de Malaucène</i>			54	54
<i>Gare de Loriol</i>			25	25
<i>Projet Vélo (signalétique + bornes service)</i>			6	6
<i>petites opérations / maintenance / renouvellement matériel</i>	0		15	15
<b>sous-total tourisme</b>	0	0	100	100
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>				
<i>Liaison fibre optique hôtel de communauté</i>	139	31	54	224
<i>nouveaux locaux services cove</i>	48	69		117
<i>Accessibilité hôtel de communauté</i>			30	30
<i>maintenance / renouvellement matériel hôtel de communauté, administration générale</i>	37	8	82	126
<i>maintenance / renouvellement matériel atelier mécanique</i>	1	5	173	178
<i>maintenance / renouvellement matériel informatique et télécom hôtel communauté - administration générale</i>	15	139	114	268
<i>maintenance / renouvellement matériel service bâtiment</i>			3	3
<i>maintenance / renouvellement matériel Magasin</i>	1		10	11
<i>maintenance / renouvellement matériel service communication</i>	4	24	30	57
<i>maintenance / renouvellement matériel logements et bâtiments divers</i>			10	10
<b>sous-total administration générale</b>	243	277	504	1 024
<b>TOTAL GENERAL</b>	1 214	3 077	9 435	13 725

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 9 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°9-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet :** Budget Primitif 2016 – Budget annexe Camping

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°9-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe Camping**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L 1612-1 et suivants,**

**Vu l'instruction comptable M 14,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique: D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget annexe camping de la CoVe tel qu'annexé à la présente délibération.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*



## BP 2016- BUDGET ANNEXE CAMPING

en k€	BP 2015	CA 2015	BP 2016	évol BP16/BP 15
Charges de personnel	118	118	119	1%
Autres dépenses courantes	103	86	102	-1%
refacturation charges structure et autres CoVe	55	54	56	1%
<b>TOTAL DEPENSES REELLES COURANTES</b>	<b>276</b>	<b>258</b>	<b>277</b>	<b>0%</b>
Droits emplacements + location mobil homes	303	272	293	
Autres recettes courantes	6	6	6	
<b>TOTAL RECETTES REELLES COURANTES</b>	<b>309</b>	<b>278</b>	<b>299</b>	
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>33</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>-33%</b>
Charges financières	6	4	11	
Produits financiers			0	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-6</b>	<b>-4</b>	<b>-11</b>	
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>-59%</b>
Charges exceptionnelles	1	2	1	
Produits exceptionnels	0	1	0	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	
<b>SOLDE SECTION FONCTIONNEMENT (mvts réels)</b>	<b>26</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>-62%</b>
Remboursement Capital de la Dette	5	5	19	
Dépenses d'équipement	263	186	204	-22%
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>268</b>	<b>192</b>	<b>223</b>	<b>-17%</b>
Emprunts	185	184	122	
Autres recettes d'investissement	0	20	0	
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>185</b>	<b>204</b>	<b>122</b>	
<b>SOLDE SECTION D'INVESTISSEMENT (mvts réels)</b>	<b>-83</b>	<b>13</b>	<b>-101</b>	<b>22%</b>
<b>SOLDE DE L'EXERCICE</b>	<b>-57</b>	<b>27</b>	<b>-91</b>	
<b>SOLDE APRES REPRISE DU RESULTAT</b>	<b>-174</b>	<b>-91</b>	<b>-182</b>	
Restes à réaliser dép. d'investissement (N-1)	10		5	
Restes à réaliser rec. d'investissement (N-1)	184		187	
<b>SOLDE GLOBAL CUMULE</b>	<b>0</b>	<b>-91</b>	<b>0</b>	

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°10-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget régie du marché-gare**

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°10-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget régie du marché-gare**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 1412-1 et L 2221-11,**

**Vu la délibération N° 232-14 du Conseil de Communauté en date du 22 décembre 2014 portant création de la régie avec autonomie financière et sans personnalité morale pour la gestion du marché-gare de Carpentras**

**Vu l'instruction comptable M 4,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique: D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget de la régie avec autonomie financière et sans personnalité morale pour la gestion du marché-gare de Carpentras tel qu'annexé à la présente délibération.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

## BP 2016- BUDGET REGIE DU MARCHE GARE

	BP 2015	CA 2015	BP 2016
Charges de personnel	155	133	144
Loyer payé au Budget Principal	100	100	100
Autres dépenses de fonctionnement	247	187	380
<b>TOTAL DEPENSES REELLES COURANTES</b>	<b>502</b>	<b>400</b>	<b>624</b>
droits de place marché horticole	190		
loyers plateforme immobilière	326		
<b>TOTAL RECETTES REELLES COURANTES</b>	<b>516</b>	<b>539</b>	<b>485</b>
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>14</b>	<b>139</b>	<b>-139</b>
Charges financières	2	0	0
Produits financiers			0
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>12</b>	<b>139</b>	<b>-139</b>
Charges exceptionnelles	0	0	0
Produits exceptionnels	0	0	0
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE SECTION FONCTIONNEMENT (mvts réels)</b>	<b>12</b>	<b>139</b>	<b>-139</b>
Rembt cautions	15	0	40
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>40</b>
Encaissement cautions	3	38	3
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3</b>	<b>38</b>	<b>3</b>
<b>SOLDE SECTION D'INVESTISSEMENT (mvts réels)</b>	<b>-12</b>	<b>37</b>	<b>-37</b>
<b>SOLDE DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>176</b>	<b>-176</b>
<b>SOLDE APRES REPRISE DU RESULTAT</b>	<b>0</b>	<b>176</b>	<b>0</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°11-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service financier**

**Objet : Budget Primitif 2016 - Budget annexe ZAE**

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°11-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe ZAE**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L 1612-1 et suivants,**

**Vu l'instruction comptable M 14,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique: D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget annexe ZAE de la CoVe tel qu'annexé à la présente délibération.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

## BP 2016 – BUDGET ANNEXE ZAE

en K€

	BP 2015	CA 2015	BP 2016
Travaux Bellecour 2	25	1	
Divers	0	0	1
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Vente de terrains Caromb		0	
Vente de terrains Bellecour 2	21	0	21
Vente de terrains Malaucène	58	58	115
Produits divers			
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>79</b>	<b>58</b>	<b>138</b>
Déficit d'investissement reporté			
Remboursement avance au Budget Principal	138	0	276
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>276</b>
Excédent d'investissement reporté	84	84	140
Avance versée par le Budget Principal			
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>140</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>0</b>	<b>140</b>	<b>0</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°12-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe ZAE Venasque**

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°12-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe ZAE Venasque**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L 1612-1 et suivants,**

**Vu l'instruction comptable M 14,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique: D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget annexe ZAE Venasque de la CoVe tel qu'annexé à la présente délibération.**

**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le :**

**09 FEV. 2016**

**Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,**

  
**Francis ADOLPHE**



**En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.**

**Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016**

## BP 2016 – BUDGET ANNEXE ZAE VENASQUE

en K€

	BP 2015	CA 2015	BP 2016
Acquisitions foncières			
Etudes		0	
travaux	0	0	35
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35</b>
Excédent de fonctionnement reporté			
Vente de terrains	326	269	743
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>326</b>	<b>269</b>	<b>743</b>
Déficit d'investissement reporté			
Remboursement avance au Budget Principal	438	200	889
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>438</b>	<b>200</b>	<b>889</b>
Excédent d'investissement reporté	112	112	181
Avance versée par le Budget Principal		0	
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>112</b>	<b>112</b>	<b>181</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>0</b>	<b>181</b>	<b>0</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 9 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°13-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe ZAE Bellecour 3**



**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°13-16**  
**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**  
**Objet : Budget Primitif 2016 – Budget annexe ZAE Bellecour 3**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L 1612-1 et suivants,**

**Vu l'instruction comptable M 14,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du Conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

**Décide**


**Article unique: D'APPROUVER le projet de Budget Primitif 2016 du Budget annexe ZAE Bellecour 3 de la CoVe tel qu'annexé à la présente délibération.**


**Transmis en Préfecture le : 09 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 09 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

## BP 2016 – BUDGET ANNEXE ZAE BELLECOUR 3

en K€

	BP 2015	CA 2015	BP 2016
Acquisitions foncières			
Etudes	38	36	
Travaux	460	335	4
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>498</b>	<b>371</b>	<b>4</b>
Excédent de fonctionnement reporté			
Vente de terrains	568	43	345
Subventions	159		159
Autres	10	1	
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>737</b>	<b>44</b>	<b>504</b>
Déficit d'investissement reporté			
Avance au mandataire			
Remboursement avance au Budget Principal	660	0	595
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>660</b>	<b>0</b>	<b>595</b>
Excédent d'investissement reporté	421	421	95
Avance versée par le Budget Principal			
<b>Total recettes réelles d'investissement</b>	<b>421</b>	<b>421</b>	<b>95</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>0</b>	<b>95</b>	<b>0</b>

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 11 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gignondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°14-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet** : Attribution de compensation prévisionnelle 2016

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**  
**Délibération n°14-16**  
**Direction des ressources et des moyens – Service financier**  
**Objet : Attribution de compensation prévisionnelle 2016**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article unique : D'APPROUVER les montants d'attribution de compensation prévisionnels pour l'année 2016, tels que figurant dans le tableau annexé.**

**Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 11 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 11 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



## Annexe à la délibération du 8 février 2016

	Attribution de compensation 2016 avant déduction services communaux
AUBIGNAN	166 119,90
BEAUNEE-DE-VAUGNIE	200 929,59
BEAUMONT-DU-VENTOUX	55 656,00
BEDON	463 250,43
CARCASS	105 572,78
CARPENTRAS	7 077 223,68
CHAILON LE BRUVE	52 065,00
FLASSAN	-11 591,31
GISSONAS	290 713,00
LAFARE	-120,48
LA ROCHE-ALBIC	437,83
LA ROCHE-SUR-PERNES	11 156,54
LE BARRIOUX	-125 164,18
LE DEACET	12 562,07
L'ORNI-DU-COMTAT	44 799,99
MALAUCENE	597 987,00
MAZAN	186 394,92
MOENNE	-6 551,00
SAINT-ODIER	160 314,25
SAINT-HIPPOLYTE-LE-GRAVEIRON	-12 596,15
SAINT-PIERRE-DE-VAGBOLS	-1 606,00
SAURANS	468 736,00
SUZETTE	-20 176,90
VACQUEYRAS	57 849,83
VENAGOLIE	-2 003,29
TOTAL	9 762 180,76

Service commun ADS			
deduction appliquee en 2015 sur base previsionnel	deduction definitive a appliquer sur base 2015	deduction previsionnel e 2016 avant regul 2015	deduction 2016 integrant regulation 2015
13 212,00	11 750,00	16 753,00	15 251,00
6 061,00	4 666,00	6 652,00	5 256,00
1 050,00	910,00	1 297,00	1 117,00
16 064,00	12 718,00	18 133,00	14 783,00
17 390,00	12 331,00	17 581,00	12 514,00
63 837,00	58 228,00	63 019,00	77 418,00
3 619,00	2 169,00	3 064,00	1 594,00
2 289,00	2 013,00	2 870,00	2 584,00
1 875,00	1 297,00	1 849,00	1 271,00
1 046,00	0,00	0,00	-1 046,00
901,00	0,00	0,00	-901,00
3 467,00	2 536,00	3 616,00	2 685,00
3 990,00	5 711,00	8 142,00	9 863,00
1 544,00	1 955,00	2 768,00	3 155,00
5 993,00	6 756,00	9 632,00	10 480,00
17 193,00	14 538,00	20 728,00	21 073,00
17 158,00	20 248,00	28 870,00	31 950,00
2 180,00	2 981,00	4 250,00	5 051,00
12 122,00	7 472,00	10 654,00	6 084,00
305,00	252,00	359,00	304,00
2 529,00	1 549,00	2 208,00	1 228,00
13 474,00	12 408,00	17 692,00	16 626,00
523,00	0,00	0,00	-523,00
7 042,00	3 059,00	4 361,00	378,00
6 105,00	8 053,00	11 482,00	13 430,00
218 826,00	193 575,00	276 000,00	251 565,00

Service commun DGS			
dédaction approuvée en 2015 sur base prévisionne 1	dédaction additive à appliquer sur base 2015	dédaction prévisionnel le 2016 avant réaj	dédaction 2016 intégrant régularisation 2015
43 349,00	44 438,00	45 325,00	46 412,00
43 349,00	44 438,00	45 325,00	46 412,00

Attribution de compensation 2016 après réduction services communaux	150 620,30	203 673,50	54 553,00	448 467,30	53 658,70	6 953 401,50	51 271,00	-14 165,31	285 442,00	325,52	1 148,03	6 471,54	-135 627,10	9 757,07	34 312,50	576 434,06	154 434,50	-10 682,00	154 310,25	-12 502,13	-2 854,00	452 116,00	-19 632,54	57 471,55	-15 433,25	9 484 103,75
--	------------	------------	-----------	------------	-----------	--------------	-----------	------------	------------	--------	----------	----------	-------------	----------	-----------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------	------------	------------	-----------	------------	--------------



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°15-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service financier**

**Objet**: Dispositif de conditionnement des garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux à l'utilisation des clauses d'insertion

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°15-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet: Dispositif de conditionnement des garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux à l'utilisation des clauses d'insertion**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence « Équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire »,**

**Vu les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4 et L 5216 et suivants du Code général des collectivités territoriales,**

**Vu l'article 2298 du Code civil,**

**Vu la délibération n°7-14 du Conseil de communauté du 3 mars 2014 approuvant le deuxième programme local de l'habitat (période 2014-2020) et détaillant les mesures prises en application de ce PLH, visant à encourager le développement de l'offre de logements,**

**Vu la délibération n°190-15 du Conseil de communauté du 14 décembre 2015 autorisant le président de la CoVe à mettre à disposition un local au CIE 84 pour exercer la mission de facilitateur des clauses d'insertion sociale,**

**Considérant l'intérêt pour la CoVe, dans sa stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, de formaliser un engagement contractuel avec les bailleurs sociaux afin qu'ils intègrent systématiquement une clause d'insertion dans les marchés passés pour les opérations de construction neuve et de réhabilitation de logements sociaux réalisées sur notre territoire,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,**

#### **Décide**

**Article 1 : D'INTÉGRER dans les conventions de garantie d'emprunt que la CoVe passe avec chaque bailleur social sollicitant cette garantie, un article ainsi rédigé :**

#### **Article 9 :**

*La CoVe dans sa stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion a décidé de promouvoir l'insertion sociale par l'activité économique dans ses marchés publics. Afin d'inciter ses partenaires à s'engager également en ce sens, la collectivité a acté par délibération en date du 8 février 2016, sa décision de soumettre l'octroi de toute garantie d'emprunt à la condition, pour chaque organisme de logement social, de s'engager à son tour dans cette démarche.*

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

*Pour répondre à cet engagement, le bénéficiaire de la garantie s'engage, dans le cadre de la présente opération, à :*

- faire exécuter au moins 5% des heures totales travaillées par des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle,*
- collaborer avec le facilitateur partenaire de la CoVe, pour élaborer et finaliser le contenu de cette clause, et permettre le suivi de la mise en application de celle-ci par les entreprises attributaires des marchés.*

**Article 2 :** DE DIRE que le modèle de convention de garantie intégrant ce nouvel article sera mis en œuvre dès la prochaine garantie accordée.

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Lauren MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 11 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°16-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet**: Garantie d'emprunt accordée à l'Office public de l'habitat de la Ville d'Avignon:  
20 logements individuels et 128 logements collectifs : Résidence Les Croisières à Carpentras

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°16-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet: Garantie d'emprunt accordée à l'Office public de l'habitat de la Ville d'Avignon: 20 logements individuels et 128 logements collectifs : Résidence Les Croisières à Carpentras**

**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence « Équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire »,

Vu les articles L 2252-1, L 2252-2, L 5111-4 et L 5216 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°7-14 du 3 mars 2014 approuvant le deuxième programme local de l'habitat (période 2014-2020) et détaillant les mesures prises en application de ce PLH, visant à encourager le développement de l'offre de logements,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°15-16 du 8 février 2016 portant dispositif de conditionnement des garanties d'emprunt accordées aux bailleurs sociaux à l'utilisation des clauses d'insertion,

Vu la demande formulée par l'OPH de la Ville d'Avignon pour que la CoVe accorde sa garantie à hauteur de 50 % de l'emprunt de 14 950 168 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour réaliser l'opération de construction de 20 logements individuels et 128 logements collectifs locatifs, résidence « Les Croisières », à Carpentras,

Vu le contrat de prêt n°43564 en annexe signé entre l'OPH d'Avignon, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu l'avis de la commission des finances du 20 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,

Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

#### **Décide**

**Article 1** : D'ACCORDER sa garantie, à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de quatorze millions neuf cent cinquante mille cent soixante-huit euros souscrit par l'Office public de l'habitat d'Avignon auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux conditions du contrat de prêt n°43564 constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Article 2 : D'APPORTER la garantie aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Office public de l'habitat de la ville d'Avignon pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 : DE S'ENGAGER** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**Article 4 : D'AUTORISER** le président à signer la convention fixant les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie, avec l'OPH de la ville d'Avignon.

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

## CONVENTION

*prise en application de la loi du 02/06/1983 n°83-440*

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (C.O.V.E.), agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 8 février 2016,

et

Monsieur le Président de l'OPH de la Ville d'Avignon, désigné ci-après « L'OPH », agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de l'OPH du

### EXPOSE :

Par délibération du 8 février 2016, le Conseil Communautaire accepte, conformément aux dispositions légales en vigueur, d'accorder sa garantie du service en intérêt et amortissement à hauteur de 50 % d'un montant global de 14 950 168 € pour les prêts PLUS et PLAI nécessaires au financement de la construction de 20 logements individuels et 128 logements collectifs locatifs situés sur la Commune de Carpentras- résidence « Les Croisières » - sur une durée de 50 ans pour les prêts foncier et 40 ans pour les prêts travaux.

Le jeu de la garantie susvisée est subordonné aux règles ci-après déterminant à cet effet les rapports entre la C.O.V.E. et l'OPH de la Ville d'Avignon.

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 :

Au cas où l'OPH ne se trouverait pas en mesure de tenir ses engagements envers l'établissement prêteur, la C.O.V.E. réglera les sommes dues au prorata de la quotité garantie.

#### Article 2 :

Il est expressément stipulé que les versements seront ainsi effectués par la C.O.V.E. en lieu et place de l'OPH et auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances ne porteront pas intérêts.

L'OPH s'engage à prévenir la C.O.V.E. deux mois à l'avance de l'impossibilité où elle se trouverait de faire face à tout ou partie de l'une des échéances, de manière à éviter à la C.O.V.E. d'éventuels intérêts moratoires dans le cas où elle ne pourrait pas se substituer à l'OPH.

#### Article 3 :

Le compte d'avances intercommunales ouvert dans les écritures de l'OPH inscrit :

- au crédit, le montant des versements effectués par la C.O.V.E. en cas de défaillance de l'OPH.
- au débit, le montant des remboursements effectués par l'OPH à la C.O.V.E.

Le solde créditeur représentera la dette de l'OPH envers la C.O.V.E.

Conformément à l'article R 431-57 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif à la garantie et concours financiers divers des collectivités locales et de leurs établissements publics, le solde créditeur sera remboursé à la C.O.V.E. en fonction des résultats financiers tels qu'ils apparaissent au compte d'exploitation approuvé chaque année par l'Assemblée générale et dans la mesure où ce remboursement ne mettra pas obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues aux établissements prêteurs.

#### Article 4 :

Sous la réserve établie à l'article 3 dernier alinéa, la possibilité pour l'OPH de rembourser à la C.O.V.E. les sommes avancées par celle-ci devra être appréciée du seul point de vue du compte d'exploitation, sans que l'OPH soit fondée à se prévaloir de la constitution de provisions ou réserves dont elle n'aurait pas l'emploi immédiat.

#### Article 5 :

Conformément à l'article R. 312-14 du Code de la Construction et de l'Habitation, la C.O.V.E. peut faire contrôler les opérations et écritures en demandant au Préfet du département la communication des rapports de contrôle accompagnés de ses observations.

L'OPH devra produire une fois par an sa comptabilité financière, appuyée de toutes justifications utiles, pour permettre à la C.O.V.E., de suivre ses activités et son fonctionnement.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



**Article 6 :**

L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts contractés avec la garantie de la C.O.V.E.

À l'échéance de la présente convention et si le compte d'avances intercommunales n'est pas soldé, une nouvelle convention devra intervenir entre la C.O.V.E. et l'OPH en vue de déterminer les conditions de remboursement à la C.O.V.E. du solde du compte. En l'absence d'une nouvelle convention, resteront en vigueur les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 jusqu'à l'extinction de la créance de la C.O.V.E.

**Article 7 :**

L'OPH consent à la C.O.V.E., dans les groupes immobiliers objet de la présente garantie, des réservations dont le pourcentage est fixé à 20 % des appartements pour une garantie à 100 % et au prorata de la quotité garantie en cas de garantie inférieure.

Cette réservation est déléguée par la C.O.V.E. à la commune sur laquelle se déroule le projet.

Ces réservations sont acquises pour toute la durée du prêt garanti par la C.O.V.E.

**Article 8 :**

L'OPH avisera la commune à laquelle est délégué le contingent réservataire des vacances enregistrées pour les appartements qui sont réservés à la C.O.V.E.

La commune sera libre du choix de ses candidats sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'attribution des logements HLM (ressources, composition de la famille...) telles que le prévoit la réglementation en vigueur. Les propositions seront examinées par la Commission d'Attribution qui, seule, a le pouvoir d'attribution, conformément aux lois et règlements.

**Article 9 :**

La CoVe dans sa stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion a décidé de promouvoir l'insertion sociale par l'activité économique dans ses marchés publics. Afin d'inciter ses partenaires à s'engager également en ce sens, la collectivité a acté par délibération en date du 8 février 2016, sa décision de soumettre l'octroi de toute garantie d'emprunt à la condition, pour chaque organisme de logement social, de s'engager à son tour dans cette démarche.

Pour répondre à cet engagement, le bénéficiaire de la garantie s'engage, dans le cadre de la présente opération, à :

- faire exécuter au moins 5% des heures totales travaillées par des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle,
- collaborer avec le facilitateur partenaire de la CoVe (Mme Isabelle DE CROZALS - tél : 06.58.51.34.82 – [clausecie84@outlook.fr](mailto:clausecie84@outlook.fr)), pour élaborer et finaliser le contenu de cette clause, et permettre le suivi de la mise en application de celle-ci par les entreprises attributaires des marchés.

**Article 10 :**

Tous les frais auxquels pourraient donner lieu la présente convention seront à la charge de l'OPH.

Carpentras, le

Avignon, le

Le Président  
de la C.O.V.E.

Le Président  
de l'OPH de la Ville d'Avignon

Francis ADOLPHE

Joël GRANIER

GROUPE



[www.groupecaisseledesdepots.fr](http://www.groupecaisseledesdepots.fr)

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## CONTRAT DE PRÊT

**N° 43564**

Entre

**OPH DE LA VILLE D AVIGNON - n° 000260539**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

1/20

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## CONTRAT DE PRÊT

Entre

**OPH DE LA VILLE D AVIGNON**, SIREN n°: 278400015, sis(e) 124 AVENUE DE LA TRILLADE  
84083 AVIGNON CEDEX 2,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OPH DE LA VILLE D AVIGNON** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28  
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue  
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.11
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.12
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.13
ARTICLE 16	GARANTIES	P.15
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.18
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.19
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.19
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.19
ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS	
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

*[Signature]*

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

3/20

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LES CROISIERES - CARPENTRAS, Parc social public, Construction de 148 logements situés Lieu-dit Terradou 84200 CARPENTRAS.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatorze millions neuf cent cinquante mille cent soixante-huit euros (14 950 168,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois millions cinq cent soixante-cinq mille huit cent quatre-vingt-douze euros (3 565 892,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant d'un million six cent six mille huit cent soixante-six euros (1 606 866,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six millions sept cent quarante mille cent cinquante-cinq euros (6 740 155,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois millions trente-sept mille deux cent cinquante-cinq euros (3 037 255,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

4/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

5/20





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

6/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 01/03/2016 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

7/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

8/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

UP MD

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

10/20





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre GDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5118622	5118623	5118624	5118625
Montant de la Ligne du Prêt	3 565 892 €	1 606 866 €	6 740 155 €	3 037 255 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt <sup>1</sup>	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

<sup>1</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr 9/20



ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

#### MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

##### PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

##### PHASE D'AMORTISSEMENT

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

#### ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

11/20





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

12/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

### **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

### **ARTICLE 14 COMMISSIONS**

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

### **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

#### **DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

13/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

#### ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
  - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

14/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

## ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE CARPENTRAS	10,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISIN (EX CMNTE CMNE VENTOUX COMTAT VENAISIN)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU VAUCLUSE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

15/20

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

#### **17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires**

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sur les montants remboursés par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

16/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

17/20





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

18/20



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 10/12/2015.

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : DESJOURS Michel

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, 8/12/2015

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Christelle ASSIE  
Directrice Territoriale  
Alpes - Var - Vaucluse

Paraphes

# Tableau d'Amortissement En Euros

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR



Emprunteur : 0260539 - OFFICE PUBLIC HABITAT VILLE D'AV  
N° du Contrat de Prêt : 43564 / N° de la Ligne du Prêt : 5118622  
Opération : Construction  
Produit : PLAI

Capital prêté : 3 565 892 €  
Taux actuariel théorique : 0,55 %  
Taux effectif global : 0,55 %  
Intérêts de Préfinancement : 39 332,68 €  
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en.%)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/12/2018	0,55	90 509,75	70 897,34	19 612,41	0,00	3 494 994,66	0,00
2	01/12/2019	0,55	90 962,30	71 739,83	19 222,47	0,00	3 423 254,83	0,00
3	01/12/2020	0,55	91 417,11	72 589,21	18 827,90	0,00	3 350 665,62	0,00
4	01/12/2021	0,55	91 874,20	73 445,54	18 428,66	0,00	3 277 220,08	0,00
5	01/12/2022	0,55	92 333,57	74 308,86	18 024,71	0,00	3 202 911,22	0,00
6	01/12/2023	0,55	92 795,24	75 179,23	17 616,01	0,00	3 127 731,99	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	01/12/2024	0,55	93 259,21	76 056,68	17 202,53	0,00	3 051 675,31	0,00
8	01/12/2025	0,55	93 725,51	76 941,30	16 784,21	0,00	2 974 734,01	0,00
9	01/12/2026	0,55	94 194,13	77 833,09	16 361,04	0,00	2 896 900,92	0,00
10	01/12/2027	0,55	94 665,11	78 732,15	15 932,96	0,00	2 818 168,77	0,00
11	01/12/2028	0,55	95 138,43	79 638,50	15 499,93	0,00	2 738 530,27	0,00
12	01/12/2029	0,55	95 614,12	80 552,20	15 061,92	0,00	2 657 978,07	0,00
13	01/12/2030	0,55	96 092,19	81 473,31	14 618,88	0,00	2 576 504,76	0,00
14	01/12/2031	0,55	96 572,65	82 401,87	14 170,78	0,00	2 494 102,89	0,00
15	01/12/2032	0,55	97 055,52	83 337,95	13 717,57	0,00	2 410 764,94	0,00
16	01/12/2033	0,55	97 540,80	84 281,59	13 259,21	0,00	2 326 483,35	0,00
17	01/12/2034	0,55	98 028,50	85 232,84	12 795,66	0,00	2 241 250,51	0,00
18	01/12/2035	0,55	98 518,64	86 191,76	12 326,88	0,00	2 155 058,75	0,00
19	01/12/2036	0,55	99 011,24	87 158,42	11 852,82	0,00	2 067 900,33	0,00
20	01/12/2037	0,55	99 506,29	88 132,84	11 373,45	0,00	1 979 767,49	0,00
21	01/12/2038	0,55	100 003,82	89 115,10	10 888,72	0,00	1 890 652,39	0,00
22	01/12/2039	0,55	100 503,84	90 105,25	10 398,59	0,00	1 800 547,14	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr



# Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDs D'EPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	01/12/2040	0,55	101 006,36	91 103,35	9 903,01	0,00	1 709 443,79	0,00
24	01/12/2041	0,55	101 511,39	92 109,45	9 401,94	0,00	1 617 334,34	0,00
25	01/12/2042	0,55	102 018,95	93 123,61	8 895,34	0,00	1 524 210,73	0,00
26	01/12/2043	0,55	102 529,04	94 145,88	8 383,16	0,00	1 430 064,85	0,00
27	01/12/2044	0,55	103 041,69	95 176,33	7 865,36	0,00	1 334 888,52	0,00
28	01/12/2045	0,55	103 556,90	96 215,01	7 341,89	0,00	1 238 673,51	0,00
29	01/12/2046	0,55	104 074,68	97 261,98	6 812,70	0,00	1 141 411,53	0,00
30	01/12/2047	0,55	104 595,06	98 317,30	6 277,76	0,00	1 043 094,23	0,00
31	01/12/2048	0,55	105 118,03	99 381,01	5 737,02	0,00	943 713,22	0,00
32	01/12/2049	0,55	105 643,62	100 453,20	5 190,42	0,00	843 260,02	0,00
33	01/12/2050	0,55	106 171,84	101 533,91	4 637,93	0,00	741 726,11	0,00
34	01/12/2051	0,55	106 702,70	102 623,21	4 079,49	0,00	639 102,90	0,00
35	01/12/2052	0,55	107 236,21	103 721,14	3 515,07	0,00	535 381,76	0,00
36	01/12/2053	0,55	107 772,39	104 827,79	2 944,60	0,00	430 553,97	0,00
37	01/12/2054	0,55	108 311,26	105 943,21	2 368,05	0,00	324 610,76	0,00
38	01/12/2055	0,55	108 852,81	107 067,45	1 785,36	0,00	217 543,31	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016





## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	01/12/2016	0,55	109 397,08	108 200,59	1 196,49	0,00	109 342,72	0,00
40	01/12/2017	0,55	109 944,10	109 342,72	601,38	0,00	0,00	0,00
Total			3 996 806,28	3 585 892,00	430 914,28	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

PR0063-PR0064 V1 12  
Cfme Contradictoire n° 43564 Emprunteur n° 000260539

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@calssedesdepots.fr

# Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR



Emprunteur : 0260539 - OFFICE PUBLIC HABITAT VILLE D'AV  
N° du Contrat de Prêt : 43564 / N° de la Ligne du Prêt : 5118623  
Opération : Construction  
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 1 606 866 €  
Taux actuariel théorique : 0,55 %  
Taux effectif global : 0,55 %  
Intérêts de Préfinancement : 17 724,13 €  
Taux de Préfinancement : 0,55 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/12/2018	0,55	32 709,42	23 871,66	8 837,76	0,00	1 582 994,34	0,00
2	01/12/2019	0,55	32 872,97	24 166,50	8 706,47	0,00	1 558 827,84	0,00
3	01/12/2020	0,55	33 037,33	24 463,78	8 573,55	0,00	1 534 364,06	0,00
4	01/12/2021	0,55	33 202,52	24 763,52	8 439,00	0,00	1 509 600,54	0,00
5	01/12/2022	0,55	33 368,53	25 065,73	8 302,80	0,00	1 484 534,81	0,00
6	01/12/2023	0,55	33 535,38	25 370,44	8 164,94	0,00	1 459 164,37	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Edité le : 01/12/2015

## Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	01/12/2024	0,55	33 703,05	25 677,65	8 025,40	0,00	1 433 486,72	0,00
8	01/12/2025	0,55	33 871,57	25 987,39	7 884,18	0,00	1 407 499,33	0,00
9	01/12/2026	0,55	34 040,93	26 299,68	7 741,25	0,00	1 381 199,65	0,00
10	01/12/2027	0,55	34 211,13	26 614,53	7 596,60	0,00	1 354 585,12	0,00
11	01/12/2028	0,55	34 382,19	26 931,97	7 450,22	0,00	1 327 653,15	0,00
12	01/12/2029	0,55	34 554,10	27 252,01	7 302,09	0,00	1 300 401,14	0,00
13	01/12/2030	0,55	34 726,87	27 574,66	7 152,21	0,00	1 272 826,48	0,00
14	01/12/2031	0,55	34 900,50	27 899,95	7 000,55	0,00	1 244 926,53	0,00
15	01/12/2032	0,55	35 075,00	28 227,90	6 847,10	0,00	1 216 698,63	0,00
16	01/12/2033	0,55	35 250,38	28 558,54	6 691,84	0,00	1 188 140,09	0,00
17	01/12/2034	0,55	35 426,63	28 891,86	6 534,77	0,00	1 159 248,23	0,00
18	01/12/2035	0,55	35 603,76	29 227,89	6 375,87	0,00	1 130 020,34	0,00
19	01/12/2036	0,55	35 781,78	29 566,67	6 215,11	0,00	1 100 453,67	0,00
20	01/12/2037	0,55	35 960,69	29 908,19	6 052,50	0,00	1 070 545,48	0,00
21	01/12/2038	0,55	36 140,50	30 252,50	5 888,00	0,00	1 040 292,98	0,00
22	01/12/2039	0,55	36 321,20	30 599,59	5 721,61	0,00	1 009 693,39	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

PR0063-PR0064-VL-12  
Offre Contractuelle n° 43564 Emprunteur n° 000260536

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



# Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital d0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	01/12/2040	0,55	36 502,80	30 949,49	5 553,31	0,00	978 743,90	0,00
24	01/12/2041	0,55	36 685,32	31 302,23	5 383,09	0,00	947 441,67	0,00
25	01/12/2042	0,55	36 868,74	31 657,81	5 210,93	0,00	915 783,86	0,00
26	01/12/2043	0,55	37 053,09	32 016,28	5 036,81	0,00	883 767,58	0,00
27	01/12/2044	0,55	37 238,35	32 377,63	4 860,72	0,00	851 389,95	0,00
28	01/12/2045	0,55	37 424,55	32 741,91	4 682,64	0,00	818 648,04	0,00
29	01/12/2046	0,55	37 611,67	33 109,11	4 502,56	0,00	785 538,93	0,00
30	01/12/2047	0,55	37 799,73	33 479,27	4 320,46	0,00	752 059,66	0,00
31	01/12/2048	0,55	37 988,73	33 852,40	4 136,33	0,00	718 207,26	0,00
32	01/12/2049	0,55	38 178,67	34 228,53	3 950,14	0,00	683 978,73	0,00
33	01/12/2050	0,55	38 369,56	34 607,68	3 761,88	0,00	649 371,05	0,00
34	01/12/2051	0,55	38 561,41	34 989,87	3 571,54	0,00	614 381,18	0,00
35	01/12/2052	0,55	38 754,22	35 375,12	3 379,10	0,00	579 006,06	0,00
36	01/12/2053	0,55	38 947,99	35 763,46	3 184,53	0,00	543 242,60	0,00
37	01/12/2054	0,55	39 142,73	36 154,90	2 987,83	0,00	507 087,70	0,00
38	01/12/2055	0,55	39 338,44	36 549,46	2 788,98	0,00	470 538,24	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

PR0063-PR0064 V1 12  
Offre Contractuelle n° 43564 Emprunteur n° 000250538

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



Edité le 01/12/2015

## Tableau d'Amortissement En Euros

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	01/12/2056	0,55	39 535,13	36 947,17	2 587,96	0,00	433 591,07	0,00
40	01/12/2057	0,55	39 732,81	37 348,06	2 384,75	0,00	396 243,01	0,00
41	01/12/2058	0,55	39 931,47	37 752,13	2 179,34	0,00	358 490,88	0,00
42	01/12/2059	0,55	40 131,13	38 159,43	1 971,70	0,00	320 331,45	0,00
43	01/12/2060	0,55	40 331,79	38 569,97	1 761,82	0,00	281 761,48	0,00
44	01/12/2061	0,55	40 533,45	38 983,76	1 549,69	0,00	242 777,72	0,00
45	01/12/2062	0,55	40 736,11	39 400,83	1 335,28	0,00	203 376,89	0,00
46	01/12/2063	0,55	40 939,79	39 821,22	1 118,57	0,00	163 555,67	0,00
47	01/12/2064	0,55	41 144,49	40 244,93	899,56	0,00	123 310,74	0,00
48	01/12/2065	0,55	41 350,21	40 672,00	678,21	0,00	82 638,74	0,00
49	01/12/2066	0,55	41 556,97	41 102,46	454,51	0,00	41 536,28	0,00
50	01/12/2067	0,55	41 764,73	41 536,28	228,45	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>1 852 830,51</b>	<b>1 606 866,00</b>	<b>245 964,51</b>	<b>0,00</b>		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

Emprunteur : 0260539 - OFFICE PUBLIC HABITAT VILLE D'AV  
N° du Contrat de Prêt : 43564 / N° de la Ligne du Prêt : 5118624  
Opération : Construction  
Produit : PLUS

Capital prêté : 6 740 155 €  
Taux actuariel théorique : 1,35 %  
Taux effectif global : 1,35 %  
Intérêts de Préfinancement : 183 212,58 €  
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/12/2018	1,35	200 312,54	109 320,45	90 992,09	0,00	6 630 834,55	0,00
2	01/12/2019	1,35	201 314,10	111 797,83	89 516,27	0,00	6 519 036,72	0,00
3	01/12/2020	1,35	202 320,67	114 313,67	88 007,00	0,00	6 404 723,05	0,00
4	01/12/2021	1,35	203 332,28	116 868,52	86 463,76	0,00	6 287 854,53	0,00
5	01/12/2022	1,35	204 348,94	119 462,90	84 886,04	0,00	6 168 391,63	0,00
6	01/12/2023	1,35	205 370,68	122 097,39	83 273,29	0,00	6 046 294,24	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



## Tableau d'Amortissement En Euros

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDs D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital d0 après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	01/12/2024	1,35	206 397,54	124 772,57	81 624,97	0,00	5 921 521,67	0,00
8	01/12/2025	1,35	207 429,53	127 488,99	79 940,54	0,00	5 794 032,68	0,00
9	01/12/2026	1,35	208 466,67	130 247,23	78 219,44	0,00	5 663 785,45	0,00
10	01/12/2027	1,35	209 509,01	133 047,91	76 461,10	0,00	5 530 737,54	0,00
11	01/12/2028	1,35	210 556,55	135 891,59	74 664,96	0,00	5 394 845,95	0,00
12	01/12/2029	1,35	211 609,33	138 778,91	72 830,42	0,00	5 256 067,04	0,00
13	01/12/2030	1,35	212 667,38	141 710,47	70 956,91	0,00	5 114 356,57	0,00
14	01/12/2031	1,35	213 730,72	144 686,91	69 043,81	0,00	4 969 669,66	0,00
15	01/12/2032	1,35	214 799,37	147 708,83	67 090,54	0,00	4 821 960,83	0,00
16	01/12/2033	1,35	215 873,37	150 776,90	65 096,47	0,00	4 671 183,93	0,00
17	01/12/2034	1,35	216 952,73	153 891,75	63 060,98	0,00	4 517 292,18	0,00
18	01/12/2035	1,35	218 037,50	157 054,06	60 983,44	0,00	4 360 238,12	0,00
19	01/12/2036	1,35	219 127,69	160 264,48	58 863,21	0,00	4 199 973,64	0,00
20	01/12/2037	1,35	220 223,32	163 523,68	56 699,64	0,00	4 036 449,96	0,00
21	01/12/2038	1,35	221 324,44	166 832,37	54 492,07	0,00	3 869 617,59	0,00
22	01/12/2039	1,35	222 431,06	170 191,22	52 239,84	0,00	3 699 426,37	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

# Tableau d'Amortissement En Euros

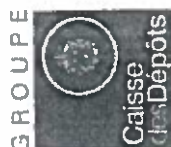
Edité le : 01/12/2015

ETABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	01/12/2040	1,35	223 543,22	173 600,96	49 942,26	0,00	3 525 825,41	0,00
24	01/12/2041	1,35	224 660,93	177 062,29	47 598,64	0,00	3 348 763,12	0,00
25	01/12/2042	1,35	225 784,24	180 575,94	45 208,30	0,00	3 168 187,18	0,00
26	01/12/2043	1,35	226 913,16	184 142,63	42 770,53	0,00	2 984 044,55	0,00
27	01/12/2044	1,35	228 047,73	187 763,13	40 284,60	0,00	2 796 281,42	0,00
28	01/12/2045	1,35	229 187,96	191 438,16	37 749,80	0,00	2 604 843,26	0,00
29	01/12/2046	1,35	230 333,90	195 168,52	35 165,38	0,00	2 409 674,74	0,00
30	01/12/2047	1,35	231 485,57	198 954,96	32 530,61	0,00	2 210 719,78	0,00
31	01/12/2048	1,35	232 643,00	202 798,28	29 844,72	0,00	2 007 921,50	0,00
32	01/12/2049	1,35	233 806,22	206 699,28	27 106,94	0,00	1 801 222,22	0,00
33	01/12/2050	1,35	234 975,25	210 658,75	24 316,50	0,00	1 590 563,47	0,00
34	01/12/2051	1,35	236 150,12	214 677,51	21 472,61	0,00	1 375 885,96	0,00
35	01/12/2052	1,35	237 330,87	218 756,41	18 574,46	0,00	1 157 129,55	0,00
36	01/12/2053	1,35	238 517,53	222 896,28	15 621,25	0,00	934 233,27	0,00
37	01/12/2054	1,35	239 710,12	227 097,97	12 612,15	0,00	707 135,30	0,00
38	01/12/2055	1,35	240 908,67	231 362,34	9 546,33	0,00	475 772,96	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates provisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	01/12/2056	1,35	242 113,21	235 690,28	6 422,93	0,00	240 082,68	0,00
40	01/12/2057	1,35	243 323,80	240 082,68	3 241,12	0,00	0,00	0,00
Total			8 845 570,92	6 740 155,00	2 105 415,92	0,00		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



# Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR



Emprunteur : 0260539 - OFFICE PUBLIC HABITAT VILLE D'AV  
N° du Contrat de Prêt : 43564 / N° de la Ligne du Prêt : 5118625  
Opération : Construction  
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 3 037 255 €  
Taux actuariel théorique : 1,35 %  
Taux effectif global : 1,35 %  
Intérêts de Préfinancement : 82 559,42 €  
Taux de Préfinancement : 1,35 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	01/12/2018	1,35	75 118,26	34 115,32	41 002,94	0,00	3 003 139,68	0,00
2	01/12/2019	1,35	75 493,85	34 951,46	40 542,39	0,00	2 968 188,22	0,00
3	01/12/2020	1,35	75 871,32	35 800,78	40 070,54	0,00	2 932 387,44	0,00
4	01/12/2021	1,35	76 250,68	36 663,45	39 587,23	0,00	2 895 723,99	0,00
5	01/12/2022	1,35	76 631,93	37 539,66	39 092,27	0,00	2 858 184,33	0,00
6	01/12/2023	1,35	77 015,09	38 429,60	38 585,49	0,00	2 819 754,73	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
7	01/12/2024	1,35	77 400,17	39 333,48	38 066,69	0,00	2 780 421,25	0,00
8	01/12/2025	1,35	77 787,17	40 251,48	37 535,69	0,00	2 740 169,77	0,00
9	01/12/2026	1,35	78 176,11	41 183,82	36 992,29	0,00	2 698 985,95	0,00
10	01/12/2027	1,35	78 566,99	42 130,68	36 436,31	0,00	2 656 855,27	0,00
11	01/12/2028	1,35	78 959,82	43 092,27	35 867,55	0,00	2 613 763,00	0,00
12	01/12/2029	1,35	79 354,62	44 068,82	35 285,80	0,00	2 569 694,18	0,00
13	01/12/2030	1,35	79 751,39	45 060,52	34 690,87	0,00	2 524 633,66	0,00
14	01/12/2031	1,35	80 150,15	46 067,60	34 082,55	0,00	2 478 566,06	0,00
15	01/12/2032	1,35	80 550,90	47 090,26	33 460,64	0,00	2 431 475,80	0,00
16	01/12/2033	1,35	80 953,66	48 128,74	32 824,92	0,00	2 383 347,06	0,00
17	01/12/2034	1,35	81 358,42	49 183,23	32 175,19	0,00	2 334 163,83	0,00
18	01/12/2035	1,35	81 765,22	50 254,01	31 511,21	0,00	2 283 909,82	0,00
19	01/12/2036	1,35	82 174,04	51 341,26	30 832,78	0,00	2 232 568,56	0,00
20	01/12/2037	1,35	82 584,91	52 445,23	30 139,68	0,00	2 180 123,33	0,00
21	01/12/2038	1,35	82 997,84	53 566,18	29 431,66	0,00	2 126 557,15	0,00
22	01/12/2039	1,35	83 412,83	54 704,31	28 708,52	0,00	2 071 852,84	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

PR0063-PR0064 V1 12  
Offre Contractuelle n° A3564 Emprunteur n° 000260359

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



# Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
23	01/12/2040	1,35	83 829,89	55 859,88	27 970,01	0,00	2 015 992,96	0,00
24	01/12/2041	1,35	84 249,04	57 033,14	27 215,90	0,00	1 958 959,82	0,00
25	01/12/2042	1,35	84 670,28	58 224,32	26 445,96	0,00	1 900 735,50	0,00
26	01/12/2043	1,35	85 093,64	59 433,71	25 659,93	0,00	1 841 301,79	0,00
27	01/12/2044	1,35	85 519,10	60 661,53	24 857,57	0,00	1 780 640,26	0,00
28	01/12/2045	1,35	85 946,70	61 908,06	24 038,64	0,00	1 718 732,20	0,00
29	01/12/2046	1,35	86 376,43	63 173,55	23 202,88	0,00	1 655 558,65	0,00
30	01/12/2047	1,35	86 808,31	64 458,27	22 350,04	0,00	1 591 100,38	0,00
31	01/12/2048	1,35	87 242,36	65 762,50	21 479,86	0,00	1 525 337,88	0,00
32	01/12/2049	1,35	87 678,57	67 086,51	20 592,06	0,00	1 458 251,37	0,00
33	01/12/2050	1,35	88 116,96	68 430,57	19 686,39	0,00	1 389 820,80	0,00
34	01/12/2051	1,35	88 557,55	69 794,97	18 762,58	0,00	1 320 025,83	0,00
35	01/12/2052	1,35	89 000,33	71 179,98	17 820,35	0,00	1 248 845,85	0,00
36	01/12/2053	1,35	89 445,34	72 585,92	16 859,42	0,00	1 176 259,93	0,00
37	01/12/2054	1,35	89 892,56	74 013,05	15 879,51	0,00	1 102 246,88	0,00
38	01/12/2055	1,35	90 342,02	75 461,69	14 880,33	0,00	1 026 785,19	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.



## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 01/12/2015

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
39	01/12/2056	1,35	90 793,73	76 932,13	13 861,60	0,00	949 853,06	0,00
40	01/12/2057	1,35	91 247,70	78 424,68	12 823,02	0,00	871 428,38	0,00
41	01/12/2058	1,35	91 703,94	79 939,66	11 764,28	0,00	791 488,72	0,00
42	01/12/2059	1,35	92 162,46	81 477,36	10 685,10	0,00	710 011,36	0,00
43	01/12/2060	1,35	92 623,27	83 038,12	9 585,15	0,00	626 973,24	0,00
44	01/12/2061	1,35	93 086,39	84 622,25	8 464,14	0,00	542 350,99	0,00
45	01/12/2062	1,35	93 551,82	86 230,08	7 321,74	0,00	456 120,91	0,00
46	01/12/2063	1,35	94 019,58	87 861,95	6 157,63	0,00	368 258,96	0,00
47	01/12/2064	1,35	94 489,68	89 518,18	4 971,50	0,00	278 740,78	0,00
48	01/12/2065	1,35	94 962,13	91 199,13	3 763,00	0,00	187 541,65	0,00
49	01/12/2066	1,35	95 436,94	92 905,13	2 531,81	0,00	94 636,52	0,00
50	01/12/2067	1,35	95 914,11	94 636,52	1 277,59	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>4 265 086,20</b>	<b>3 037 265,00</b>	<b>1 217 831,20</b>	<b>0,00</b>		

A titre indicatif, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent TA est de 0,75 % (Livret A)

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif. Le tableau d'amortissement mentionnant les dates d'échéances définitives sera adressé à l'Emprunteur après réception de l'échéancier de versements.

Caisse des dépôts et consignations  
19 PLACE JULES GUESDE - CS 42119 - 13221 MARSEILLE CEDEX 01 - Tél : 04 91 39 59 00 - Télécopie : 04 91 39 59 40  
dr.paca@caissedesdepots.fr

PRO063-PRO064 V1 12  
Offre Contractuelle n° 43564 Emprunteur n° 000260539

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gignondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°17-16**

**Direction des ressources et des moyens - Service de la commande publique**

**Objet** : Conventions de groupements de commandes avec les communes membres dans divers domaines



**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°17-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service de la commande publique**

**Objet : Conventions de groupements de commandes avec les communes membres dans divers domaines**

**Le Conseil de communauté,**

Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu le code des marchés publics, et notamment son article 8,

Considérant la volonté de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin et de ses communes membres de mutualiser une partie de leurs achats,

Considérant l'intérêt de recourir à des achats groupés pour répondre à leurs besoins communs, permettant ainsi d'être plus attractifs auprès des fournisseurs, de renforcer la position de l'acheteur dans la relation commerciale, d'obtenir de meilleurs prix, de mutualiser la procédure de mise en concurrence et de donner l'occasion d'échanges sur les pratiques, les choix et les stratégies achats.

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué au développement économique, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

#### **Décide**

**Article unique :** D'AUTORISER le président à conclure des conventions de groupements de commande, avec les communes membres de la CoVe, dans les domaines suivants :

- prestations intellectuelles d'accompagnement, d'études, d'assistance et de formation
- prestations de service relatives à l'entretien des bâtiments et des réseaux et voiries (contrôles obligatoires, surveillance, dératisation, nettoyage...)
- travaux d'entretien de bâtiments, des voiries, des espaces verts, de l'éclairage public
- fournitures de travaux de voirie, outillage
- prestations de service relatives à la mécanique automobile (réparations automobiles, contrôles...)
- fournitures relatives à la mécanique automobile (acquisition de véhicules et engins, de carburant, de lubrifiants...)
- fournitures courantes nécessaires au fonctionnement des services (fournitures administratives, produits d'entretien, vêtements de travail et tout matériel nécessaire au fonctionnement des services...)
- alimentation
- prestations de service relatives à la communication (impression, distribution, conception graphique)
- prestations de service et fournitures informatiques
- mobilier urbain
- équipements électroménagers
- énergie.

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°18-16**

**Direction de la cohésion sociale - Service petite enfance**

**Objet :** Crèches de la CoVe - Équipement 2016 : demande de subvention auprès de la CAF pour l'équipement des huit crèches de la CoVe

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°18-16**

**Direction de la cohésion sociale - Service petite enfance**

**Objet : Crèches de la CoVe - Équipement 2016 : demande de subvention auprès de la CAF pour l'équipement des huit crèches de la CoVe**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le Code général des collectivités territoriales,**

**Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil petite enfance,**

**Considérant que le montant total prévisionnel de l'opération d'équipement pour les structures multi-accueil intercommunales pour l'année 2016 s'élève à 58 520,00€ HT,**

**Vu l'avis de la commission des finances en date du 20 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à l'action sociale et à la petite enfance,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'APPROUVER l'opération d'équipement portant sur les structures multi accueil intercommunales d'Aubignan, Beaumes de Venise, Carpentras, Caromb, Lorient du Comtat, Mazan, Saint Didier et Sarrians.**

**Article 2 : DE SOLLICITER à cet effet toutes subventions, notamment auprès de la CAF.**

**Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tous actes y afférant.**

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016**

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°19-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire – Service habitat**

**Objet** : Modification du subventionnement pour la production de logements locatifs sociaux « Ilot Mouton » à Carpentras suite à la modification du programme

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°19-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire – Service habitat**

**Objet : Modification du subventionnement pour la production de logements locatifs sociaux « Ilot Mouton » à Carpentras suite à la modification du programme**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat et à ce titre en matière de programme local de l'habitat,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°05-07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°23-07 du 29 mars 2007 approuvant la procédure de subvention pour la création de logements locatifs sociaux,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°15-12 du 13 février 2012 relative à l'accord de subvention pour les programmes Ilot Mouton I (construction neuve) et II (rénovation) à Carpentras, attribuée à Vaucluse Logement,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°7-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat (2014-2020),**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°92-15 du 29 juin 2015 portant révision des critères de subventionnement des logements locatifs sociaux, notamment en l'article 4 de son dispositif,**

**Considérant la modification du programme « Ilot Mouton » à Carpentras présentée par Grand Delta Habitat, pour prendre en compte, d'une part, les modifications du programme dues à de fortes contraintes techniques et d'autre part, le changement de nom du bailleur ;**

**Considérant le programme modifié portant désormais sur 35 logements en construction neuve (25 PLUS et 10 PLAI),**

**Considérant qu'il s'agit d'une modification de la demande de subventionnement induite par la modification du programme sur lequel le Conseil de communauté avait délibéré le 13 février 2012,**

**Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 1<sup>er</sup> février 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : DE MODIFIER la délibération n°15-12 du 13 février 2012 relative à l'accord de subvention pour le programme Ilot Mouton I (construction neuve) et II (rénovation) pour prendre en compte, d'une part, les modifications du programme dues à de fortes contraintes techniques et d'autre part, le changement de nom du bailleur.**

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Article 2 :** DE MODIFIER le montant de la subvention accordée à Grand Delta Habitat en se basant sur les critères de subventions appliqués lors de l'accord de subvention du 13/02/12 soit une subvention à accorder de 135 000 € pour la réalisation du programme de construction de 35 logements collectifs à l'« Ilot Mouton » à Carpentras.

**Article 3 :** DE PRÉCISER que la subvention est imputée sur les crédits figurant à l'article 2042 – fonction 72AP01 du budget principal.

**Article 4 :** D'AUTORISER le président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en préfecture le : 1 1 FEV. 2016

Publication par affichage le : 1 1 FEV. 2016

Exécutoire le : 1 1 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 22 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°20-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire- Service habitat**

**Objet :** Opération programmée d'amélioration de l'habitat multisites - Subventions pour la réhabilitation d'un logement

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°20-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire – Service habitat**

**Objet : Opération programmée d'amélioration de l'habitat multisites - Subventions pour la réhabilitation d'un logement**

**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat et à ce titre en matière d'aide à la réhabilitation de logements privés,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°05.07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°73.10 du 29 juin 2010, relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) multisites,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°164-12 du 8 octobre 2012, adoptant la convention cadre de l'OPAH multisites,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°167-12 du 8 octobre 2012, autorisant l'engagement de l'opération de suivi-animation de l'OPAH multisites,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°165-12 du 8 octobre 2012 adoptant la convention financière entre la CoVe et la Région pour l'OPAH multisites,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°7-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat (2014-2020),

Vu l'agrément de la commission locale d'amélioration de l'habitat du 21 septembre 2014 pour accorder des subventions de l'Anah pour le projet exposé ci-dessous,

Vu la demande de subventions suivante :

Nom du demandeur	Statut	Adresse du (ou des) logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires H.T	Assiette éligible Anah H.T	Montant subvention Cove travaux + honoraires	Montant prime ASE CoVe	Montant total de la subvention CoVe sollicitée	Montant de la subvention Région sollicitée	Total subvention CoVe + Région
M. José RIVERA	PO	640, Chemin de la Scignane 84210 SAINT DIDIER	1	T4 (83m²)	Economie d'énergie	12 189,00 €	12 189,00 €	1 828,00 €	240,00 €	2 068,00 €	914,00 €	2 982,00 €

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 1<sup>er</sup> février 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : D'ACCORDER** la subvention suivante au titre de la CoVe et au titre de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur selon la convention de financement entre la Région et la CoVe pour l'OPAH multisites :

*Acquitté en PREFECTURE le 22/02/2016*

Num du demandeur	Statut	Adresse du (ou des) logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires H.T	Assiette éligible Anah H.T	Montant subvention CoVe travaux+ honoraires	Montant prime ASE CoVe	Montant total de la subvention CoVe sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la CoVe	Montant de la subvention Région sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la Région	Total subvention CoVe + Région
M. José RIVERA	PO	640, Chemin de la Scigranac 84210 SAINT DIDIER	1	T4 (83m²)	Economie d'énergie	12 189,00 €	12 189,00 €	1 828,00 €	240,00 €	2 068,00 €	15% (3 000€)	914,00 €	7,5% (1 500€)	2 982,00 €

**Article 2 : DE PRÉCISER** que les crédits correspondant à la subvention indiquée à l'article 1 sont inscrits à l'article 20422 du Budget Principal, Fonction 8301API.

**Article 3 : D'AUTORISER** le président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en préfecture le : **22 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **22 FEV. 2016**

Exécutoire le **22 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le président,



*(Signature)*  
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°21-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet** : Fourrière animale : convention avec la SPA vaclusienne

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°21-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet : Fourrière animale : convention avec la SPA vaclusienne**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le Code rural,**

**Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique animalière, définie comme la mise en place d'actions et de services de ramassage des animaux errants,**

**Vu les statuts de l'association Société Protectrice des Animaux vaclusienne,**

**Considérant le projet de convention relative à la prestation de fourrière des animaux errants capturés sur le territoire de la CoVe, avec la Société Protectrice des Animaux vaclusienne,**

**Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 21 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER le président à signer la convention relative à la prestation de fourrière des animaux errants capturés sur le territoire de la CoVe, avec la Société Protectrice des Animaux vaclusienne, annexée à la présente délibération.**

**Article 2 : DE PRÉVOIR l'inscription au budget du coût du service rendu sur le fondement d'une participation pour l'année 2016 de 0,66418 € par habitant du territoire (70 258), révisable chaque année en fonction de l'indice INSEE « services » et de l'évolution de la population totale du territoire.**

**Article 3 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants seront inscrits à l'article 0116281 du Budget Principal, Fonction 114.**

**Transmis en préfecture le : 1 1 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 1 1 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 1 1 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE  
LA COVE ET LA SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES  
ANIMAUX (SPA) DU PIGEOLET À L'ISLE SUR LA  
SORGUE, RELATIVE À LA GESTION  
DES ANIMAUX ERRANTS

Entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délibération du 8 février 2016,

Ci-après, dénommée la CoVe

D'une part

Et

La Société Protectrice des Animaux Vaclusienne (SPA), refuge et fourrière du petit Pigeolet, dont le siège social est domicilié, route de Fontaine de Vaucluse, 84800 L'Isle sur la Sorgue, représentée par son Président en exercice, Bernard THOMAS,

Ci-après dénommée la SPA

D'autre part,

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

## **Préambule :**

Conformément à ces statuts et dans le cadre de sa politique animalière, la CoVe vient en soutien logistique aux communes membres pour la capture des animaux errants. La CoVe se substitue donc aux communes en contractualisant un partenariat avec la SPA Vauclusienne pour assurer un service de fourrière animale.

## **Article 1 : Objectifs fixés par la convention**

La convention a pour objet la gestion des animaux errants (chiens, chats et animaux de rente) capturés sur le territoire de chaque commune membre. Ces animaux seront amenés au refuge du petit Pigeolet à l'Isle sur la Sorgue par l'agent de la Communauté d'Agglomération habilité à leur capture, ou tout autre organisme mandaté par la CoVe.

Le refuge du Petit Pigeolet s'engage à recevoir les animaux conformément à la réglementation en vigueur figurant dans l'annexe ci-jointe, du lundi au samedi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. En dehors de ces heures de permanence, des boxes seront disponibles pour la remise des chiens errants. Dans ces cas de dépôt la procédure sera la suivante :

Une fiche descriptive sera obligatoirement déposée dans la boîte aux lettres, faisant mention de la commune de capture, de l'adresse de capture, de l'identité et des coordonnées de l'intervenant, du descriptif de l'animal (race, sexe, taille, couleur, tatouage) du numéro de box, du jour et de l'heure du dépôt.

Cette prise en charge devra faire l'objet ultérieurement d'une feuille d'entrée en double exemplaire (un pour la CoVe, un pour la SPA).

## **Article 2 : Engagements de la SPA Vauclusienne**

### **• Animaux relevant du régime de la fourrière**

Soins des animaux capturés

Dès leur arrivée, les chiens et les chats sont placés sous la responsabilité de la SPA qui prend à sa charge :

- L'hébergement en fourrière ou en lieu de dépôt (pour les animaux saisis)
- La nourriture des animaux,
- Les soins vétérinaires,
- La vaccination si nécessaire,
- Le tatouage,
- La recherche du propriétaire,

- L'euthanasie éventuelle des animaux dangereux ou en état de misère physiologique après avis du vétérinaire de la S.P.A.

- **Animaux relevant du régime du lieu de dépôt**

- Les animaux susceptibles d'être dangereux ou ayant mordu
- Les animaux de propriétaires défaillants et se trouvant à l'abandon (hospitalisation, expulsions, incarcération, décès...)
- Les animaux de rente : ovins, caprins, équidés
- Les petits animaux de compagnie (furets, lapins, etc.)

Dans ces cas, à l'exception de ces derniers (petits animaux de compagnie) lorsqu'ils sont trouvés errants, le maire doit établir un arrêté de mise en dépôt, en application du code rural. L'arrêté doit mentionner le motif de la mise en dépôt, le lieu, les circonstances et l'identité du propriétaire, s'il y a lieu les mises en demeure dont celui-ci a fait l'objet.

Au préalable, la CoVe se renseignera auprès de la SPA sur la disponibilité des locaux destinés aux mises en quarantaine.

Il appartient au maire de la commune concernée de prononcer la mainlevée de la mise en dépôt, selon les cas de figure :

- dans les cas des chiens dangereux, selon la procédure du code rural il décidera de la restitution au maître ou de la cession au refuge,
- dans les cas des propriétaires défaillants : transfert en garde, reprise par le maître ou abandon,
- dans les cas d'animaux de rente : restitution au propriétaire ou cession au refuge.

Il est à noter que les communes qui auront recours à une mise en dépôt, devront s'acquitter des frais forfaitaires d'entrée et éventuellement, à défaut du maître, des frais de séjour jusqu'à la décision de mainlevée :

	Chiens/chats	Animaux de rente
Forfait d'admission (aux frais de la commune)	25 €	35 € (équidés : 45 €)
Séjour en lieu de dépôt (aux frais du propriétaire, ou à défaut au frais de la commune)	12 €/jour	17 €/jour
Contrôle mordeur et évaluation comportementale, prises de sang et prophylaxie (aux frais du propriétaire)		



- **Campagne de stérilisation des chats sans maître sur les communes membres**

La SPA est également amenée à organiser en lien avec la CoVe des campagnes de stérilisation consistant à capturer des chats non identifiés, vivant en groupe dans des lieux publics, afin de les stériliser, avant de les relâcher sur les sites de capture. Ces interventions s'effectueront dans le cadre légal de l'article du Code Rural (art.L211-27).

- **Transmission d'un relevé mensuel des propriétaires ayant récupéré les animaux capturés par la CoVe**

Dans le cadre du recouvrement partiel des frais encourus pour la capture des animaux, la CoVe recevra un relevé mensuel des coordonnées des propriétaires ayant récupéré les animaux capturés par ses soins, afin d'émettre les titres de recette correspondant aux frais engagés par ses services.

### **Article 3 : Engagement de la Communauté d'Agglomération**

La Communauté d'agglomération s'engage à respecter les procédures réglementaires liées à la capture des animaux, conformément aux consignes prescrites par la SPA dans l'annexe 1.

En contrepartie des services apportés par la Société Protectrice des Animaux, la CoVe versera une redevance par habitant.

Le montant de la participation financière annuelle fixé pour 2016 est de 0,66418 € par habitant.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul sera celui de la population légale totale des communes membres, déterminé chaque année par publication au journal officiel. À titre d'information, le nombre d'habitants est de 70 258 au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le montant de la participation forfaitaire sera modifié chaque année suivant l'évolution de l'indice INSEE "services" France entière (indice de référence : mois de novembre).

### **Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

## **Article 5 : Résiliation**

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 6 : Règlement des litiges**

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. À défaut de quoi le Tribunal administratif de Nîmes sera seul compétent.

Fait à Carpentras le

Le Président de la CoVe

Le Président de la SPA Vauclusienne

Francis ADOLPHE

Bernard THOMAS

## Annexe



### PROTOCOLE D'ADMISSION DES ANIMAUX EN FOURRIÈRE ET EN DEPOT

#### ANIMAUX RELEVANT DU RÉGIME DE LA **FOURRIÈRE**

- 1) Vérifier si l'animal est identifié (puce ou tatouage)

S'il est identifié, contacter le refuge de L'Isle-sur-la-Sorgue.

Référent pour le bureau de la fourrière : Mme Béatrice Raynaud

ligne directe 04.90.38.96.30

Le bureau de la fourrière peut faire la recherche de l'identification, avec coordonnées du propriétaire, et effectuer la déclaration.

S'il n'est pas identifié, amener l'animal au refuge de L'Isle-sur-la-Sorgue aux jours et heures d'ouverture (8h30-12h, 14h-17h30, du lundi au vendredi). En dehors de ces horaires, contacter au préalable le même référent du bureau de la fourrière.

Si l'animal est blessé ou accidenté, l'amener dans un cabinet vétérinaire libéral pour effectuer les soins d'urgence : premiers soins, désinfection, pansements, etc., et si suspicion de fracture radiographique. Les frais vétérinaires sont à la charge de la collectivité, sauf à les récupérer directement auprès du propriétaire de l'animal, ou sauf si celui se manifeste directement auprès du vétérinaire.

La suite des soins et traitements est assurée par le vétérinaire du refuge à l'admission de l'animal.

Après avoir reçu les soins d'urgence, l'animal sera dirigé vers le refuge, accompagné d'une fiche de liaison précisant l'endroit où il a été trouvé, et des justificatifs vétérinaires (ordonnance, radio, médicaments, etc.)

- 2) L'animal arrive au refuge-fourrière : il est enregistré au bureau des entrées de fourrière à partir des éléments fournis par le transporteur d'où la nécessité de fournir l'adresse précise du lieu où l'animal a été trouvé, y compris s'il l'a été par les Pompiers et s'il est passé par une clinique vétérinaire. Cette précision facilite amplement les recherches.

- 3) Délais de fourrière :

Le Code Rural précise qu'un propriétaire d'animal trouvé errant et mis en fourrière dispose d'un délai de 8 jours francs et ouvrés (soit 10 jours) pour pouvoir récupérer son animal ; passé ce délai l'animal est considéré comme abandonné, et pourra être transféré dans la partie Refuge et être proposé à l'adoption.

- 4) Le bureau de la fourrière met en place tous moyens pour tenter de retrouver les propriétaires d'animaux recueillis ; mais il est bon de rappeler qu'il appartient également (surtout) aux maîtres de se manifester et de signaler la perte de leur animal.

- 5) Les feuilles d'entrée des animaux en fourrière doivent être transmises en mairie pour être affichées et portées à la connaissance du public

## ANIMAUX RELEVANT DU REGIME DU LIEU DE DEPOT

Il s'agit

- 1) des animaux autres que les chiens et les chats, à l'exclusion des animaux de la faune sauvage : ovins, caprins, équidés, petits animaux de compagnie (furets, lapins, etc.)
- 2) des animaux (chiens ou chats) susceptibles d'être dangereux ou ayant mordu (sans possibilité de garde par le maître)
- 3) des animaux de propriétaires défailants et se trouvant à l'abandon : hospitalisations, expulsions, incarcérations, décès, abandons subits, etc.

Nécessité de réunir le maximum d'informations, faire une enquête de voisinage, famille, etc.  
Vérifier si l'animal est identifié : puce, tatouage, boucle, ; s'il nécessite des soins d'urgence

Le maire doit établir un arrêté de mise en dépôt (suivant la procédure du Code Rural pour les chiens dangereux, et sur le même type pour les autres cas de figure. L'arrêté doit mentionner le motif, le lieu, les circonstances, l'identité du propriétaire.

Amener les animaux au refuge ; si possible, prévenir au préalable ; prévenir impérativement au préalable pour des animaux de rente (ovins, équidés, caprins) si aucune possibilité de maintien provisoire sur place, car obligation de mise en local de quarantaine.

Dans ces procédures, le maire effectuera une mainlevée :

- dans le cas des chiens dangereux, selon la procédure prévue par le Code Rural : restitution au maître ou cession au refuge
- dans les cas des propriétaires défailants : transfert en garde, ou abandon
- dans le cas des animaux de rente : restitution au propriétaire ou cession au refuge

## CHATS SANS MAITRE, VIVANT EN GROUPE, NON SOCIABILISES

L'article L 211-27 du Code Rural autorise le maire à procéder à des campagnes de stérilisation des chats errants, et l'arrêté du 3 avril 2014 (annexe II, chapitre V) ajoute que ces animaux ne peuvent être conduits en fourrière que dans la mesure où le programme d'identification et de stérilisation prévu à l'article L 211-27 ne peut être mis en œuvre.

C'est pourquoi, la SPA Vauclusienne a mis en place avec le concours des communes, des campagnes systématiques de stérilisation des chats errants, préalablement à leur maintien sur place, avec identification et suivi sanitaire.

La CoVe intervient pour les captures, transports chez des vétérinaires ou au cabinet vétérinaire du refuge, et remises sur lieux habituels, selon contacts établis avec la SPA.

Référent SPA : Service des interventions – Mlle Eloïse Hidrio  
Ligne directe : 04.90.38.96.35 ou standard 04.90.38.47.89

Prendre impérativement l'attache du Service des interventions avant toute intervention de capture ou de transport :

- 1) Le Service d'interventions ouvre un dossier et fait remplir une fiche de renseignements au nourricier, d'où nécessité de transmettre l'identité de celui-ci/ ou lui dire de se manifester auprès de la SPA
- 2) Le même service délivre les bons d'engagement chez les vétérinaires, qui comportent le numéro à tatouer dans l'oreille gauche du chat





L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

Date de convocation : 02 février 2016

Affiché le : 11 février 2016

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°22-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet** : Recouvrement des frais de mise en fourrière animale

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°22-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet : Recouvrement des frais de mise en fourrière animale**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique animale,**

**Vu l'article 211-11 du code rural réglementant le recouvrement des frais de capture de mise en fourrière comme suit : « les frais afférents aux opérations de capture, de transport de garde et d'euthanasie sont intégralement et directement mis à la charge de leur propriétaire ou de leur détenteur. »**

**Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 21 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER le président à mettre en recouvrement les frais de mise en fourrière auprès des propriétaires ou détenteurs identifiés d'animaux errants capturés et le cas échéant soignés.**

**Article 2 : DE FIXER la tarification des remboursements prévus à l'article précédent, comme suit :**

- Frais de mise en fourrière : 70 €
- Frais vétérinaires : refacturation des sommes acquittées par la CoVe.

**Transmis en préfecture le : 1 FEV. 2016**

**Publication par affichage le : 1 1 FEV. 2016**

**Exécutoire le : 1 1 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 22 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°23-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet :** Subvention Téléthon – collecte 2015

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°23-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet : Subvention Téléthon – collecte 2015**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le Code général des collectivités territoriales,**

**Considérant l'intérêt de la CoVe d'apporter son soutien à une grande cause de santé publique, tout en valorisant le travail qu'elle effectue dans le domaine du tri et de la collecte sélective des déchets,**

**Vu l'avis de la commission gestion des déchets en date du 21 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'ATTRIBUER à l'Association Française contre les Myopathies une aide financière s'élevant à 4 322,60 € dans le cadre du Téléthon 2015, représentant le produit estimé de la collecte sélective verre, sur le mois suivant la manifestation.**

**Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondant à cette subvention seront inscrits à l'article 6574 du Budget Principal, Fonction 81231.**

Transmis en préfecture le : **2 2 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **2 2 FEV. 2016**

Exécutoire le : **2 2 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le président,

  
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 22/02/2016*

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016

Date de convocation : 02 février 2016

Affiché le : 22 février 2016

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gill es VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

Délibération n°24-16

Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets

**Objet :** Renouvellement de la convention avec Adivalor pour l'évacuation et la revalorisation des films agricoles usagés



**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°24-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet : Renouvellement de la convention avec Adivalor pour l'évacuation et la revalorisation des films agricoles usagés**



**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, en particulier en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et assimilés,

Vu les délibérations n°166-13 du 4 novembre 2013 et n°226-14 du 13 octobre 2014, validant le partenariat avec l'éco-organisme ADIVALOR pour la valorisation des plastiques agricoles et dont le terme est prévu le 31 mars 2016,

Considérant les recettes financières allouées par cet éco organisme et la rationalisation de l'évacuation et de la valorisation des plastiques agricoles,

Vu le projet de convention à cet effet, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets en date du 21 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER** le président à signer la convention avec l'éco organisme ADIVALOR pour 2016/2017.

**Article 2 : DE PRÉCISER** que les crédits correspondants seront inscrits à l'article 7478 du Budget Principal, Fonction 81240

Transmis en préfecture le : **16 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **22 FEV. 2016**

Exécutoire le : **22 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beauce : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel JOUVE**

**Délibération n°25-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet : Revalorisation du coût du traitement des films agricoles usagés non recyclables**

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°25-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet : Revalorisation du coût du traitement des films agricoles usagés non recyclables**

**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, en particulier en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et assimilés,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°226-14 du 13 octobre 2014 définissant les conditions de valorisation des films agricoles usagés (FAU) par l'éco organisme Adivalor,

Considérant que la charge de l'évacuation et du traitement des FAU non valorisables supportée par la CoVe est supérieure à celle facturée aux déposants,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 21 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER le président à revaloriser le coût du traitement des films agricoles usagés non recyclables à la charge des déposants à 20 € le m3 ou à 80 € la tonne.**

**Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants seront inscrits à l'article 70688 du Budget Principal, Fonction 81240**

Transmis en préfecture le :

11 FEV. 2016

Publication par affichage le :

11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-I du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation : 02 février 2016**

**Affiché le : 11 février 2016**

**Nombre de Conseillers : 63**

**Nombre de présents : 43 puis 44 à partir de la délibération n°2**

**Nombre de votants : 57 puis 58 à partir de la délibération n°2**

**Nombre d'absents excusés : 6 puis 5 à partir de la délibération n°2**

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gignondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°26-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet :** Modification de l'annexe tarifaire de la redevance spéciale

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°26-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet : Modification de l'annexe tarifaire de la redevance spéciale**

**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et à ce titre en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers,

Vu les délibérations, n°59-09 du 25 mai 2009, n°99-11 du 27 juin 2011, n°133-13 du 9 septembre 2013, précisant les modalités de financement du traitement et de l'élimination des déchets issus des établissements publics ou privés,

Considérant d'une part que la collecte des cartons, alors qu'elle représentait une charge pour la collectivité lorsqu'il était procédé à leur élimination, est désormais génératrice de recettes depuis que la CoVe a mis en place leur revalorisation ; et qu'en conséquence il convient d'en supprimer le paiement spécifique,

Considérant d'autre part que la tarification applicable pour l'enlèvement et le traitement des autres déchets professionnels n'a pas été actualisée depuis 2009, alors que les coûts de revient du service ont augmenté ; et qu'en conséquence il convient de l'actualiser,

Vu la proposition de modification de l'annexe tarifaire à la convention de redevance spéciale, annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets en date du 21 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : DE SUPPRIMER la tarification spécifique de la collecte des cartons.**

**Article 2 : D'ACTUALISER la base de calcul de la redevance Spéciale, portant le montant de la part fixe à 94€ et de la part variable à 0,011€ par litre.**

**Article 3 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal code 70688 /Fonction 81210.**

Transmis en préfecture le : **11 FEV. 2016**

Publication par affichage le **11 FEV. 2016**

Exécutoire le : **11 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



## ANNEXE REDEVANCE SPECIALE

### PRODUCTION DE DÉCHETS ASSIMILABLES AUX ORDURES MÉNAGÈRES : DOTATION et CALCUL

#### DÉCHETS ASSIMILÉS AUX ORDURES MÉNAGÈRES

Contenance	Nombre	Fréquence de collecte
360 l		
660 l		
770 l		
Autre :		

#### CARTONS

Contenance	Nombre	Fréquence de collecte
660 l		
770 l		
Autre :		

Volume : Contenance X Nombre = .....

Fréquence de collecte : ..... (Exemple : C2 = 2 collectes hebdomadaires)

Nombre de semaines d'activité : ..... (Calculé sur la base de 52 semaines, déduction possible avec justificatif)

#### **TARIFS :**

Part fixe annuelle : 94 €

Part variable déchets assimilés aux ordures ménagères : 0,011 € / litre

Calcul du coût du service déchets assimilés : Part fixe + (contenance x fréquence de collecte x nombre de semaines d'activité) x part variable déchets assimilés	€
Montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (année N-1) <i>Justificatif à produire</i>	€
<b>MONTANT REDEVANCE SPÉCIALE À PAYER</b> Coût du service – TEOM	€

Date et visa de la CoVe

Date et visa de l'usager

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

## ANNEXE « APPLICATION »

L'utilisateur peut demander une exonération de la TEOM et/ou de la redevance spéciale pour la raison suivante :

☐ Affiliation à une entreprise agréée qui collecte et traite l'ensemble de ses déchets

### CONDITIONS :

- S'engager à ne pas utiliser les services de la CoVe en matière de collecte et de traitement des déchets issus de votre activité.

- Utiliser les services d'un prestataire agréé qui collecte et élimine les déchets ménagers et assimilés dans le respect de la réglementation en vigueur.

- S'engager à prévenir la CoVe pour toutes modifications (*reprise d'utilisation du service de la collectivité, suppression de contrat avec le prestataire privé, augmentation du volume de déchets....*)

### PIÈCES À FOURNIR :

- Contrat d'affiliation et l'ensemble des bordereaux d'enlèvement des déchets auprès d'un prestataire privé (*à fournir annuellement*)

- Avis d'imposition de l'année précédente (N – 1) accompagné du contrat de location (*si nécessaire*)

### AVIS DE LA COLLECTIVITÉ :

Exonération totale : TEOM et RS *motifs* : .....

Application part fixe avec maintien de la TEOM : .....

Exonération partielle : RS maintien de la TEOM *motifs* (*ex : le local n'est pas utilisé mais existence d'un logement qui justifie le paiement de la TEOM*) .....

Pas d'exonération *motifs* : .....

Date et visa de la CoVe

Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016

## ANNEXE REDEVANCE SPÉCIALE CAMPING

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 76.633 du 15 juillet 1975, modifiée par la Loi n° 92.646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

Vu le Décret n° 94.609 du 13 juillet 1994, portant application de la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et relatif notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté, en date du 30 janvier 2003 instituant un mode de financement des opérations de collecte et de traitement des déchets issus des installations de camping,

Vu l'article L. 2333-77 Les communes ou établissements publics qui assurent l'enlèvement des ordures ménagères en provenance des terrains de camping ou aménagés pour le stationnement des caravanes peuvent assujettir les exploitants de ces terrains à une redevance calculée en fonction du nombre des places disponibles sur ces terrains,

La redevance applicable aux campings constitue une forme particulière de la redevance spéciale. L'antériorité de son application rend nécessaire l'adaptation de la convention principale.

Cela se traduit par la substitution des articles 8 et 9 par les suivants :

### Article 8bis – tarification et paiement de la redevance spéciale

- le prix de la redevance est fixé à 0,13 € net de taxes par emplacement et par jour d'ouverture.
- les données prises en compte pour votre camping sont les suivantes :

- nombre d'emplacements : .....
- période d'ouverture : ..... soit en nombre de jours : .....

### Article 9bis – facturation

Une déduction de la TEOM pourra être appliquée au prorata de la période d'activité. Afin de bénéficier de cet abattement, l'usager doit fournir un justificatif de son montant de TEOM (copie de l'avis d'imposition de taxe foncière et relevé de propriété ou facture du propriétaire...) avant le **30 novembre** de chaque année.

*L'absence de transmission à cette date entraînera la facturation du montant total de la redevance pour l'année.*

Le paiement de la redevance s'effectuera sur présentation d'une facturation annuelle.

En cas de non paiement dans la quinzaine, la desserte par le service sera immédiatement suspendue.

Les sommes seront mises à l'ordre du Trésor Public et adressées à :

La CoVe, 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 CARPENTRAS cedex.

Date et visa de la CoVe

Date et visa de l'usager

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 11 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gligondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°27-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet :** Convention cadre relative à l'évacuation des déchets issus de la voirie et des marchés forains des communes membres

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°27-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet : Convention cadre relative à l'évacuation des déchets issus de la voirie et des marchés forains des communes membres**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière d'élimination et de valorisation des déchets des ménages et assimilés,**

**Vu la nécessité de procéder à l'évacuation et à l'élimination des déchets issus du balayage de voirie et des marchés forains, lorsqu'ils sont apportés par les services municipaux sur les sites de la CoVe,**

**Vu le projet de convention cadre annexé à la présente délibération,**

**Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 21 janvier 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER le président à signer la convention cadre avec les communes membres pour l'évacuation et l'élimination des déchets issus du balayage de voirie et des marchés forains.**

**Article 2 : DE FIXER les conditions tarifaires de la prestation :**

- Tarification de base : 130 € par tonne
- Atténuations :
  - ✓ franchise de gratuité pour les 5 premières tonnes annuelles ;
  - ✓ abattement de 25% pour les tonnages suivants.

**Article 3 : DE PRÉCISER que les crédits ont été inscrits à l'article 70688 du budget principal, fonction 81211.**

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**CONVENTION-CADRE PORTANT SUR LA GESTION DES DÉCHETS ISSUS DE LA VOIRIE  
ET DES MARCHÉS FORAINS  
DES COMMUNES MEMBRES PAR LA COVE**

**Exposé des motifs**

Conformément aux statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et à ce titre en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers,

L'objet de la présente convention est de fixer les conditions générales d'évacuation des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale et des marchés forains, afin de rationaliser la gestion des déchets collectés par les services municipaux des communes membres.

**Article 1 : Les parties**

Il pourra être conclu des conventions de dépôt, de traitement et d'élimination des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil du 8 février 2016,

et d'autre part, la Commune de \_\_\_\_\_, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du \_\_\_\_\_

**Article 2 : Objet**

Le service régi par la présente convention a pour objet la réception des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale et des marchés forains, leur transport, leur traitement et leur élimination.

L'ensemble des déchets issus des balayages de voirie des communes membres et des marchés forains sera assujéti à une redevance de traitement dont le calcul sera basé sur le tonnage entrant sur les sites des déchetteries du territoire ou de l'usine de Loriol du Comtat.

**Article 3: Mode opératoire**

Une convention d'application sera définie conjointement avec les communes membres, notifiant le lieu de réception des déchets et le véhicule du parc roulant utilisé pour que le PTEC soit pris en considération sur les sites ne disposant pas de systèmes de pesée.

**Article 4 : Définition des déchets de voirie**

Sont compris dans la dénomination déchets de voirie :  
Les déchets issus du balayage de la voie publique,  
Les déchets issus des marchés forains.

**Ne sont pas compris dans la dénomination déchets de voirie :**

- Les résidus de curage de fossés et grilles d'avaloir d'eaux pluviales,
- Les déchets issus de la collecte des ménages,

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

- Les déchets industriels et commerciaux,
- Le produit de coupe des pelouses des stades et des squares,
- Le produit des tailles de haies, d'arbustes et autres végétaux d'accompagnement,
- Les résidus d'entretien et d'arrachage des massifs fleuris.

Les communes adhérentes à la convention cadre demeurent propriétaires des déchets entrants jusqu'à leur acceptation sur le site. Elles sont également responsables à l'égard de la CoVe de toutes conséquences dommageables des déchets en raison d'un élément contenu dans ces derniers et non révélé aux agents sur site.

#### **Article 5 : Application de la présente convention cadre**

La durée de la présente convention n'est pas limitée dans le temps et prend effet à la date de sa signature.

La sortie de la Commune de la Communauté d'agglomération en cours d'exécution de la convention entraîne automatiquement sa résiliation.

#### **Article 6 : Fréquence et horaires**

Les véhicules des communes pourront déposer leurs déchets :

- À l'usine de Loriol du Comtat du lundi au vendredi de 7h30 à 11h30 et de 12h30 à 15h00.
- En déchetteries, sur tous créneaux horaires d'ouverture de l'équipement intercommunal.

#### **Article 7 : Rémunération**

##### *Prix des prestations*

Le montant des prestations est fixé dans les conditions suivantes :

130€ TTC par tonne de déchets déposés, révisable annuellement par délibération des services techniques.

Ce prix comprend le transport et le traitement final par valorisation énergétique des résidus. La CoVe consent à la gratuité des 5 premières tonnes déposées / an, ainsi qu'à un abattement de 25% sur le tonnage au-delà de la 5<sup>ème</sup> tonne.

##### *Facturation :*

La facturation est établie annuellement avec en annexe un tableau récapitulatif des livraisons effectuées dans le courant de l'année civile.

#### **Article 8 : Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la Communauté d'agglomération  
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire,

Francis ADOLPHE

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

**CONVENTION D'APPLICATION PORTANT SUR LA GESTION DES DÉCHETS ISSUS DE LA  
VOIRIE ET DES MARCHÉS FORAINS  
DES COMMUNES MEMBRES PAR LA COVE**

**Liminaire :**

La commune de .....ayant approuvé et adhéré à la convention cadre portant sur la gestion des déchets de voirie (et issus des marchés forains), conclue entre la CoVe et ses communes membres par délibération N° 27-16 du 8 février 2016

**Exposé des motifs :**

L'objet de la présente convention est de fixer les conditions générales d'évacuation des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale (et des marchés forains) afin d'organiser et de rationaliser le partenariat portant sur la gestion de ces déchets collectés par les services municipaux de la commune et une optimisation de leur élimination par l'intercommunalité dans les équipements les plus adaptés.

**Article 1 : Les parties**

Il pourra être conclu des conventions de dépôt des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale (et des marchés forains) entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de communauté du 8 février 2016,

et d'autre part, la Commune de ..... , membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du .....

**Article 2 : Objet**

Le service régi par la présente convention a pour objet la réception des déchets issus de l'entretien de la voirie municipale et des marchés forains, leur traitement et leur élimination.

L'ensemble des déchets issus des balayages de voirie des communes membres et des marchés forains sera assujéti à une redevance de traitement dont le calcul sera basé sur le tonnage entrant sur les sites des déchetteries du territoire ou de l'usine de Loriol du Comtat.

**Article 3: Mode opératoire**

La commune notifiera le type de déchets concernés .....

La commune de..... s'engage à évacuer ces déchets sur le ou les site(s) de..... avec un Véhicule ....., Immatriculé.....dont le PTEC moyen retenu est de .....

À l'usine de Loriol du Comtat, en cas de dysfonctionnement du pont bascule, l'agent municipal devra se rapprocher du gardien pour la saisie du poids des déchets.

En déchetterie, l'agent communal se manifestera auprès du gardien pour la saisie de l'évacuation des déchets.

**Article 4 : Définition des déchets de voirie**

Conformément à la convention cadre seuls les déchets de voirie ou issus des marchés forains

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

feront l'objet de ce partenariat.

**Ne sont pas compris dans la dénomination déchets de voirie :**

- Les résidus de curage de fossés et grilles d'avaloir d'eaux pluviales,
- Les déchets issus de la collecte des ménages,
- Les déchets industriels et commerciaux,
- Le produit de coupe des pelouses des stades et des squares,
- Le produit des tailles de haies, d'arbustes et autres végétaux d'accompagnement,
- Les résidus d'entretien et d'arrachage des massifs fleuris.

Les communes adhérentes à la convention cadre demeurent propriétaires des déchets entrants jusqu'à leur acceptation sur le site. Elles sont également responsables à l'égard de la CoVe de toutes conséquences dommageables des déchets en raison d'un élément contenu dans ces derniers et non révélé aux agents sur site.

#### **Article 5 : Application de convention d'application**

La durée de la présente convention n'est pas limitée dans le temps et demeure reconductible par tacite reconduction.

La sortie de la Commune de la Communauté d'agglomération en cours d'exécution de la convention entraîne automatiquement sa résiliation. Toute modification du mode opératoire devra faire l'objet d'un avenant s'il impacte l'économie du partenariat.

#### **Article 6 : Fréquence et horaires**

Les véhicules des communes pourront dépoter leurs déchets :

- À l'usine de Lorient du Comtat du lundi au vendredi de 7h30 à 11h30 et de 12h30 à 15h00.
- En déchetteries, sur tous créneaux horaires d'ouverture de l'équipement intercommunal.

#### **Article 7 : Rémunération**

##### *Prix des prestations*

Le montant des prestations est fixé dans les conditions suivantes :

130€ TTC par tonne de déchets déposés, révisable annuellement dans le cadre de la délibération portant sur les tarifs des services techniques.

Ce prix comprend le transport et le traitement final par valorisation énergétique des résidus. La CoVe consent à la gratuité des 5 premières tonnes déposées / an, ainsi qu'à un abattement de 25% sur le tonnage au-delà de la 5<sup>ème</sup> tonne.

##### *Facturation :*

La facturation est établie annuellement avec en annexe un tableau récapitulatif des livraisons effectuées dans le courant de l'année civile.

#### **Article 8 : Juridiction compétente en cas de litige**

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Le Président de la CoVe,

Le Maire,

Francis ADOLPHE

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 9 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD - Yvette GUIOU à Bruno GANDON - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Bernard BOSSAN à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD - Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS - Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER - Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS - Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN - Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET - Karine GUEZ - Eric UGHETTO - Jean-Paul ANRES - Joseph BERNHARDT - Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°28-16**

**Direction générale des services**

**Objet :** Modification de la délégation d'attributions du Conseil au Président

**Conseil de Communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°28-16**

**Direction Générale des Services**

**Objet : Modification de la délégation d'attributions du Conseil au **Président****

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu l'article L.521 I-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, en ce qu'il dispose que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens de la commune,**

**Considérant qu'il est opportun, pour une conduite plus réactive des opérations de la communauté d'agglomération, de déléguer à l'exécutif l'autorisation de signer les demandes d'urbanisme relatives aux propriétés de la CoVe (demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme),**

**Entendu le rapport de présentation, et après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

#### **Décide**

**Article 1 : D'ÉTENDRE la délégation d'attribution du Conseil de Communauté au Président pour :**

- **Signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme, portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération.**

**Article 2 : DE RÉCAPITULER la liste des attributions déléguées au Président :**

**1 - Arrêter et modifier l'affectation des locaux dont la Communauté d'Agglomération est propriétaire ou locataire, utilisés par les services communautaires.**

**2 –Procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté dans le budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires.**

**Le Conseil de Communauté donne délégation au Président, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, pour réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires, lorsque ces opérations ou actes n'emportent pas de conséquences de nature budgétaire, c'est à dire lorsqu'ils ne nécessitent pas l'ouverture de crédits supplémentaires qui ne seraient pas prévus par le budget.**

**Au titre de la délégation, le Président pourra :**

**A - procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les**

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,  
Plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts,

B - procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

- Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- \* d'échange de taux d'intérêt (swap),
- \* d'échange de devises,
- \* d'accord de taux futur (FRA),
- \* de garanties de taux plafond (CAP),
- \* de garantie de taux plancher (FLOOR),
- \* de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR),
- \* de terme contre terme (FORWARD/FORWARD),
- \* d'options sur taux d'intérêt,
- \* et de toutes opérations de marché (opérations de marché dérivées et opérations structurées).

- Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

- La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

- Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.

En conséquence, le Président est autorisé à :

- \* lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- \* retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- \* passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- \* le cas échéant, résilier l'opération arrêtée,
- \* signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

3- Décider de déroger à l'obligation de placement auprès de l'Etat des fonds mentionnés à l'article L.1618-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales et décider du placement de ces fonds conformément aux dispositions de l'article L.1618-2-II du même Code.

4 – Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

5 - Décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

6 – Passer les contrats d'assurances et accepter les indemnités de sinistres.

**19 - Délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe.**

**20 - Signer les contrats et conventions relatives à l'occupation du domaine public ou du domaine privé des personnes publiques, ou de la propriété des personnes privées, pour les besoins de la CoVe.**

**21 - Accepter les fonds de concours.**

**22 - Autoriser la consultation pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux sur un projet de délégation de service public, assorti de la condition d'en informer le Vice-Président de la Commission thématique concernée.**

**23 - Signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme, portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération.**

**Article 3-1 : DE PRÉCISER** que les décisions déléguées au Président pourront être signées par un Vice-Président ou par un conseiller communautaire, agissant en vertu d'une délégation de fonction et de signature du Président.

**Article 3-2 : DE PRÉCISER** que les décisions relatives aux attributions déléguées au Président pourront être signées par le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques, les Directeurs et les responsables de services, titulaires d'une due délégation de signature du Président.

Transmis en Préfecture le : **09 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **09 FEV. 2016**

Exécutoire le : **09 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016*

L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation : 12 avril 2016**

**Affiché le : 22 avril 2016**

**Nombre de Conseillers : 60**

**Nombre de présents : 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre de votants : 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre d'absents excusés : 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN - Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Francis JULLIEN

**Délibération n°29-16**

**Direction générale des services**

**Attribution des subventions 2016 aux associations et organismes**



**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**  
**Délibération n°29-16**  
**Direction générale des services**  
**Attribution des subventions 2016 aux associations et organismes**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le code général des collectivités territoriales,**

**Vu les compétences exercées par la CoVe en vertu de ses statuts, notamment en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'habitat, d'environnement, de culture et de patrimoine, d'action sociale, de sécurité et de prévention de la délinquance, et de politique de la ville,**

**Vu les projets de conventions d'objectifs et de financement,**

**Vu les demandes de subvention adressées à la CoVe pour l'année 2016,**

**Vu le budget primitif adopté lors du Conseil de communauté du 8 février 2016,**

**Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 21 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission transports/aérodrome du 21 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission développement économique du 22 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 22 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission politique de la ville du 23 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission développement durable du 24 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission sécurité du 29 mars 2016,**

**Vu l'avis de la commission des finances du 30 mars 2016,**

**Entendu le rapport du Président,**

**Conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Conseil de communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) est tenu d'en informer le Président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du conseil appellera l'affaire en question. Il devra alors s'abstenir de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote.**

**Après en avoir délibéré,**

**Décide**

**Article 1 : D'APPROUVER le versement des subventions aux associations tel qu'indiqué dans le tableau annexé à la présente délibération.**

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

**Article 2 : DE PRÉCISER** que les crédits correspondant à ces subventions sont inscrits au budget principal.

**Article 3 : D'AUTORISER** le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 22 AVR. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 22 AVR. 2016

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

22 AVR. 2016



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

<u>Secteur/ organisme</u>	<u>Objet/actions</u>	<u>Montant voté pour 2016</u>	<u>Nombre de votants</u>	<u>Résultat du vote : unanimité ou majorité</u>	<u>Élu(s) ne prenant pas part au vote</u>	<u>Imputation budgétaire</u>
<b><u>Développement économique :</u></b>						
RILE	Fonctionnement : accompagnement à la création et reprise d'entreprises	172 006€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	DEV-6574-900
CBE	Fonctionnement : accompagnement à la création et reprise d'entreprises	24 250€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	DEV-6574-900
Association des Producteurs du Comtat	Exceptionnel : aide loyer 2015	5 000€	58	unanimité		DEV-6748-900
ECTI Vaucluse	Fonctionnement : appui de professionnels seniors aux entreprises	1 500€	58	unanimité		DEV-6574-900
Initiative Ventoux	Fonctionnement: actions locales auprès de structure de primo-accueil - accompagnement financier à la création d'entreprises	33 100€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	DEV-6574-90 0
Carpensud	Fonctionnement: développement des entreprises de la Zone Carpensud	9 700€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	DEV-6574-90 0
Carpensud	Action: développement économie circulaire	4 000€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	DEV-6574-90 0
Vaucluse Développement	Fonctionnement : promotion du territoire, implantation d'entreprises	68 256€	58	unanimité		DEV-6574-90 0
<b><u>Aménagement de l'espace -- habitat -- Environnement :</u></b>						
ADIL	Fonctionnement : droit et information au logement	9 500€	58	unanimité		HAB-6574-70

Secteur/organisme	Objet/actions	Montant voté pour 2016	Nombre de votants	Résultat du vote : unanimité ou majorité	Élu ne prenant pas part au vote	Imputation budgétaire
Soligone	Fonctionnement : agence immobilière à vocation sociale	2 500€	58	unanimité		HAB-6574-70
Logis des jeunes	Fonctionnement : accompagnement des jeunes de 15 à 25 ans	3 500€	57	majorité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	HAB-6574-70
Rhéso	Fonctionnement : permanences accompagnement pour le logement	10 000€	58	unanimité		HAB-6574-70
Prévigère	Action : protection exploitations contre la grêle	18 226€	58	unanimité		AME-6574-92
Agence Locale pour la Transition Énergétique	Action : espace info énergie	7 110€	58	unanimité		ENV-6574-8301
<b>Cohésion sociale :</b>						
Mission Locale du Comtat Venaissin	Fonctionnement : insertion sociale et professionnelle des jeunes	102 374€	56	unanimité	Peggy Bertolucci et Reynard ne prennent pas part au vote	DCS-6574-90 1
Centre social Villemarie	Action : accompagnement social-aire accueil des gens du voyage	13 000€	58	majorité		SEC-6574-5241
Roulez mobilité	Action : prêt ou locations de véhicules pour les chercheurs d'emplois	1 300€	58	unanimité		DCS-6574-90 1
UP Ventoux	Action : chantier d'insertion réhabilitation patrimoine	30 000€	58	unanimité		DCS-6574-90 1

Secteur/organisme	Objet/actions	Montant voté pour 2016	Nombre de votants	Résultat du vote : unanimité ou majorité	Élu ne prenant pas part au vote	Imputation budgétaire
<b>CISPD :</b>		<b>48 326€</b>				
AMAV pour UAMJ (unité d'accueil médico-judiciaire)	Action : accueil- accompagnement des victimes d'agressions et maltraitances	4 850€	58	unanimité		SEC-6574-I10
Centre social Lou Tricadou	Action : médiateur transport ligne C	4 096€	58	majorité		SEC-6574-I10
Centre social Lou Tricadou	Action : Eiffel tour et solidarité et citoyenneté	3 500€	58	majorité		SEC-6574-I10
AMAV	Action : permanences d'aide aux victimes	6 790€	58	unanimité		SEC-6574-I10
Le passage	Action : permanences accueil parents et jeunes	6 790€	58	unanimité		SEC-6574-I10
La compagnie des autres	Action : faire face aux violences faites aux femmes	4 000€	58	unanimité		SEC-6574-I10
La compagnie des autres	Action : faire face aux conduites à risque chez les jeunes	3 000€	58	unanimité		SEC-6574-I10
Rhéso	Action : atelier soutien à la parentalité	2 000€	58	unanimité		SEC-6574-I10
Rhéso	Action : accueil de jour départemental	9 300€	58	unanimité		SEC-6574-I10
Planning familial	Action : programme de développement affectif et social	2 000€	58	majorité		SEC-6574-I10
AMADO	Action : de l'accueil en urgence à la responsabilité	2 000€	58	unanimité		SEC-6574-I10
<b>Politique de la ville :</b>		<b>127 315€</b>				
CCAS de Carpentras	Action : Programme réussite éducative	45 000€	57	unanimité	Peggy Bertolucci ne prend pas part au vote	POL-657362-824



L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation :** 12 avril 2016

**Affiché le :** 22 avril 2016

**Nombre de Conseillers :** 60

**Nombre de présents :** 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16

**Nombre de votants :** 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16

**Nombre d'absents excusés :** 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :** Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN - Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Francis JULLIEN

**Délibération n°30-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet :** Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de La Roque Alric

**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**

**Délibération n°30-16**

**Direction des ressources et des moyens – Service financier**

**Objet : Fonds de concours exceptionnel – travaux d'investissement communaux au profit de la commune de La Roque Alric**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales,**

**Vu l'autorisation de programme actualisée, votée le 8 février 2016 pour le versement de fonds de concours exceptionnel d'aide aux investissements de proximité des communes à hauteur de 522 279 €,**

**Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité, dans le respect des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisé,**

**Vu le projet de dépense d'investissement présenté par la commune de La Roque Alric,**

**Vu l'avis de la commission des finances en date du 30 mars 2016,**

**Entendu le rapport du président,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'ATTRIBUER un fonds de concours exceptionnel à la commune de La Roque Alric au titre de l'année 2016 conformément au tableau de répartition ci-dessous :**

Commune	Projet	Montant des travaux en € HT	Montant fonds de concours exceptionnel en €
La Roque Alric	Travaux de voirie aménagement rue du rocher-la placette	44 333,00	17 959,00
	Travaux de condamnation fosse septique	760,00	
	Travaux réfection chemin de la combe	23 150,00	
	Travaux enfouissement réseaux télécom	23 473,70	
	<b>TOTAL</b>	<b>91 716,70</b>	<b>17 959,00</b>

**Le plan de financement de ce projet est joint en annexe de la présente délibération.**

**Article 2 : DE CONDITIONNER le versement du fonds de concours à l'apposition d'un panneau informant la population de la participation de la CoVe, qui sera fourni et posé par la CoVe, ceci pendant toute la durée du chantier concerné. Il devra être restitué à la CoVe à l'issue du chantier. La mention de cette participation devra également figurer dans tout article à paraître sur les magazines municipaux, sites internet communaux ainsi que sur les communiqués diffusés à la presse et sur les documents liés à l'inauguration de l'équipement.**

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

**Article 3 : DE VERSER à la commune concernée ce fonds de concours dès réception de la délibération du conseil municipal concordante correspondante et reprenant l'engagement en termes de communication de l'article précédent.**

**Article 4 : DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal sur le compte SFJ-2041411F-01AP1.**

Transmis en Préfecture le : **22 AVR. 2016**

Publication par affichage le : **22 AVR. 2016**

Exécutoire le : **22 AVR. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



**Francis ADOLPHE**

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

**COMMUNE DE LA ROQUE ALRIC**  
**FONDS DE CONCOURS EXCEPTIONNEL - Conseil de communauté du 18 avril 2016**

**PLAN DE FINANCEMENT**

DEPENSE		RECETTE	
Détail opération	Montant Dépense TTC	Détail financement attendu	Montant Recette TTC
Travaux voirie aménagement rue du rocher - La Placette		Conseil général subvention travaux voirie rue du rocher, placette	34 301,03
- tranche 1	13 830,08	Conseil général subvention travaux voirie chemin de la combe	18 520,00
- tranche 2	39 369,52		
		FCTVA	18 054,25
Travaux condamnation fosse septique	912,00		
		CoVe - Fonds de concours 2015	1 633,00
Travaux réfection chemin de la combe	27 780,00	CoVe - Fonds de concours exceptionnel avril 2016	17 959,00
Travaux enfouissement réseaux télécom	28 168,44	Autofinancement commune de La Roque Alric	19 592,76
<b>TOTAL</b>	<b>110 060,04</b>	<b>TOTAL</b>	<b>110 060,04</b>

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation : 12 avril 2016**

**Affiché le : 22 avril 2016**

**Nombre de Conseillers : 60**

**Nombre de présents : 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre de votants : 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre d'absents excusés : 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN - Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Francis JULLIEN

**Délibération n°31-16**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique**

**Objet** : Convention de partenariat avec le CIE 84 pour la mise en œuvre des clauses d'insertion



**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**

**Délibération n°31-16**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service de la Commande Publique**

**Objet : Convention de partenariat avec le CIE 84 pour la mise en œuvre des clauses d'insertion**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le code des marchés publics, et notamment ses articles 5, 14, 15, 30 et 53 ;**

**Vu les statuts de la CoVe, portant compétences notamment en matière de développement économique, de politique sociale et de politique de la ville et plus particulièrement en matière de dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire,**

**Considérant la volonté de la CoVe de favoriser la cohésion sociale par la mise en œuvre de dispositifs d'accès ou d'aide au retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières,**

**Considérant les différents dispositifs applicables en la matière, insérés dans le code des marchés publics pour faire de la commande publique un instrument d'insertion sociale et professionnelle,**

**Considérant la création d'un poste de facilitateur de clause porté par le collectif CIE 84, financé par le Département et le Fonds social européen, lequel a pour mission de promouvoir la clause sociale dans la commande publique et assister les acheteurs publics dans la mise en œuvre de la clause, sur le territoire du département de Vaucluse,**

**Considérant l'intérêt pour la CoVe et la Ville de Carpentras de bénéficier de l'accompagnement proposé par le facilitateur pour systématiser l'insertion de clauses sociales dans ses marchés publics ;**

**Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la CoVe, la ville de Carpentras et le CIE 84.**

**Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la-dite convention et tous actes y afférant.**

**Transmis en Préfecture le : 22 AVR. 2016**

**Publication par affichage le : 22 AVR. 2016**

**Exécutoire le : 22 AVR. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016**

# Convention de partenariat pour le développement de la clause d'insertion sur le territoire de la CoVe

## Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Insertion

Entre la communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin  
Domiciliée 1171, Avenue du mont Ventoux – 84200 Carpentras  
N° SIRET : 24840005300059

Représentée par Monsieur Bruno GANDON, conseiller communautaire, agissant en vertu d'une délégation de fonction et de signature de Monsieur Francis ADOLPHE, président ;

La ville de Carpentras  
Domiciliée Place Maurice Charretier – 84200 Carpentras  
N° SIRET : 78321606200019  
Représentée par Monsieur Francis ADOLPHE, maire ;

Et  
L'association CIE 84  
Domiciliée 200 avenue Michel de Montaigne – BP 41223 – 84911 AVIGNON Cedex  
N° de SIRET : 513 316 661  
Représentée par Monsieur Jean-Pierre DANOS, président.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

## PRÉAMBULE

La ville de Carpentras engagée dans la clause d'insertion depuis la mise en œuvre du PNRQAD, signée le 22 juillet 2011, dispose dans ses services d'une facilitatrice de clause. Convaincue des effets positifs de la clause sociale, la ville de Carpentras a décidé de la développer sur des marchés ville hors PNRQAD.

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin (CoVe) a expérimenté la clause d'insertion d'abord sur ses marchés de prestations de services puis sur un marché de travaux, avec l'appui de la facilitatrice clause de la ville de Carpentras.

Conscientes que certains marchés publics peuvent constituer des supports d'actions pertinents en faveur des personnes en difficulté d'insertion du territoire, la CoVe et la ville de Carpentras souhaitent la généralisation progressive de la clause d'insertion à l'ensemble des marchés publics de la CoVe et de la ville de Carpentras en incluant graduellement dans leurs pratiques d'achats de travaux, de services ou de prestations intellectuelles, la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires contenues ou associées aux articles de la clause d'insertion dans le code des marchés publics, afin d'être acteur dans l'inclusion sociale et contribuer au développement local.

De plus les deux collectivités, afin de donner plus de poids à leur engagement, ont décidé de conditionner l'octroi de la garantie d'emprunt aux bailleurs sociaux sous réserve de la mise en place d'une clause d'insertion dans leurs marchés.

Dans un souci de lisibilité et d'efficacité du dispositif de mise en œuvre de la clause d'insertion, tant pour les entreprises soumissionnaires, que pour la CoVe, la Ville de Carpentras et le public concerné, la CoVe et la ville de Carpentras souhaitent faire appel à un partenaire unique, centralisateur et fédérateur, qui facilite la démarche, en amont et en aval et confie au facilitateur CIE 84 cette mission.

Le facilitateur CIE 84 réalise un appui technique, dont les enjeux sont :

- Améliorer l'accès à l'emploi et la formation (développement des compétences en situation de travail et dans le cadre d'actions de formation), avec une attention particulière sur la priorité européenne : Egalité Femme - Homme
- Réussir à construire des parcours de retour à l'emploi en cohérence avec les calendriers des opérations

- Développer le lien à l'entreprise
- Consolider les Structures d'Insertion par l'Activité Économique.
- Être en capacité d'évaluer l'impact des clauses d'insertion dans le retour à l'emploi durable

## Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer l'engagement de chacune des parties dans la mise en œuvre des clauses de promotion de l'emploi dans les marchés de travaux, de prestations et de services.

## Article 2 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX – COMTAT VENAISIN

À travers la présente convention, la CoVe s'engage, en tant qu'acheteur public, à réaliser des achats socialement responsables. Pour cela, la CoVe examinera la possibilité de prendre en compte des objectifs du développement durable, en privilégiant le développement de l'emploi local et l'offre d'insertion.

La CoVe s'engage à collaborer avec le facilitateur clause du CIE 84 en :

- Identifiant annuellement sur l'ensemble de ses marchés ceux susceptibles d'être clausés, et définissant en commun ceux qui le seront.
- Confiant au facilitateur CIE 84 une mission d'appui technique, comprenant des réponses opérationnelles et méthodologiques lors des différentes étapes de la mise en œuvre des clauses d'insertion, auprès de ses différents services par l'intermédiaire de la Commande publique.
- S'engageant à fournir au facilitateur CIE 84 toutes les informations et les documents nécessaires à l'étude et au suivi du marché (liste et prix HT des lots, nom des entreprises attributaires et nombre d'heures d'insertion à réaliser).

Enfin, la CoVe s'engage à tenir le facilitateur CIE 84 au courant des marchés à venir de façon anticipée et soutenir son action de promotion et prospection auprès des élus et services des communes qui la composent.

## Article 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE CARPENTRAS

À travers la présente convention, la ville de Carpentras s'engage, en tant qu'acheteur public, à réaliser des achats socialement responsables. Pour cela, la ville examinera la possibilité de prendre en compte des objectifs du développement durable, en privilégiant le développement de l'emploi local et l'offre d'insertion.

La ville de Carpentras s'engage à collaborer avec le facilitateur clause du CIE 84 en :

- Identifiant annuellement sur l'ensemble de ses marchés ceux susceptibles d'être clausés, et définissant en commun ceux qui le seront.
- Confiant au facilitateur CIE 84 une mission d'appui technique, comprenant des réponses opérationnelles et méthodologiques lors des différentes étapes de la mise en œuvre des clauses d'insertion, auprès de ses différents services par l'intermédiaire de la Commande publique.
- S'engageant à fournir au facilitateur CIE 84 toutes les informations et les documents nécessaires à l'étude et au suivi du marché (liste et prix HT des lots, nom des entreprises attributaires et nombre d'heures d'insertion à réaliser).

Enfin, la Ville de Carpentras s'engage à tenir le facilitateur CIE 84 au courant des marchés à venir de façon anticipée.

#### Article 4 – ENGAGEMENTS DU FACILITATEUR CIE 84

En tant que facilitateur de la mise en œuvre de la clause d'insertion sur le territoire du Vaucluse, le facilitateur CIE 84 a pour mission de :

1/ Prospector et promouvoir la clause d'insertion auprès des communes de la CoVe en rencontrant les élus et les services et les informant sur le dispositif et la mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage Insertion.

2/ Accompagner la politique : de la CoVe, de la ville de Carpentras, des autres communes de la CoVe qui le souhaitent et des bailleurs sociaux ayant obtenu la garantie d'emprunt de la CoVe et/ou de la ville de Carpentras, au regard de l'insertion et de l'emploi dans le cadre des marchés en réalisant une Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Insertion (AMOI).

En tant qu'Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage Insertion, l'appui du facilitateur CIE 84 s'oriente aussi bien auprès du maître d'ouvrage que des entreprises.

Le facilitateur CIE 84 propose quatre niveaux d'intervention, pouvant être activés indépendamment les uns des autres.

**Niveau 1 :** Appui stratégique et méthodologique ainsi que l'assistance à la rédaction des documents supports de la clause d'insertion.

**Niveau 2 :** Information des entreprises soumissionnaires

**Niveau 3 :** Accompagnement dans la mise en œuvre opérationnelle de la clause d'insertion

**Niveau 4 :** Suivi, contrôle, bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de la clause d'insertion

##### **Niveau 1 : Appui stratégique et méthodologique**

- Aide à l'identification des opérations permettant la promotion de l'emploi et de l'insertion (analyse de la taille du marché, analyse des lots, des délais de réalisation, des métiers, de la technicité requise, du besoin en encadrement par du personnel permanent, choix de l'article clause ...)
- Appui à la définition du nombre d'heures d'insertion à faire apparaître
- Appui à la rédaction de la clause à intégrer dans les pièces de l'appel à consultation (avis d'appel à la concurrence, règlement de consultation, CCAP, CCTP, et acte d'engagement des entreprises)
- Rédaction d'un avis sur la réponse des entreprises soumissionnaires, pour le passage en commission d'appel d'offre. (Participation à titre consultatif possible)

Le facilitateur CIE 84 pourra également, en amont et si besoin, présenter la démarche (objectifs, méthode de mise en œuvre et de suivi) à l'ensemble des services concernés, de manière individuelle, collective ou semi collective, lors des réunions de service ou lors de réunions ad hoc, selon les cas et les moyens jugés les plus appropriés.



## **Niveau 2 : Information des entreprises soumissionnaires**

Le facilitateur CIE 84 pourra, sur sollicitation, informer les entreprises qui souhaitent répondre à la consultation, mais qui s'interrogent sur la façon dont elles peuvent mettre en œuvre la clause :

- qu'est-ce qu'une clause d'insertion ?
- qu'est-ce que cela implique ?
- comment la mettre en œuvre ?

## **Niveau 3 : Accompagnement de la mise en œuvre opérationnelle de la clause d'insertion**

Dès la notification des marchés, et après communication, par la CoVe, la ville de Carpentras, les autres communes de la CoVe engagées dans le dispositif ou les bailleurs sociaux ayant obtenu la garantie d'emprunt, de la liste des entreprises retenues pour les marchés (mandataires, co-traitants et sous-traitants indiqués lors de la signature des marchés), le facilitateur CIE 84 informera par mail les entreprises attributaires des modalités pratiques de la mise en œuvre de la clause et des services d'accompagnement proposés.

Selon les articles inclus dans le marché, le facilitateur CIE 84 peut intervenir à différents niveaux :

- **Centralisation les candidatures**

En ce qui concerne la recherche de candidats, le facilitateur CIE 84 sollicitera en priorité le Service Public de l'Emploi et de l'insertion et les référents RSA du territoire.

- **Pré sélection des candidats**

Ce service vise à soutenir les entreprises, si elles le souhaitent, dans la phase de pré sélection. Le facilitateur CIE 84 proposera des candidats à l'entreprise qui sera seule décisionnaire sur le choix du candidat à retenir.

Le facilitateur CIE 84 vérifie l'éligibilité des publics, la qualification des candidats et mobilisera si besoin, des prestations d'évaluation en lien avec Pôle Emploi.

Cette organisation, outre le gain de temps pour l'entreprise, permet également de proposer d'autres possibilités de formation ou d'emploi aux candidats qui ne sont pas retenus.

- **Mise en contact avec les structures d'insertion**

Dans le cas où l'entreprise ou le marché, privilégie le recours à la sous-traitance ou à la mise à disposition de personnel, le facilitateur CIE 84 pourra faire le lien avec, notamment, les Structures d'Insertion par l'Activité Economique correspondant à l'objet du marché ou du lot.

- **Suivi dans l'emploi**

Pour les candidats correspondant aux critères de la clause, mais ne bénéficiant d'aucun accompagnement socioprofessionnel identifié, le facilitateur CIE 84 se rapprochera des structures à l'origine de l'orientation afin de réfléchir sur les solutions à mettre en place afin que ces personnes bénéficient d'un suivi dans l'emploi, et à la sortie du poste lié à la clause. Les entreprises auront ainsi un interlocuteur privilégié pour toutes les questions qui pourraient concerner le nouveau salarié.

- **Elaboration d'une grille d'évaluation permettant l'analyse des réponses des entreprises soumissionnaires selon l'offre d'insertion**
- **Suivi du critère insertion pour la durée du marché.**

#### **Pour les achats de prestations d'insertion (actuel article 30)**

- **Soutien à l'appréciation de la qualité du projet insertion des structures qui ont répondu au marché.**
- **Suivi de la mise en œuvre du volet accompagnement social et professionnel**
- **Évaluation et restitution des résultats :**
  - Appréciation de la liste des projets fournie à l'issue de l'opération ainsi que les solutions retenues pour chacun des salariés.
  - Évaluation quantitative et qualitative des marchés et des bénéficiaires de la clause et de l'impact sur les parcours d'insertion

#### **Niveau 4 : Suivi, contrôle, bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de la clause d'insertion**

Le facilitateur CIE 84 assure le suivi régulier de la mise en œuvre du volet insertion et emploi du marché et le respect des engagements des entreprises.

- Durant l'opération, le facilitateur CIE 84 assure le suivi des heures réalisées en insertion mensuellement et centralise les pièces justificatives quelles que soient les modalités d'embauche (embauche directe, mise à disposition, sous traitance, co traitance)
- En cas de non-respect par l'entreprise de l'engagement d'insertion, le facilitateur CIE 84 adressera un courrier à l'entreprise rappelant ses engagements et les pénalités applicables.

Si l'entreprise ne donne toujours pas suite, les services de la CoVe, de la ville de Carpentras, des autres communes de la CoVe engagées dans la démarche ou des bailleurs sociaux ayant obtenu la garantie d'emprunt, prendront le relais.

Au terme de chaque opération, le facilitateur CIE 84 recueillera les éléments de réalisation de l'engagement des entreprises et présentera, dans un document de synthèse transmis à la CoVe, la ville de Carpentras, les autres communes de la CoVe engagées dans la démarche ou les bailleurs sociaux ayant obtenu la garantie d'emprunt, une évaluation et un bilan quantitatif et qualitatif des volets insertion et emploi : nombre de personnes en insertion embauchées sur le chantier/ nombre de personnes embauchées après / nombre de formations qualifiantes / bénéfices que les personnes en insertion ont retiré de l'opération/ etc.

Ce bilan peut également être présenté lors d'une réunion de restitution du bilan global avec le maître d'ouvrage et les entreprises. Ces modalités seront à définir au cas par cas.

#### **Article 5 – ENGAGEMENTS COMMUNS COVE / VILLE DE CARPENTRAS/ CIE84**

Dans le cadre du PNRQAD de la ville de Carpentras, la charte locale d'insertion, signée le 10 juillet 2013, a mis en place un personnel et un dispositif de suivi de la clause. La CoVe lors de l'introduction de clause dans ses marchés de travaux s'est appuyée sur l'ensemble de ces moyens.

Afin de garantir la lisibilité du dispositif clause d'insertion sur le territoire de la CoVe, une articulation entre la mission des deux facilitateurs, CIE 84 et PNRQAD, est donc fondamentale.

À cet effet la CoVe, la ville de Carpentras et le facilitateur clause CIE 84 s'engagent à mettre en place un espace commun de travail comprenant :

- **Un guichet unique** : qui répond à l'ensemble des demandes des entreprises, donneurs d'ordre et acteurs du SPE et de l'insertion, centralise les offres d'emploi, recueille, étudie et valide les candidatures, assure la mise en œuvre opérationnelle de la clause, le suivi, le contrôle et le bilan qualitatif et quantitatif des marchés clausés, dans l'optique d'une optimisation des parcours d'insertion.
- **Une mutualisation des outils** : afin de rendre plus lisible et cohérent le dispositif clause, le facilitateur PNRQAD de la ville de Carpentras et le facilitateur clause CIE 84 utiliseront les mêmes outils de suivi, de contrôle et de bilan.
- **Des instances de suivi communes**

- Sur le territoire de la CoVe :

Le groupe de suivi de la clause mis en place pour le PNRQAD assurera également le suivi de la mise œuvre de la clause sur les marchés Ville de Carpentras hors PNRQAD et CoVe en ouvrant ce groupe aux services commande publique de la ville de Carpentras, de la CoVe, des autres communes de la CoVe engagées dans la démarche et les bailleurs sociaux ayant obtenu la garantie d'emprunt :

- ✓ Un comité de suivi tous les deux mois
- ✓ Un point intermédiaire semestriel
- ✓ Un bilan global annuel

- Sur l'ensemble des territoires d'intervention du facilitateur CIE 84 :

La ville et la CoVe seront systématiquement invitées au comité de pilotage annuel du facilitateur CIE 84

## Article 6 – COMMUNICATION

Par ailleurs, le facilitateur CIE 84 peut être un appui pour la communication sur le volet de l'insertion et l'emploi sur l'action commune menée.

La CoVe et la ville de Carpentras s'engagent lors de leurs communications à informer sur le rôle du facilitateur CIE 84 dans la mise en œuvre des opérations.

## Article 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature et jusqu'au 31 décembre 2016. Elle est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

## Article 8 – COUT

La présente convention n'entraîne aucune rémunération financière pour le CIE 84, le poste de chargée de mission clause étant subventionné par le Conseil départemental de Vaucluse et le Fond Social Européen.

Fait à Carpentras, le

Pour le CIE 84 :

M. Jean- Pierre DANOS  
Président de CIE 84

Pour la CoVe :  
Pour le Président et par délégation,  
Le conseiller communautaire délégué  
à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Bruno GANDON

Pour la ville de Carpentras :

M. Francis ADOLPHE  
Maire de la ville de Carpentras

L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation : 12 avril 2016**

**Affiché le : 22 avril 2016**

**Nombre de Conseillers : 60**

**Nombre de présents : 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre de votants : 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre d'absents excusés : 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN - Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Francis JULLIEN

**Délibération n°32-16**

**Direction de la cohésion sociale – Service petite enfance**

**Objet** : Financement du relais assistants maternels par la Caisse d'allocations familiales : renouvellement du conventionnement



**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**

**Délibération n°32-16**

**Direction de la cohésion sociale – Service petite enfance**

**Objet : Financement du relais assistants maternels par la Caisse d'allocations familiales : renouvellement du conventionnement**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le code général des collectivités territoriales,**

**Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil de la petite enfance,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°15 du 29 mars 2004 définissant l'intérêt communautaire en matière d'accueil petite enfance,**

**Considérant la nécessité de contractualiser les engagements respectifs de la CoVe et de la CAF au travers d'une convention d'objectifs et de financement, afin de percevoir la prestation de service ordinaire relative à la gestion d'un relais assistants maternels,**

**Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 22 mars 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à l'action sociale et à la petite enfance,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

#### **Décide**

**Article 1 : D'APPROUVER la convention d'objectifs et de financement proposée par la CAF pour le relais assistants maternels intercommunal de la CoVe.**

**Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer cette convention.**

**Transmis en Préfecture le : 22 AVR. 2016**

**Publication par affichage le : 22 AVR. 2016**

**Exécutoire le :**

**22 AVR. 2016**

**Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,**

  
**Francis ADOLPHE**

**En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.**

**Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016**

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



## **Relais Assistants Maternel**

*RAM de la CoVe*



**Les conditions ci-dessous, complétées des « conditions particulières prestation de service Relais Assistants Maternels et des «conditions générales prestation de service ordinaire», constituent la présente convention.**

**Entre :**

Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe) , représentée par Monsieur Francis ADOLPHE, son Président, dont le siège est situé 1171 Avenue du Mont Ventoux CS30085 à 84203 CARPENTRAS cedex

**Ci-après désigné « le gestionnaire ».**

**Et :**

La Caisse d'allocations familiales de Vaucluse représentée par Monsieur Christian DELAFOSSE, son Directeur dont le siège est situé 6, rue Saint Charles 84049 Avignon cedex 9

**Ci-après désignée « la Caf ».**

## **Article 1 : l'objet de la convention**

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service «Relais Assistants Maternels » pour le service ci-après.

**Nom équipement : RAM de la CoVe**

**Le temps de travail des animatrices est fixé comme suit : à 2 ETP**

## **Article 2 : le versement de la prestation de service**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives exigibles détaillées dans les « conditions particulières » de la présente convention et selon les dispositions précisées ci-après .

### Acompte :

Le paiement d'un acompte limité à 70% du droit prévisionnel N, est effectué au plus tard le 31 Août de l'année N, sur production au plus tard le 15 mars, des pièces suivantes :

- ❖ budget prévisionnel année N
- ❖ bordereau prévisionnel d'activités année N

Dans tous les cas, aucun versement d'acompte ne pourra être effectué au titre de l'année N après le 31/12 de l'exercice concerné.

Solde :

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs au plus tard au 28 février de l'année N+1..

Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire,
- la mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fait l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caf.

L'absence de fourniture de justificatifs au **30 Juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde.

Après le 31/12 de l'année N+1, aucun versement ne pourra être effectué au titre de l'année

### **Article 3 : le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviendront conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- ✓ la conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés dans le document joint à la présente convention et intitulé « conditions particulières » pour l'attribution de la prestation de service Relais Assistants Maternels
- ✓ l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général,
- ✓ les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

### **Article 4 : la durée de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01 / 01 / 2016** au **31 / 12 / 2019**

**Ci-dessous le texte pour la convention non dématérialisée.**

☐ En cochant cette case, « le gestionnaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention :

- les modalités ci-dessus,
- les « conditions particulières prestation de service « Relais Assistants Maternels » en leur version de juin 2013 et les « conditions générales prestation de service ordinaire » en leur version de juin 2013,

et « le gestionnaire » les accepte.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à Carpentras,

le .....,

en 2 exemplaires

Le Directeur de la Caf de Vaucluse

Le Président de la CoVe

*Christian Delafosse*

*Francis Adolphe*



L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation : 12 avril 2016**

**Affiché le : 22 avril 2016**

**Nombre de Conseillers : 60**

**Nombre de présents : 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre de votants : 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre d'absents excusés : 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN - Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Francis JULLIEN

**Délibération n°33-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service culture & patrimoine**

**Objet** : Demande de subvention auprès de la DRAC pour des actions de valorisation du patrimoine

**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**

**Délibération n°33-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire - Service culture & patrimoine**

**Objet : Demande de subvention auprès de la DRAC pour des actions de valorisation du patrimoine**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu le Code général des collectivités territoriales,**

**Vu les statuts de la CoVe, modifiés le 21 décembre 2007 comportant dans le volet des compétences optionnelles, à l'article B du volet relatif à la compétence «construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire» la déclaration d'intérêt communautaire d'un «service culturel intercommunal comprenant la valorisation et l'animation du patrimoine selon la convention Pays d'art et d'histoire passée avec le Ministère de la Culture »,**

**Considérant que, afin de respecter les engagements pris envers le Ministère de la Culture dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire, il convient que la CoVe crée des animations et des outils de médiation visant à présenter l'ensemble de l'architecture et du patrimoine des 25 communes du territoire,**

**Considérant que, pour l'aider à réaliser ces actions, la CoVe entend demander une subvention auprès de la DRAC à hauteur de 3 100€ pour les expositions temporaires présentées dans le CIAP, centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine,**

**Vu l'avis de la commission culture & patrimoine du 10 mars 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à la culture et au patrimoine,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'AUTORISER le Président à solliciter une subvention auprès de la DRAC à hauteur de 3 100€ (trois mille cent euros) pour l'année 2016 dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire.**

**Article 2 : DE PRÉCISER que la recette correspondante sera imputée sur le compte SCP 74718 3243.**

**Article 3 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.**

**Transmis en Préfecture le : 22 AVR. 2016**

**Publication par affichage le : 22 AVR. 2016**

**Exécutoire le : 22 AVR. 2016**

**Fait les jour, mois et an ci-dessus**

**Pour extrait certifié conforme**

**Le Président,**



**Francis ADOLPHE**

**En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.**

**Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016**

Secteur/organisme	Objet/actions	Montant voté pour 2016	Nombre de votants	Résultat du vote : unanimité ou majorité	Élu ne prenant pas part au vote	Imputation budgétaire
Le passage	Action : accueil point écoute	26 500€	58	unanimité		POL-6574-824
Rhéso	Action : insertion sociale et professionnelle	2 000€	58	unanimité		POL-657362-824
Art et vie	Action : maintien lien social et mixité	3 000€	58	unanimité		POL-6574-824
AMAV	Action : aide aux victimes infractions pénales	6 000€	58	unanimité		POL-657362-824
Centre social Villemarie	Action : culture et citoyenneté	1 200€	58	majorité		POL-6574-824
Centre social Villemarie	Action : soutien à la fonction parentale	1 000€	58	majorité		POL-657362-824
Centre social Villemarie	Action : raid Jeunes	1 000€	58	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadou	Action : accès aux pratiques culturelles et sportives	1 000€	58	majorité		POL-657362-824
Centre social Tricadou	Action : atelier multimedia	2 000€	58	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadou	Action : action collective familles	1 000€	58	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadou	Action : atelier mobilités	500€	58	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadou	Action : plateforme linguistique	5 200€	58	majorité		POL-6574-824
Ville de Carpentras	Action : théâtre forum	4 515€	58	unanimité		POL-6574-824
ADIE	Action : accompagnement projet d'insertion professionnelle	5 000€	58	unanimité		POL-6574-824

Secteur/organisme	Objet/actions	Montant voté pour 2016	Nombre de votants	Résultat du vote : unanimité ou majorité	Élu ne prenant pas part au vote	Imputation budgétaire
UP Ventoux	Action : action collective de mobilisation professionnelle	2 000€	58	unanimité		POL-6574-824
RILE	Action : impulser l'esprit d'entreprendre	5 300€	57	unanimité	Bruno Gandon ne prend pas part au vote	POL-6574-824
Présence verte services	Action : mobiliser, informer, apprendre pour rebondir et s'insérer professionnellement	3 000€	58	unanimité		POL-6574-824
OMS de Carpentras	Action : objectif sport	2 000€	58	majorité		POL-6574-824
Compagnie des autres	Action : forum violences faites aux femmes	2 000€	58	unanimité		POL-6574-824
Compagnie des autres	Action : forum conduites à risques chez les jeunes	2 000€	58	unanimité		POL-6574-824
Planning familial	Action : programme de développement affectif et social	2 000€	58	majorité		POL-6574-824
CIDFF	Action : informations juridiques sur la parentalité	1 100€	58	unanimité		POL-6574-824
Collectif Ariane	Action : accompagnement et soutien psychologique et éducatif des familles	3 000€	58	unanimité		POL-6574-824
<b>Aérodrome :</b>		42 480€				
ULM Carpentras	Fonctionnement : vols en ULM - école de pilotage	1 444€	58	unanimité		AER-6574-4141
ULM Carpentras	Fonctionnement : remboursement des taxes d'atterrissage (montant maxi)	4 800€	58	unanimité		AER-6574-4141
Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement : vols en avion de tourisme - école de pilotage (brevet d'initiation aéronautique) - formation continue des pilotes	17 509€	58	unanimité		AER-6574-4141



Secteur/organisme	Objet/actions	Montant voté pour 2016	Nombre de votants	Résultat du vote : unanimité ou majorité	Élu ne prenant pas part au vote	Imputation budgétaire
Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement : remboursement des taxes d'atterrissage (montant maxi)	5 520€	58	unanimité		AER-6574-4141
Vélovole	Fonctionnement : vols en planeurs –école de pilotage – formation continue des pilotes	8 386€	58	unanimité		AER-6574-4141
Vélovole	Fonctionnement : remboursement des taxes d'atterrissage (montant maxi)	1 440€	58	unanimité		AER-6574-4141
Constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement : construction d'avions de tourisme à titre amateur	3 141€	58	unanimité		AER-6574-4141
Constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement : remboursement des taxes d'atterrissage (montant maxi)	240€	58	unanimité		AER-6574-4141
<b>Administration générale :</b>		85 160€				
Amicale du personnel de la CoVe	Fonctionnement : animations-activités sportives – sorties – Noël des enfants	7 660€	58	unanimité		SRH-6474-0200
Comité des œuvres sociales du personnel de la CoVe	Fonctionnement : adhésion au CNAS (comité national d'action sociale), colis de Noël, tickets cinéma-piscine	77 500€	58	unanimité		SRH-6474-0200
<b>TOTAL</b>		<b>672 797€</b>				





L'an deux mille seize le dix-huit avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 18 AVRIL 2016**

**Date de convocation : 12 avril 2016**

**Affiché le : 22 avril 2016**

**Nombre de Conseillers : 60**

**Nombre de présents : 50 puis 49 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre de votants : 58 puis 57 à partir de la délibération n°36-16**

**Nombre d'absents excusés : 2 puis 3 à partir de la délibération n°36-16**

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU — Franck DUPAS – Yvette GUIOU - Joël BOTREAU — Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN — Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD – Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gignondas : Éric UGHETTO jusqu'à la délibération n°36-16 Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque Alric : Francis JULLIEN La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : absent excusé Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Agnès MOISSON a donné pouvoir à Bernard BOSSAN - Pauline DREANO a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Caroline BALAS - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Bernard MONNET - Bénédicte MARTIN – Éric UGHETTO à partir de la délibération n°36-16.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Francis JULLIEN

**Délibération n°34-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire – Service habitat**

**Objet** : Subventions pour la réhabilitation de 14 logements privés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat multisites sur l'ensemble du territoire de la CoVe

**Conseil de communauté de la CoVe du 18 avril 2016**

**Délibération n°34-16**

**Direction du développement durable et de l'aménagement du territoire – Service habitat**  
**Objet : Subventions pour la réhabilitation de 14 logements privés dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat multisites sur l'ensemble du territoire de la CoVe**

**Le Conseil de communauté,**

**Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat et à ce titre en matière d'aide à la réhabilitation de logements privés,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°05.07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°73.10 du 29 juin 2010, relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) multisites,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°164-12 du 8 octobre 2012, adoptant la convention cadre de l'OPAH multisites,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°167-12 du 8 octobre 2012, autorisant l'engagement de l'opération de suivi-animation de l'OPAH multisites,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°165-12 du 8 octobre 2012 adoptant la convention financière entre la CoVe et la Région pour l'OPAH multisites,**

**Vu la délibération du Conseil de communauté n°7-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat (2014-2020),**

**Vu les agréments des commissions locales d'amélioration de l'habitat des 6 novembre 2015 et 17 décembre 2015 pour accorder des subventions de l'Anah pour les projets exposés ci-dessous,**

**Vu les demandes de subventions suivantes,**

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*

Nom du demandeur	Statut	Adresse de (ou des) logement(s)	N° de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires H.T.	Assiette éligible Ann. H.T.	Montant subvention CoVe + honoraires	Montant prime ASE CoVe	Montant total de la subvention (CoVe sollicitée)	Montant de la subvention Région sollicitée	Total subvention CoVe + Région
Mme Emmanuëlle SALMERON	PO	12, Rue Félix Gias 84260 SARRIANS	1	T4 (82m²)	Autonomie	6 028,50 €	6 028,50 €	1 205,70 €	0,00 €	1 205,70 €	602,35 €	1 808,55 €
Mme Evelynne BAGNOL	PO	La Rosados, Croix de Mourès 84340 MALAUCENE	1	T2 (57m²)	Lutte contre l'habitat Indigne	62 525,00 €	50 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €	8 000,00 €	4 000,00 €	12 000,00 €
Mme Sylvette ARMANIEN	PO	460, Route d'Avignon 84200 CARPENTRAS	1	T3 (62m²)	Autonomie	12 117,00 €	4 381,07 €	876,21 €	0,00 €	876,21 €	438,10 €	1 314,31 €
Mme Sylvette ARMANIEN	PO	460, Route d'Avignon 84200 CARPENTRAS	0	T3 (62m²)	Economie d'énergie	12 117,00 €	7 736,25 €	1 160,43 €	240,00 €	1 400,43 €	580,21 €	1 980,64 €
Mme Odette MEYSEN	PO	513 Quartier Jullias 84210 SAINT DIDIER	1	T4 (105m²)	Autonomie	5 167,00 €	5 167,00 €	1 033,00 €	0,00 €	1 033,00 €	516,50 €	1 549,50 €
Mme Jacqueline BIOUSSE	PO	636, Route de Bédoin 84200 CARPENTRAS	1	T3 (70m²)	Autonomie	13 374,37 €	2 637,00 €	527,40 €	0,00 €	527,40 €	263,70 €	791,10 €
Mme Jacqueline BIOUSSE	PO	636, Route de Bédoin 84200 CARPENTRAS	0	T3 (70m²)	Economie d'énergie	13 374,37 €	10 737,37 €	1 610,60 €	240,00 €	1 850,60 €	805,30 €	2 655,90 €
M. et Mme Ponce et Esther GURTUBAY	PO	33 Clos des Ecoiliers, route de Crillon 84410 BEDOIN	1	T3 (48m²)	Economie d'énergie	11 595,00 €	11 595,00 €	1 739,00 €	240,00 €	1 979,00 €	869,50 €	2 848,50 €
M. et Mme Nacer - Edeline FOUCHANE	PO	7, avenue du Parc 84200 CARPENTRAS	1	T5 (120m²)	Economie d'énergie	15 809,00 €	15 809,00 €	2 371,35 €	240,00 €	2 611,35 €	1 185,67 €	3 797,02 €

M. et Mme Jean Louis MONTAGARD	PO	14, Place Grande Fontaine 84380 MAZAN	I	T5 (143m²)	Autonomie	20 552,62 €	15 604,56 €	1 500,00 €	0,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 560,45 €	3 060,45 €
M. et Mme Jean Louis MONTAGARD	PO	14, Place Grande Fontaine 84380 MAZAN	O	T5 (143m²)	Economie d'énergie	20 552,62 €	4 948,06 €	659,31 €	240,00 €	899,31 €	329,65 €	1 228,96 €	
Mme Stéphanie PECQUEUX	PO	218, Boulevard des Boettes 84200 CARPENTRAS	I	T2 (30m²)	Lutte contre l'habitat Indigne	35 849,89 €	35 849,89 €	7 169,97 €	0,00 €	7 169,97 €	3 584,98 €	10 754,95 €	
M. et Mme Rachid DBIZA	PO	288, Chemin de Patris 84200 CARPENTRAS	I	T4 (90m²)	Economie d'énergie	27 033,03 €	20 000,00 €	3 000,00 €	240,00 €	3 240,00 €	1 500,00 €	4 740,00 €	
Mme Eva COURBON	PO	88 Avenue des Marchés 84200 CARPENTRAS	I	T3 (70m²)	Economie d'énergie	9 737,84 €	9 737,84 €	1 460,67 €	240,00 €	1 700,67 €	730,33 €	2 431,00 €	
Mme Nadjesda SNOECK	PO	200, Chemin de la Talaine 84410 BEDOIN	I	T7 (146m²)	Economie d'énergie	11 293,00 €	11 293,00 €	1 694,00 €	240,00 €	1 934,00 €	847,00 €	2 781,00 €	
Mme Epiphanie GABRIEL	PO	67, Chemin des Florans 84410 BEDOIN	I	T2 (59m²)	Economie d'énergie	9 095,00 €	9 095,00 €	1 364,00 €	240,00 €	1 604,00 €	682,00 €	2 286,00 €	
M. et Mme Mohamadine NAJARI	PO	770, Avenue du Comtat Venaissin 84200 CARPENTRAS	I	T6 (132m²)	Economie d'énergie	17 634,95 €	17 634,95 €	2 645,24 €	240,00 €	2 885,24 €	1 322,62 €	4 207,86 €	
						303 856,19 €	238 254,49 €	38 016,88 €	2 400 €	40 416,88 €	19 818,86 €	60 235,74 €	
						Total							
						14							



**Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 21 mars 2016,**

**Entendu le rapport du vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,**

**Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Décide**

**Article 1 : D'ACCORDER les subventions suivantes au titre de la CoVe et au titre de la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur selon la convention de financement entre la Région et la CoVe pour l'OPAH multisites :**

Nom du demandeur	Statut	Adresse du (ou des) logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires H.T	Assiette éligible Anah H.T	Montant subvention CoVe + honoraires	Montant prime ASE CoVe	Montant total de la subvention CoVe sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la CoVe	Montant de la subvention Région sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la Région	Total subvention CoVe + Région
Mme Encarnacion SALMERON	PO	12, Rue Félix Gras 84260 SARRIANS	1	T4 (82m²)	Autonomie	6 028,50 €	6 028,50 €	1 205,70 €	0,00 €	1 205,70 €	15% (1 500€)	602,85 €	Prime : 10% (montant subventionné par l'Anah)	1 810,55 €
Mme Evelynne BAGNOL	PO	La Rossada, Croix de Mourès 84340 MALAUCENE	1	T2 (37m²)	Lutte contre l'habitat Indigne	62 525,00 €	50 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €	8 000,00 €	20% (8 000€)	4 000,00 €	10% (4 000€)	12 000,00 €
Mme Sylvette ARMANIEN	PO	460, Route d'Avignon 84200 CARPENTRAS	1	T3 (62m²)	Autonomie	12 117,00 €	4 381,07 €	876,21 €	0,00 €	876,21 €	15% (1 500€)	438,10 €	Prime : 10% (montant subventionné par l'Anah)	1 314,31 €
Mme Odette MEYSEN	PO	513 Quartier Juillies 84210 SAINT DIDIER	1	T4 (105m²)	Autonomie	5 167,00 €	5 167,00 €	1 033,00 €	0,00 €	1 033,00 €	15% (1 500€)	516,50 €	Prime : 10% (montant subventionné par l'Anah)	1 550,50 €
Mme Jacqueline BIOUSSE	PO	636, Route de Bédoin 84200 CARPENTRAS	1	T3 (70m²)	Autonomie	13 374,37 €	2 637,00 €	527,40 €	0,00 €	527,40 €	15% (1 500€)	263,70 €	Prime : 10% (montant subventionné par l'Anah)	791,10 €
M. et Mme Jean Louis MONTAGARD	PO	14, Place Grande Fontaine 84380 MAZAN	1	T5 (143m²)	Autonomie	20 552,62 €	15 604,56 €	1 500,00 €	0,00 €	1 500,00 €	15% (1 500€)	1 560,45 €	Prime : 10% (montant subventionné par l'Anah)	3 060,45 €
Mme Stéphanie PECQUEUX	PO	218, Boulevard des Boettes 84200 CARPENTRAS	1	T2 (30m²)	Lutte contre l'habitat Indigne	35 849,89 €	35 849,89 €	7 169,97 €	0,00 €	7 169,97 €	20% (8 000€)	3 584,98 €	10% (4 000€)	10 754,95 €
Ligne 72APO1			7	Total		155 614,38 €	119 668,02 €	20 314,28 €	0 €	20 314,28 €		10 967,08 €		31 281,36 €
Pour les fonctions 72 AP02 + 8301AP1			14	Total		303 856,19 €	238 254,49 €	38 018,88 €	2 400 €	40 418,88 €		19 819,86 €		60 238,74 €

**Article 2 : DE PRÉCISER** que les crédits correspondants aux subventions indiquées à l'article 1 sont inscrites à l'article 20422 du budget principal, fonction 72APO2.

**Article 3 : D'ACCORDER** les subventions suivantes au titre de la CoVe et au titre de la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur selon la convention de financement entre la Région et la CoVe pour l'OPAH multirisques :

Nom du demandeur	Statut	Adresse du (ou des) logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires HLT	Assiette typique Auch HLT	Montant subvention CoVe + honoraires	Montant prime ASE CoVe	Montant total de la subvention CoVe sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la CoVe	Montant de la subvention Région sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la Région	Total subvention CoVe + Région
Mme Sylvette ARMANIEN	PO	460, Route d'Avignon 84200 CARPENTRAS	0	T3 (62m²)	Economie d'énergie	12 117,00 €	7 736,25 €	1 160,43 €	240,00 €	1 400,43 €	15% (3 000€)	580,21 €	7,5% (1 500€)	1 980,64 €
Mme Jacqueline BIOUSSE	PO	636, Route de Bédoin 84200 CARPENTRAS	0	T3 (70m²)	Economie d'énergie	13 374,37 €	10 737,37 €	1 610,60 €	240,00 €	1 850,60 €	15% (3 000€)	805,30 €	7,5% (1 500€)	2 655,90 €
M. et Mme Patrice et Esther GURTUBAY	PO	33 Clos des Ecoles, route de Crillon 84410 BEDOIN	1	T3 (48m²)	Economie d'énergie	11 595,00 €	11 595,00 €	1 739,00 €	240,00 €	1 979,00 €	15% (3 000€)	870,00 €	7,5% (1 500€)	2 849,00 €
M. et Mme Nacer - Edline FOUCHANE	PO	7, avenue du Parc 84200 CARPENTRAS	1	T5 (120m²)	Economie d'énergie	15 809,00 €	15 809,00 €	2 371,35 €	240,00 €	2 611,35 €	15% (3 000€)	1 185,67 €	7,5% (1 500€)	3 797,02 €
M. et Mme Jean Louis MONTAGARD	PO	14, Place Grande Fontaine 84380 MAZAN	0	T5 (143m²)	Economie d'énergie	20 552,62 €	4 948,06 €	659,31 €	240,00 €	899,31 €	15% (3 000€)	329,65 €	7,5% (1 500€)	1 228,96 €
M. et Mme Rachid DRIZA	PO	288, Chemin de Patris 84200 CARPENTRAS	1	T4 (90m²)	Economie d'énergie	27 033,03 €	20 000,00 €	3 000,00 €	240,00 €	3 240,00 €	15% (3 000€)	1 500,00 €	7,5% (1 500€)	4 740,00 €
Mme Eva COURBON	PO	88 Avenue des Marchés 84200 CARPENTRAS	1	T3 (70m²)	Economie d'énergie	9 737,84 €	9 737,84 €	1 460,67 €	240,00 €	1 700,67 €	15% (3 000€)	730,33 €	7,5% (1 500€)	2 431,00 €
Mme Nadjesda SNOECK	PO	200, Chemin de la Talaine 84410 BEDOIN	1	T7 (146m²)	Economie d'énergie	11 293,00 €	11 293,00 €	1 694,00 €	240,00 €	1 934,00 €	15% (3 000€)	847,00 €	7,5% (1 500€)	2 781,00 €
Mme Epiphane GABRIEL	PO	67, Chemin des Florus 84410 BEDOIN	1	T2 (59m²)	Economie d'énergie	9 095,00 €	9 095,00 €	1 364,00 €	240,00 €	1 604,00 €	15% (3 000€)	682,00 €	7,5% (1 500€)	2 286,00 €
M. et Mme Mohamedine NAJARI	PO	770, Avenue du Comtat Venaissin 84200 CARPENTRAS	1	T6 (132m²)	Economie d'énergie	17 634,95 €	17 634,95 €	2 645,24 €	240,00 €	2 885,24 €	15% (3 000€)	1 322,62 €	7,5% (1 500€)	4 207,86 €
ligne 8301AP1			7	Total		148 241,81 €	118 586,47 €	17 704,60 €	2 400 €	20 104,60 €		8 852,78 €		28 957,38 €
Pour les fonctions 72 AP02 + 8301AP1			14	Total		303 856,19 €	218 254,49 €	38 018,88 €	2 400 €	40 418,88 €		19 819,86 €		60 238,74 €



**Article 4 : DE PRÉCISER** que les crédits correspondant aux subventions indiquées à l'article 3 sont inscrites à l'article 20422 du budget principal, fonction 8301AP1.

**Article 5 : D'AUTORISER** le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le **22 AVR. 2016**

Publication par affichage le **22 AVR. 2016**

Exécutoire le : **22 AVR. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

A circular official stamp is partially visible behind the signature. The signature is in black ink and appears to be 'Francis ADOLPHE'. Below the signature, the name 'Francis ADOLPHE' is printed in black capital letters.

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 22/04/2016*